Feuilleton : Georges le Bienheureux

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE – N° 15107 7 F

MARDI 24 AOÛT 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Nommé quelques heures avant l'assassinat d'un de ses prédécesseurs

Le nouveau premier ministre algérien est confronté à la crise économique et au terrorisme

Nommé premier ministre, samedi 21 août, après le limogeage de Belaïd Abdessiam, Redha Malek, qui formera son équipe dans les prochains jours, s'est déclaré « conscient de la lourde tâche » qui l'attendait et de la « situation difficile » que vit l'Algérie. Quelques heures après sa nomination, l'assassinat – non revendiqué – de Kasdi Merbah, l'un de ses prédécesseurs et ancien patron de la sécurité militaire, va obliger le nouveau chef de gouvernement à traiter en priorité le dossier du terrorisme, indispensable préalable à la relance d'une économie à bout de souffle.

La décennie perdue

A l'heure où la crise politique atteint son paroxysme, l'économie algérienne ne cesse de se détériorer, à un tel rythme qu'on pourra bientôt parler de décennie perdue, qualificatif réservé à l'Amérique latine des années 80. Presque tous les indicateurs sont dans le rouge. Le niveau de vie a baissé de plus de 20 % par rapport à 1984. Plus d'un Algérien sur cinq est au chômage. Le déficit budgétaire atteint près de la moitié des recettes de l'Etat.

Vivant dans des appartements surpeuplés, échappant de plus en plus difficilement au marché noir, les Algériens subissent, en outre, les conséquences de la rareté des devises. Le gouvernement s'est, en effet, fixé comme objectif le remboursement de la dette extérieure, estimée à 26 milliards de dollars.

L'ALGÉRIE consacre désormais les trois quarts de ses recettes d'exportation au service de la dette, et contrôle les importations de façon draconienne. Question d'honneur national, affirme le gouvernement d'un pays obsédé depuis trente ans par une volonté de développement autonome. Pour éviter l'asphyxie de l'économie, les remboursements devraient être allégés dans l'immédiat, rétorquent les responsables financiers internationaux.

L'Algérie semble enfermée dans un cercle infernal dont le limogeage de Belaïd Abdessiam et l'assassinat de Kasdi Merbah sont les plus récentes manifestations. En 1988, l'ouverture de l'économie et l'abandon du modèle de gestion socialiste apparaissaient comme une réponse logique au contre-choc pétrolier. Celui-ci amputait, en effet, les recettes d'exportation, constituées à 97 % par les hydrocarbures.

MAIS, dès 1991, les troubles politiques ont entravé les réformes soutenues par le Fonds monétaire international. Les investissements étrangers sont largement restés au stade de déclarations d'intention. Les prix auraient dû être libéralisés, l'industrie dénationalisée. Or on assiste, aujourd'hui, à une superposition d'un secteur d'Etat sclérosé, d'un secteur privé mal considéré et d'un secteur informel en plein épanouissement. Et plus la vie quotidienne devient difficile, plus le Front islamiste de salut (FIS) gagne du terrain et plus les investisseurs étrangers se font attendre.

Le plus frustrant est que l'Algérie possède des atouts qui font défaut à bien des pays du tiers-monde. Sa manne pétrolière et gazière, sa proximité des marchés européens pourraient lui donner les moyens de faire vivre correctement une population qui doublera d'ici à 2020. Dans deux ou trois ans, les remboursements de la dette extérieure s'allégeront, les investissements étrangers dans le secteur gazier commenceront à porter leurs fruits.

Mais, pour le moment, toutes les issues semblent bloquées : tétanisés par la montée de l'intégrisme, les gouvernements successifs font de leur mieux pour préserver un minimum de cohésion sociale et remettent à plus tard le choc d'une indispensable transformation économique. Au risque de rendre la crise plus insurmontable encore.

Le temps presse

par Jacques de Barrin

Tristes, inquiets, furieux ou perplexes, les Algériens ? En vérité, à bout de réflexions et de commentaires. « *On subit* », se contentait de dire, dimanche, cet homme qui, comme ses compatriotes, venait d'apprendre, presque coup sur coup, la nomination de Redha Malek au poste de premier ministre, en remplacement de Belaïd Abdesslam, et l'assassinat de Kasdi Merbah, ancien chef du gouvernement et ex-patron de la très redoutée sécurité militaire (SM). De l'autre côté de la Méditerranée, les hommes passent et trépassent, et chacun assiste, impuissant, à ce tragique jeu de massacre.

Depuis les sanglantes émeutes du mois d'octobre 1988, qui ont engagé l'Algérie hors des sentiers battus et rebattus, pendant un quart de siècle, par le seul FLN, l'armée s'est efforcée, vaille que vaille, sans trop le laisser paraître, de contenir les énergies de toutes sortes ainsi libérées. Ainsi n'a-t-elle eu de cesse de se trouver, dans la classe politique, d'honorables courtiers, d'honnêtes prête-noms, capables de rebâtir un Etat à la mode démocratique du jour. A cette tâche, elle a usé, en près de cinq ans, cinq premiers ministres, les remerciant sitôt qu'elle jugeait ne pas avoir eu la main heureuse.

M. Abdesslam avait eu beau, il y a quelques semaines encore, faire acte d'allégeance à ses mandants en uniforme, assurant qu'il était prêt à « *affronter l'enfer* » avec eux, il n'en a pas moins été prestement remercié.

Lire la suite page 4
et nos informations pages 3 et 4

Après un été dominé par les remous monétaires

Edouard Balladur veut donner un second souffle à son action

Edouard Balladur a réuni, lundi 23 août, tous les ministres en séminaire pour mobiliser rapidement le gouvernement avant un automne qui s'annonce délicat. A cette occasion, il devait donner son sentiment sur la demande de Charles Pasqua de réviser la Constitution pour limiter le droit d'asile. Mercredi, il indiquera, lors d'une conférence de presse, les grandes lignes de la nouvelle impulsion qu'il souhaite donner à son action. Le lendemain, il rencontrera Helmut Kohl afin de tirer les leçons de la récente crise monétaire et de préparer les ultimes négociations du GATT.



Lire l'article de THIERRY BRÉHIER page 8

Palestiniens : la révolte contre le père

Yasser Arafat de plus en plus contesté au sein de l'OLP et dans les territoires occupés

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Mais que prépare donc Yasser Arafat ? Qu'a-t-il dans la manche ? Qu'a-t-il secrètement promis aux Américains, aux Egyptiens, à Israël ? Financièrement étranglé par les « pétromonarchies » qu'il n'a pas su soutenir pendant la guerre du Golfe, le chef de l'OLP s'apprête-t-il vraiment à des concessions inacceptables pour ses mandants les plus modérés ? Moins d'une semaine avant la reprise des négociations israélo-arabes annoncée pour le 31 août à Washington, le *suspense* est à son comble. Et les instances dirigeantes palestiniennes, maintenues dans l'ignorance de ce qui se trame, mais parfaitement conscientes que quelque chose de capital se joue dans la coulisse, sont ébranlées par l'une des crises les plus sérieuses qui ont ponctué leur histoire.

Après la démission – présentée puis retirée il y a quinze jours – de Fayçal Husseini, Saëb Herakat et Hanane Achraoui, trois des négociateurs de « l'intérieur » avec Israël, c'est d'abord Mahmoud Darwich qui se retire la semaine dernière du comité exécutif de la centrale palestinienne (CE-OLP) (*le Monde* daté 22-23 août).

Toujours discret, le grand poète palestinien ne dit rien. Mais ses proches parlent. L'un d'eux, autre « indépendant » du « gouvernement » palestinien en exil, annonce à son tour dimanche la « *suspension* » de sa participation aux travaux de l'instance dirigeante. Dans un communiqué publié à Beyrouth, Chafic El Hout, représentant de l'OLP au Liban, ne mâche pas ses mots mettant directement en cause le « *père* » lui-même.

PATRICE CLAUDE

Lire la suite page 7

L'ÉTÉ FESTIVAL

Uzeste, laboratoire de Lubat

Le musicien expérimente dans son village une nouvelle forme de fête poétique

UZESTE (Gironde)

de notre envoyé spécial

Chaque été, Uzeste et Bernard Lubat se conjuguent. A L'Estaminet, le café local fondé en 1937 par ses parents, Lubat vaticine : « *Le festival n'est pas un festival. C'est une fête estivale, une fête poétique, une fête politique ou, pour mieux dire, une fête « poélitique ». Uzeste annonce l'ère du poélitique : quatre jours et nuits sous-réalistes, insolistes, utopistes, Uzeste, capitale communale.* »

Chez Proust, les adjectifs se comptent par trois et basculent en fin de série. Chez Lubat, ce sont les phrases, la première est pour rire, la deuxième insensée et la troisième énigmatique, entre Pierre Dac et Lacan, pour penser. Ce qui ne compterait pour rien si Lubat n'était un énorme musicien, suivi par la communauté des musiciens, aimé, un musicien que beaucoup voudraient avec eux et qui n'est à personne. La vérité d'Uzeste est là, dans ce qui tranche chez Lubat, au piano, au synthétiseur, à la batterie ou en chantant. Lubat utilise son don pour le transformer.

Cet air de clown rigolard qui lui est tombé dessus, c'est sa meilleure façon d'aller au-devant des autres. Instrumentiste ou compositeur, animateur ou chef d'orchestre, chef de compagnie, Lubat a pourtant commencé par une carrière très classique de musicien de jazz au plus haut niveau (avec Eddy Louiss, Jean-Luc Ponty, Martial Solal ou Stan Getz). Percussionniste bardé de prix académiques, il a joué Varese, Bartok, Xenakis, créé *Chemin 2* de Luciano Berio à la Scala de Milan et enregistré *Laborintus*.

FRANCIS MARMANDE

Lire la suite page 12

La fin des championnats du monde d'athlétisme

Un entretien avec Jean Poczobut

La dernière journée des quatrièmes championnats du monde d'athlétisme à Stuttgart a été marquée par le record du monde du 4 x 400 m, battu par les Américains en 2 m 54 s 29. Dans un entretien au *Monde*, Jean Poczobut, président de la Fédération française d'athlétisme, commente la contre-performance de l'équipe de France rentrée sans médailles, mais qui a obtenu treize places de finaliste : « *La base d'une politique sportive se mesure d'abord au nombre de finalistes* », se console Jean Poczobut.

pages 10 et 11

Le Portugal réglemente le travail des enfants

Les conditions dans lesquelles les enfants de quatorze ans sont autorisés à travailler suscitent une polémique au Portugal où deux adolescents ont trouvé la mort récemment.

page 14

Les Yanomamis exigent le départ des chercheurs d'or

Après les massacres dont ils ont été victimes, les Indiens du Brésil demandent le retrait définitif des orpailleurs de leur territoire.

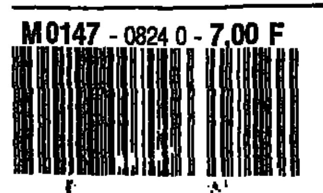
page 4

Nouvelle manifestation au Somport

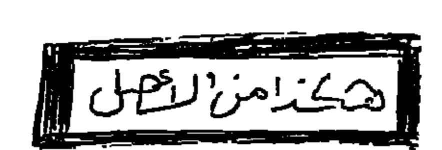
Eric Petetin a participé, samedi 21 août, à un rassemblement au tunnel routier.

page 9

M 0147 - 0824 0 - 7,00 F



A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 46 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal Cont., 190 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $

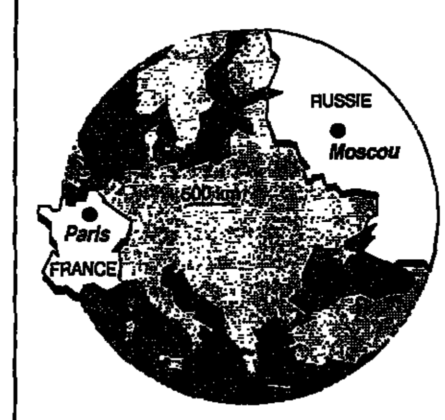


RENCONTRES DE FRANCE

PAR DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

PHOTO : MARIE-LAURE DE DECKER

13. – Georges le Bienheureux



GEORGES AZIZA est là, dans sa chambre d'hôtel à Moscou, avec son eau de toilette *Carmen* et son parfum *Mariane* à 3 francs, ses savonnettes à 20 centimes et ses paquets de gaufrettes, sucettes, cigarettes, *Compéon*, *Hidalgos*, *Chevignon*. Sur la table, sur son lit, il étale les petits footballeurs en plastique, «*l'équipe du PSG, de l'OM, toutes les stars internationales préférées*», la gamme de cirage *Kiwi*, les changes pour bébé, les bijoux «*fantaisie*». Boîtes de jambon, cornichons et caleçons, «*pantalons assortis*». *Scotch-brit*, laque *Sunsilk*, brosse à dents et vin pétillant. 2 francs, 5 francs, 10 francs.

Georges Aziza déplie un pyjama pour enfant et s'adresse à un jeune étudiant, français, d'une grande école de commerce, qu'il met à l'essai : «*On démarre avec ça. Tu m'en vends dix mille. A un dollar et demi pièce, faut pas sortir de Sup de Co. Là, c'est école maternelle, comme niveau!*». La veille, il avait reçu, toujours dans sa chambre d'hôtel moscovite, «*deux huiles de la république du Tatarstan*», «*neveux, ou cousins, du président, bref bien placés, leur pays bourré de pétrole, ils venaient de dépenser cinq cent mille dollars, il leur en restait encore deux cent mille*». Georges Aziza leur a fait «*le coup de l'Elysée*». «*Ils étaient tous les deux assis sur un coin du lit, habillés de la même chemise, avec les dents de devant en or, cent vingt kilos chacun – vous les croisez dans la rue à Paris, vous ne leur dites même pas bonjour. Au fur et à mesure que Georges parlait, ils se poussaient l'un contre l'autre, se blottissaient, on aurait dit qu'ils allaient se casser la figure à force de se décaler toujours un peu plus vers le coin du lit*», raconte, admiratif, l'autre «Georges», Georges Toledano, ami et associé de Georges Aziza. «*Il leur a fait le grand show. Les deux Russes, enfin les deux types du Tatarstan, se sont mis à transpirer, ils étaient venus pour acheter simplement mille kilos de riz, et le Georges leur en proposait soixante mille à un prix imbattable, un franc au lieu de vingt-huit francs le paquet de cinq kilos. Le Georges, royal, le coup de l'Elysée donc, toujours interrompu au téléphone,* «Allô, oui, Paris!», *faisant mine d'ignorer les deux Russes, disant au téléphone :* «Ah bon?..., Alors, mon riz, il est déjà vendu...» *Se retournant vers les Russes :* «Trop tard, le riz, déjà vendu», *et les deux Russes affolés, voyant la commande leur échapper, les ongles rongés. Puis un nouveau coup de téléphone : finalement, le riz, à nouveau disponible. Et le Georges aux deux Russes :* «Réfléchissez, je vous donne encore un peu de temps». *Les deux Russes liquéfiés, cigarettes sur cigarettes, tremblant, sortant leur argent. Ils ont tout emporté.*»

C'EST décidé. Georges Aziza vivra la moitié du temps à Paris, l'autre moitié à Moscou. Luce, sa femme, vient d'arriver à l'hôtel, elle est enchantée, émerveillée, «*habituée*, dit-elle, *à vivre à l'ombre de* [son] *peuplier*» : «*Regardez-le, il a cinquante ans, et on dirait un enfant. Que Dieu me le laisse, qu'il me le laisse encore cent ans!*». Puis, sortant les photos de son petit-fils, un regard soupirant : «*Mamour, mamour...*», téléphonant à sa belle-fille, Diane, lui demandant : «*Diane, est-ce que tu l'aimes, mon fils, est-ce que tu l'aimes vraiment, dis?*». Malgré les millions, les milliards, Luce Aziza n'a pas changé. Elle a beau «*être reçue par les anciens grands chefs du KGB* – eux aussi veulent faire des affaires, vous savez, – *manger du crabe et du caviar*», Luce Aziza aime l'intimité, la simplicité, ses habitudes. Dans sa chambre d'hôtel quatre étoiles, elle met en ordre les échantillons de Georges, les paquets de café, le parfum *Mariane* et les couches bébé. Dans ses bagages, elle a tout emmené, l'eau de Javel, l'*Ajax-vitres*, les éponges à récurer, elle ne peut s'en empêcher, Luce «*aime nettoyer*». «*Je suis*, dit-elle, *restée très* house woman...»

Dehors, les deux Georges plaisantent, humeur en goguette dans les rues de Moscou à bord de la limousine, «*chaque jour est un jour de fête!*», passant devant la cathédrale Basile-le-Bienheureux en chantant «*Bientôt, ce sera... Georges le Bienheureux!*», saluant les gratte-ciel, répliques de Staline au style années trente de Manhattan, «*bientôt, ce sera... la tour Aziza!*», s'émerveillant des hasards, eux les juifs pieds-noirs, Français du Maroc, rapatriés et «*construits à la force du poignet*», négociant dans la capitale russe «*avec un Libanais, un Algérien, un Tunisien*» : «*Et les Géorgiens, les autres Tatar-je-ne-sais-quoi, ce sont aussi des gens du Sud, non?*». Georges Aziza se sent bien, à Moscou. Trente camions partent chaque mois de ses entrepôts d'Aubervilliers pour irriguer le nouveau marché, l'Eldorado, le grand «*Far East*». «*Bientôt, on passera à cent, cent cinquante camions, ça va si vite*». Savonnettes, cigarettes, eau de toilette et chocolat... Moscou ou la nouvelle fortune de Georges Aziza.



Georges Aziza se sent bien à Moscou. Trente camions partent chaque mois de ses entrepôts d'Aubervilliers pour irriguer le nouveau marché, l'Eldorado, le grand « Far East ». « Bientôt, on passera à cent, cent cinquante camions, ça va si vite. »

« J'ai affaire à deux types de clientèle, les gens de l'ex-nomenklatura, intelligents, influents, et les nouveaux riches venus du Sud, qui raisonnent un peu moins avec les livres, un peu plus avec les flingues. C'est moins facile, c'est moins ma culture, mais comme ils sont aussi riches les uns que les autres... »

«*Georges et moi, on s'est rencontrés par hasard dans une agence de location de voitures de luxe, avenue Victor-Hugo, à Paris. Lui, gros soldeur. Moi, implanté à Moscou. Il m'a ouvert une ligne de crédit de 2 millions de francs sur quatre-vingt-dix jours comme ça, sur ma tête de Mickey*», raconte, encore étonné, le «correspondant» français de Georges Aziza à Moscou, un jeune homme d'affaires qui préfère garder l'anonymat. A charge pour lui de pénétrer les nouveaux milieux de la distribution qui sont en train d'émerger en Russie : «*J'ai affaire à deux types de clientèles, les gens de l'ex-nomenklatura, intelligents, influents, et les nouveaux riches venus du Sud, qui raisonnent un peu moins avec les livres, un peu plus avec les flingues. C'est moins facile, c'est moins ma culture, mais comme ils sont aussi riches les uns que les autres...*».

Far West, Far East. «*On a acheté les médailles, on ne sait pas encore qui sera le shériff!*» C'est sans doute cela qui plaît tant à Georges Aziza. L'inconnu, le désordre, et cette immensité malgré la pauvreté dont il finit toujours par jaillir de nouveaux puits de richesses. «*Tout reste à faire.*» Question de flair, d'anticipation et de recettes éprouvées au cours de trente années de carrière : «*Ne pas être pionnier mais être un loup, un grand loup, et s'imposer dès le départ. Ne pas vouloir faire un gros coup, mais savoir attendre, se glisser dans les braises. Ici, ça va s'enflammer, c'est sûr, et moi je serai là, une braise parmi les braises. Ici, ça va exploser, fuser de tous les côtés et, moi, je pourrai ouvrir les robinets.*» Georges Aziza le répète souvent : «*Il faut savoir planter les arbres pour avoir la forêt*».

Et le terrain de Moscou, de l'ex-URSS, il le trouve bien fertile pour la nouvelle forêt. Terrain mouvant, glissant, mais il en fait justement son argile, perméable aux flots d'argent – facile ou difficile, – modelable à son tempérament. Fourmi et conquérant. En Russie, il se délecte «*du folklore intérieur, de la confusion, de l'absence de logique et de règles, du grand chambardement*». Il sent «*cet âge zéro, où tout commence, la consommation, la compétition, les ambitions, le début de l'argent*». «*Tous les matins, ils laminent la tête du système. Ils sont en crise.*» Et Georges Aziza le sait : depuis l'âge de quatorze ans, il a «*toujours été le joker gagnant des crises*».

Créant sa première épicerie dans le garage de ses parents à Oujda, il a vendu des trousseaux de ménagère quand l'Algérie était ravagée par la guerre, meublé de fond en comble les rapatriés quand ils s'installèrent dans les banlieues de la France métropolitaine, suscité le boom de la fleur en plastique en imposant la vente au porte-à-porte de couronnes mortuaires (!), acheté un pressing en faillite et attiré une nouvelle clientèle en lui offrant des gadgets à chaque article lavé, découvrant la solderie, en choisissant, dans les années soixante-dix, d'être à contre-courant des concurrents, «*vendant des marchandises à bon marché, mais dans de beaux magasins*», devenant au fil des années le spécialiste des surplus alimentaires, des vêtements déstockés, de l'électronique soldé avec cet art de négocier avec les chefs d'entreprise, «*leur faire comprendre qu'ils étaient gagnants de vendre à perte des surplus qu'ils ne vendraient jamais si je n'étais pas là pour les acheter*».

Et puis, la tentation «*d'entrer dans la cour des grands*», Georges Aziza, se mutant en important marchand de biens parisien, à l'heure où la spéculation immobilière bat son plein à la fin des années quatre-vingt. «*Une période de fous, on a promené de trop gros chiffres, trois cents, quatre cents millions pour une seule opération. A force, on a perdu la notion de l'argent, l'argent devenait irréel.*» Formulé autrement par Luce, l'épouse de Georges Aziza : «*A l'époque, les milliards, mais c'était des pois chiches, les haricots que je mettais dans ma soupe le samedi!*». Georges Aziza demeure mystérieux, disant seulement qu'il a «*gagné beaucoup, perdu autant*», finalement heureux «*d'être arrivé tardivement*» et s'être retiré «*à temps*», «*à peu près ric-rac*». Traduction de l'épouse : «*Il me sortait la loi Scrivener, la loi cela, j'avais l'impression qu'il avait fait du droit, mon Georges, parlant aux banquiers et aux notaires comme un avocat. Il était inquiet.*» Maintenant, dit-elle, «*il s'est bien refait*».

Georges Aziza rend visite à un client, un commerçant algérien, ancien employé d'ambassade, qui a tenté sa chance en ouvrant une boutique dans le centre-ville. Deux grandes pièces, des murs de miroirs et six vendeuses entre des vitrines clairsemées. Alimentaire, électroménager, maquillage, gadgets et confection. Des vêtements à 30 francs, d'une «*grande marque française*» que Georges Aziza détecte au premier coup d'œil. «*Cent pour cent de marge, vous faites la doublette?*», se fait-il confirmer. «*C'est un grand classique, ce sont des fins de série produits grâce à la* «gratte». *La marque fait fabriquer en Indonésie. A chaque commande, les Indonésiens détournent cinq ou dix pour cent du tissu, et voilà le travail! Un grand classique...*».

LE commerçant algérien explique, timidement, qu'il a un problème avec la dernière livraison de cornichons, «*la date de validité est dépassée*». Georges Aziza, très solennel : «*Je vais vous expliquer. Il n'y a pas de problème. Initialement, ces cornichons étaient destinés à la Suisse, et les Suisses ont une réglementation particulière. Mais ces cornichons suisses, ils sont valables dans tout le reste de l'Europe!*»

Les choses sérieuses commencent quand l'Algérien raconte qu'il n'en est qu'à ses débuts, qu'il a des amis qui dirigent la république de Komis. «*C'est petit, mais ils ont du pétrole, du gaz, du bois*», une banque est en passe de se créer, et il est pressenti «*pour diriger la filiale à Moscou*». «*On a des projets d'ouverture de chaîne de magasins là-bas, on aura les financements, étant donné qu'on aura la banque...*». Georges Aziza se concentre, pose sa voix, devient grandiloquent. «*Votre chance, c'est de faire partie de nos premiers clients. Nous voulons grandir avec vous, vous grandirez avec nous. Ma mission, c'est d'aider des gens comme vous. Mais attention, nous ne sommes pas au casino. Je vends à des prix exceptionnels, vous devrez donc revendre à des prix exceptionnels. La très bonne affaire, c'est le consommateur qui doit la faire, un Moscovite traverse la ville pour vingt centimes d'écart, on doit jouer là-dessus, fidéliser la clientèle.*»

L'Algérien dit «*oui, oui*» et Georges Aziza lui prend le bras, le promène dans le magasin. «*Je vais vous expliquer. Ce qui manque, ici, c'est l'effet de masse qui rassure les clients. Il faut sortir tous vos stocks de la cave et les mettre à l'intérieur du magasin, organiser un circuit, un labyrinthe avec les rayons. Que les gens marchent à travers la marchandise! Et si vous n'avez que vingt-quatre fromages, disposez-les sur deux cartons vides, les gens croiront qu'ils seront pleins. Mais de la masse, de la masse!*» Les six vendeuses regardent l'homme gesticuler dans le jeu des miroirs qui rendent le magasin encore plus vide. Eberluées et respectueuses.

DANS les rues de Moscou, Georges Aziza trouve les enseignes tristes, «*enseignes mal de tête*» – «*si un type lançait le marché...*», – il aimerait bien installer aussi «*un grand pâtissier parisien, un grand coiffeur, une belle sandwicherie*», retâter un peu d'immobilier, susciter la création de «*cash and carry*», ces hypermarchés où l'on achète par cartons entiers. Il vient de négocier «*avec le Libanais, une belle ouverture celui-là, en contrat avec neuf cent quatre-vingts bateaux fluviaux*» et se dit qu'un jour il découvrira «*les fournisseurs des prisons, de l'armée, des hôpitaux*». Il arpente, sillonne, revient, explore les magasins, les kiosques et les marchés. Ici, il reconnaît son produit : «*Tiens, Arcancil! C'est le lot de vernis à ongle que j'ai vendu aux Belges.*» Plus loin, il identifie le parfum pour lequel les clientes moscovites font encore la queue sous la verrière du passage «Goum» : «Duchesse d'Amour, *34, avenue des Champs-Elysées, ah oui! c'est l'Arabe de Pantin!*»

A la sortie du Mac Donald's, près de la place Rouge, un homme âgé gît dans une mare de sang, la tempe apparemment trouée. Le sang coule et la foule enjambe le corps inanimé. Georges Toledano, l'associé, se précipite, interpelle les gens en français, s'étonne que personne ne réagisse. «*Mais il faut appeler les pompiers, je sais pas, moi, mais faire quelque chose, vite! Et lui qui téléphone dans sa voiture, mais ils sont fous, ils sont fous!*». Un Moscovite gare en effet sa voiture près du corps, une BMW coupée sport, en téléphonant sans un regard pour le vieil homme. Marina, l'interprète, une étudiante de vingt-deux ans, sa mère autrefois membre du comité central, soupire en disant : «*Avant, ce n'était pas comme cela*», et le regard nourri de mépris pour l'homme à la voiture : «*Lui, c'est un nouveau riche...*». «*Nouveau riche, nouveau riche. Evidemment qu'un homme qui devient riche est un nouveau riche. C'est pas pour cela qu'il faut forcément l'interpréter de manière péjorative!*», s'exclame Georges Toledano. Marina se tait, esquisse un sourire. Auparavant, dans la salle à manger du Mac Donald's, elle avait expliqué que son fiancé venait de terminer ses études, entamait une carrière diplomatique, et qu'ils se «*demandaient comment ils allaient faire pour vivre à deux avec six cents dollars par mois, à l'étranger*».

Pendant ce temps-là, Georges Aziza était à l'aéroport pour un rendez-vous. Il en est revenu, ébahi : «*J'ai croisé dans le hall une secrétaire de direction trilingue m'affirmant qu'elle était payée deux cents francs par mois. Je lui ai proposé le double. A ce prix-là, j'en prends trois, et elles attendent en stand-by chez elles.*» Le soir, il a dîné avec un Français, directeur commercial d'une firme occidentale – ancien parachutiste en Afrique et «*grand admirateur de Bob Denard*», – avec qui il a négocié une location de bureaux, de télex et de chambres dans un grand hôtel de Moscou. Luce Aziza a trouvé «*la soirée formidable*». L'ancien parachutiste disant : «*Nous sommes des gens qui se sont faits sur le terrain, c'est marche ou crève!*». Georges Aziza répondant : «*C'est un message, on s'est rencontrés, et voilà*». Georges Toledano rêvant : «*Demain, un bureau avec cent cinquante filles au téléphone, passant commande dans toutes les langues*». L'ancien parachutiste pronostiquant : «*Ceux qui sont là maintenant vont faire fortune dans dix ans. Sur dix ans, c'est du mille pour cent.*» Georges Aziza pensant qu'il faudrait «*continuer dans le* «first aid» *médical*», rappelant qu'il a déjà vendu «*quatre-vingt mille boîtes de pansement en vingt-quatre heures*». Une autre idée lui est venue cinq minutes plus tard : «*Et la graisse à vache?... On pourrait faire de la graisse pour les pis des vaches! Combien y a-t-il de millions de vaches en Russie?*»

PROCHAIN ARTICLE : LETTRES IMAGINAIRES

ALGÉRIE : après
Redha Mal
à la fo

ALGÉRIE : après l'assassinat d'un ancien chef de gouvernement et le limogeage de son prédécesseur

Redha Malek, nouveau premier ministre, doit affronter à la fois le terrorisme et la crise économique

L'Algérie a connu, samedi 21 août, à quelques heures d'intervalle, un brusque regain de tension, marqué d'abord par le limogeage du premier ministre, Belaïd Abdesslam, et son remplacement par Redha Malek, membre du Haut Comité d'Etat (HCE) et chef de la diplomatie, puis par l'assassinat de Kasdi Merbah, lui-même ancien chef du gouvernement et ex-patron de la sécurité militaire (SM). Ces événements prouvent que le pays n'arrive pas à sortir de la zone de turbulences dans laquelle il est entré depuis bientôt deux ans.

ALGER

de notre correspondant

Il y a deux mois, M. Abdesslam avait prévenu : *« Je ne promets pas de miracle, mais je serais honoré de tomber en raison de ma politique, car c'est une politique populaire et nationaliste. »* Pourtant, après quatre cent neuf jours à la tête du quatrième gouvernement de « l'après-1988 », M. Abdesslam ne peut présenter qu'un maigre bilan, même si les obstacles qu'il a eu à surmonter étaient innombrables.

L'économie du pays a connu une sévère récession, et le maintien des acquis sociaux, obtenu au prix de gros sacrifices financiers pour l'Etat, n'a pas réussi à emporter l'adhésion de la population. M. Abdesslam avait, certes, de nombreux détracteurs, mais il avait aussi ses partisans, notamment au sein du secteur public, un secteur dont il avait assuré la naissance au forceps sous le régime du président Houari Boumediène.

Depuis son accession au poste de premier ministre et après un court état de grâce, les rumeurs sur son possible renvoi par le HCE venaient régulièrement alimenter les colonnes de la presse indépendante qui ne le ménageait guère. Rendant coup pour coup, le premier ministre sortant, bien qu'il s'en soit défendu, avait réussi à empêcher la parution, vers la mi-juillet, de deux quotidiens et d'un hebdomadaire, tous trois radicalement opposés à sa politique.

Répliquant, au début de l'été, aux attaques de la presse, des organisations patronales et des partis politiques qui critiquaient ses méthodes de gestion économique, et notamment son manque de considération envers le secteur privé, M. Abdesslam avait déclaré, d'un ton péremptoire : *« Je ne partirai pas car j'ai une mission à remplir. »* Une mission qui, avait-il alors précisé, lui avait été confiée par l'armée.

Cette référence à l'armée avait été interprétée à l'époque comme un défi au HCE. Mais le premier ministre prenait cependant bien soin de nier toute divergence entre la présidence collégiale et lui en assurant, à plusieurs reprises, que la politique mise en œuvre avait fait l'objet d'un accord entre les deux pôles de l'exécutif.

Son limogeage soudain apparaît comme un véritable échec personnel après seulement une année passée à la tête du gouvernement. Si les causes de son renvoi sont encore imprécises, elles pourront peut-être apparaître lorsque sera connue, dans les jours à venir, la composition de l'équipe qui entourera M. Malek.

Des « tueurs professionnels »

Le nouveau premier ministre, qui a une réputation de moderniste résolu, mais ennemi des extrêmes, est un homme fort discret, avare de paroles, préférant, en diplomate de carrière qu'il est et rompu aux missions délicates, travailler à l'écart des feux de la rampe. Lors de la passation des pouvoirs, samedi, il a promis d'assumer sa tâche *« en tant que militant, comme l'a fait M. Abdesslam »*. *« La situation est difficile*, a-t-il ajouté, *mais avec les efforts de tous, nous avancerons dans la voie du progrès. »*

Au-delà de ces propos de circonstance, chacun attend à présent de voir quelles seront les tâches prioritaires que s'assignera M. Malek. La gestion de la grave crise économique et le remboursement d'une dette extérieure, estimée à 26 milliards de dollars, sera certainement au centre de ses préoccupations. Rééchelonnera-t-il, comme on lui en prête déjà l'intention ? La question reste, pour l'instant, sans réponse. Mais une chose est sûre : il devra se pencher rapidement sur le dossier de la sécurité.

A peine nommé, le nouveau chef de gouvernement vient en effet de subir, si l'on ose dire, l'épreuve du feu, avec l'assassinat de Kasdi Merbah, ancien premier ministre, sous la présidence de Chadli Bendjedid, et ex-patron de la SM à l'époque de Houari Boumediène. Samedi, en début de soirée, à Alger-Plage, à une vingtaine de kilomètres à l'est de la capitale, M. Merbah est tombé dans une embuscade et a été tué ainsi que quatre autres personnes qui l'accompagnaient : l'un de ses fils, son frère, son chauffeur et un garde du corps.

Cet attentat minutieusement préparé, a été commis par des *« tueurs professionnels »*, a souligné, dans un communiqué, le Mouvement algérien pour la justice et le développement (MAJD), le parti d'opposition qu'il avait créé après son départ du gouvernement.

Les agresseurs n'avaient laissé aucune chance de fuite aux deux voitures dans lesquelles avaient pris place M. Merbah et sa suite. Les véhicules, immobilisés par un jet de grenade, se sont trouvés pris alors sous le feu croisé de cinq assaillants en civil qui ont réussi à prendre la fuite.

Cet attentat, qui a visé un homme politique de premier plan, n'a pas été revendiqué. Dans un communiqué, le HCE s'est contenté de dénoncer les *« forces obscurantistes qui ont juré la destruction de l'Algérie »*. Est-ce à dire qu'il faut y voir, une fois encore, l'œuvre des extrémistes islamistes ? – *(Intérim.)*

Redha Malek, nouveau chef du gouvernement

Un diplomate idéologue

La *« nécessité d'un aggiornamento »* – d'une *« vraie Renaissance »* – de l'islam, qu'il a défendue dans un récent ouvrage (1), désigne Redha Malek, aux yeux des intégristes, comme un faux frère, un esprit trop laïque, trop influencé par la philosophie des Lumières pour être des leurs. *« Au contact de l'Occident moderne*, a-t-il écrit avec sagacité, *la conscience islamique n'a qu'un choix : le repli sur soi, problématique et intenable, ou le dialogue, toujours inconfortable et périlleux. »*

Cet idéologue est né en 1931 à Batna, dans les Aurès, berceau de la révolution algérienne. Il prépare à Alger, puis à Paris, des licences de lettres et de philosophie, mais ses activités politiques prennent très vite le pas sur ses études. En 1955, Redha Malek adhère à l'Union générale des étudiants musulmans algériens (UGEMA). En 1957, il rejoint Tunis, où il se voit confier la direction de l'hebdomadaire du FLN, *El Moudjahid*, et passe alors pour un doctrinaire de la gauche nationaliste.

« Retour critique sur soi »

Tout naturellement, il est associé aux négociations qui conduiront son pays à l'indépendance : il participe aux entretiens des Rousses et il est porte-parole du FLN aux pourparlers d'Evian, en 1961 et 1962. Dans ses *Carnets politique de la guerre d'Algérie*, Robert Buron, membre de la délégation française, l'a décrit *« massif, solide et sans doute obstiné »*, révélant que l'une des expressions favorites de son interlocuteur était : *« C'est une question de formulation. »*

Cheville ouvrière de la Révolution algérienne, il participe à la rédaction des grands textes doctrinaux qui serviront de ligne au FLN dans la conduite des affaires du pays : en 1962 la Charte de Tripoli et en 1976 la Charte nationale. Ambassadeur en Yougoslavie, puis en France à partir du mois d'avril 1965, et en Union soviétique à partir du mois



de septembre 1970, Redha Malek revient brièvement au pays pour occuper, sous la présidence de Houari Boumediène, le poste de ministre de l'information et de la culture.

Le président Chadli le charge, en 1979, de représenter l'Algérie aux Etats-Unis, puis, en 1982, en Grande-Bretagne. C'est, du mois de novembre 1980 au mois de janvier 1981, alors qu'il séjourne à Washington, que ce spécialiste des missions délicates participe aux négociations pour la libération des 52 otages détenus, en Iran, par les Gardiens de la Révolution. C'est à cette occasion qu'il noue des liens d'amitié avec Warren Christopher, actuel secrétaire d'Etat américain.

De retour au pays en 1984, Redha Malek, en délicatesse avec le président Chadli, entame une traversée du désert. C'est le 26 avril 1992 qu'il réapparaît sur le devant de la scène politique, en acceptant l'offre du chef de l'Etat, Mohamed Boudiaf, d'assurer la présidence du Conseil consultatif national (CCN), qui tient lieu de Parlement. Il fait voter le report *sine die* de la loi sur l'arabisation obligatoire, legs de l'ancienne Assemblée nationale, dominée par le FLN, qui devait entrer en vigueur le 5 juillet 1992, soit trente ans jour pour jour après l'indépendance de l'Algérie.

Le 2 juillet 1992, au lendemain de l'assassinat de Mohamed Boudiaf, il est appelé à siéger au sein de la présidence collégiale. Le 3 février dernier, ce diplomate chevronné est nommé ministre des affaires étrangères, ultime étape avant de se voir confier le poste de premier ministre.

Ce réformateur, qui, au mois de juin, lors d'une visite à Paris, avait arraché à son homologue français, Alain Juppé, la promesse *« d'aider l'Algérie à lutter contre l'extrémisme et l'intégrisme »*, se retrouve, aujourd'hui, en première ligne . Comment s'y prendra-t-il pour ramener la paix civile dans son pays? Plus facile à dire qu'à faire. *« L'ère de la décolonisation et des rêves parfois fous qui l'ont scandée a pris fin,* a-t-il écrit. *L'implacable tête-à-tête avec nous-mêmes a commencé. »* Venant d'un homme qui prêche le *« retour critique sur soi »*, ce sont là des propos qui ne manquent pas de clairvoyance.

J. de B.

(1) *Tradition et révolution, l'enjeu de la modernité en Algérie et dans l'Islam,* de Redha Malek; éditions Sindbab, 1 et 3, rue Feutrier, 75008 Paris; 219 pages; 120 francs.

Belaïd Abdesslam, le chef du gouvernement limogé

Un dirigeant du passé

Belaïd Abdesslam, le témoin-clé des années Boumediène, l'avocat de *« l'industrie industrialisante »*, n'aura pas réussi, en un peu plus d'un an à la tête du gouvernement, à apparaître comme l'homme du changement. La situation politique et économique était à ce point dramatique qu'elle ne pouvait lui permettre d'opérer des miracles. Son entêtement, fait de préjugés idéologiques, ne le prédisposait pas, en outre, à jouer naturellement l'ouverture et le compromis, alors que les malheureuses expériences du passé auraient dû le conduire à plus de souplesse et d'humilité.

Né le 20 juillet 1928, dans l'Algérois, et issu d'une famille aisée, originaire de Grande Kabylie, Belaïd Abdesslam est un militant actif du mouvement nationaliste estudiantin avant de rejoindre le FLN, neuf mois après le déclenchement de l'insurrection. Chargé, après l'indépendance, des négociations pétrolières avec la France, il est nommé président de la puissante Société nationale des hydrocarbures (SONATRACH).

C'est surtout son long séjour – de 1965 à 1977 – à la tête du ministère de l'industrie et de l'énergie qui place cet homme austère et rigoureux sous les feux de l'actualité. Lui qui s'était donné pour mission de *« semer du pétrole pour récolter de l'industrie »* aura été ainsi le grand ordonnateur de la plupart des investissements lourds, et, partant, l'un des principaux responsables de la faillite économique du pays.

Appelé, le 8 juillet 1992, à diriger le gouvernement, après une longue traversée du désert, ce dirigiste-né qui prône un passage *« graduel »* à l'économie de marché, défend l'idée d'une *« économie de guerre »* pour sortir le pays de la déconfiture et s'oppose, avec une belle énergie, à tout rééchelonnement de la dette extérieure. Sa gestion bureaucratique et tatillonne finit par lui valoir l'hostilité des confédérations patronales et des partis politiques.

Cet homme secret et peu communicatif, vindicatif et autoritaire, aura réussi, en outre, à se mettre à dos la quasi-totalité de la classe politique en vitupérant ceux qui lui tenaient tête, aussi bien ceux qu'il appelait les *« laïco-assimilassionnistes »* – clin d'œil aux islamistes? – que les journalistes de la presse indépendante. Appelé par l'armée à gouverner, il s'était à tort cru protégé par elle.

J. de B.

Kasdi Merbah, ancien premier ministre

Un homme de l'ombre passé à l'opposition

Récemment, à propos de la vague de violence qui déferle sur l'Algérie, Kasdi Merbah se disait persuadé que le pire était à venir et prévoyait que l'année 1993 serait pour son pays *« la plus dure depuis l'indépendance »*. Sans savoir que lui-même allait être victime du terrorisme.

Lui qui, durant les « années de plomb », avait été longtemps un homme d'appareil, d'influence et de répression – notamment, pendant dix-sept ans, à la tête de la redoutable Sécurité militaire – avait soudain semblé tourner la page. En 1990, il avait rompu avec le FLN, où il avait milité pendant trente-trois ans, pour fonder son propre parti, le Mouvement algérien pour la justice et le développement (MAJD). Présidant cette petite formation qui ne comptait guère d'autre personnalité que lui, il se montrait souvent très critique à l'égard du nouveau pouvoir, affirmant qu'en l'absence d'une amélioration de la situation économique la sécurité ne pourrait être rétablie. L'an dernier, il déclarait au *Monde* : *« Non seulement la population doute de la capacité du pouvoir à améliorer sa vie quotidienne, mais encore elle craint de voir les choses empirer. »* L'immobilisme du gouvernement Abdesslam ne devait pas le faire changer d'avis.

Abdallah Khalef, de son vrai nom – celui de Kasdi Merbah est adopté durant la guerre d'indépendance –, était né le 16 avril 1938 à Beni-Yenni, en Grande Kabylie. Ayant fait partie de la première promotion d'officiers algériens formés à Moscou durant les années de lutte contre les Français (1954-1962), il participe aux négociations d'Evian en tant qu'expert militaire. Spécialiste du renseignement, il prend une part active, en 1965, au coup d'État du colonel Houari Boumediène contre le premier président de l'Algérie, Ahmed Ben Bella. Le colonel Merbah jouera aussi un rôle déterminant, en 1979, dans la désignation de Chadli Bendjedid comme candidat des militaires pour succéder au président Boumediène, décédé en décembre 1978. Après avoir dirigé la Sécurité militaire de 1962 à 1979, il devient vice-ministre de la défense, puis ministre de l'industrie lourde jusqu'en 1984. Il se voit alors confier le ministère de l'agriculture et de la pêche, jusqu'en 1988, et ensuite celui de la santé.

Désigné à la tête du gouvernement en novembre 1988, après les sanglantes émeutes du mois précédent, il est brutalement limogé en septembre de l'année suivante, ce qui provoque une crise au sein du régime. En novembre 1990, il entre dans l'opposition en fondant le MAJD.

Cinq ans de crise

1988

– 6 octobre : l'état de siège est décrété à Alger après de graves émeutes qui font plusieurs centaines de morts.

– 10 : le président Chadli promet des *« réformes politiques »*.

– 3 novembre : une révision constitutionnelle est approuvée par référendum.

– 5 : Kasdi Merbah est nommé premier ministre en remplacement d'Abdelhamid Brahimi.

– 22 décembre : le président Chadli est réélu pour un troisième mandat de cinq ans.

1989

– 23 février : la nouvelle Constitution qui ouvre la voie au multipartisme est approuvée par référendum.

– 10 septembre : Mouloud Hamrouche remplace Kasdi Merbah à la tête du gouvernement.

– 14 : le gouvernement légalise le Front islamique du salut (FIS).

1990

– 12 juin : le FIS remporte les élections locales avec 54,25 % des suffrages exprimés.

– 27 juillet : le général Khaled Nezzar est nommé ministre de la défense.

1991

– 5 juin : Sid Ahmed Ghozali est nommé premier ministre en remplacement de M. Hamrouche.

– 30 : les dirigeants du FIS, Abassi Madani et Ali Benhadj, sont arrêtés au lendemain de violentes émeutes.

– 26 décembre : au premier tour des élections législatives, le FIS obtient 188 sièges. Le second tour n'aura pas lieu.

1992

– 2 janvier : quelque 300 000 personnes manifestent à Alger, à l'appel du Front des forces socialistes (FFS), pour *« la sauvegarde de la démocratie »*.

– 11 : le président Chadli est contraint de démissionner.

– 12 : un Haut Conseil de sécurité annule les élections législatives.

– 14 : le Haut Comité d'Etat (HCE), présidé par Mohamed Boudiaf, prend le pouvoir.

– 9 février : le HCE instaure l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire pour une durée d'un an.

– 4 mars : la chambre administrative du tribunal d'Alger décide la dissolution du FIS.

– 29 juin : le président Boudiaf est assassiné à Annaba.

– 2 juillet : Ali Kafi est coopté à la tête du HCE.

– 8 : après la démission de Sid Ahmed Ghozali, Belaïd Abdesslam est chargé de former le nouveau gouvernement.

– 15 : le tribunal militaire de Blida condamne Abassi Madani et Ali Benhadj à douze ans de réclusion.

– 26 août : un attentat à l'aéroport d'Alger fait neuf morts et 128 blessés.

1993

– 16 mars : Djilalli Lyabes, ancien ministre de l'enseignement supérieur, est assassiné.

– 17 : Laadi Flici, membre du Conseil consultatif national, est lui aussi assassiné.

– 22 : une marche de protestation contre le terrorisme, organisée par l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), rassemble 100 000 personnes dans le centre d'Alger.

– 26 mai : l'écrivain Tahar Djaout est assassiné.

– 22 juin : le sociologue M'Hammed Boukhobza est tué à son domicile.

– 10 juillet : le général Khaled Nezzar est remplacé par le général Lamine Zéroual à la tête du ministère de la défense.

– 3 août : Rabah Zenati, journaliste à la télévision nationale, est assassiné.

– 21 : Redha Malek est appelé à succéder à M. Abdesslam à la tête du gouvernement.

□ **Deux policiers et un gendarme assassinés.** – Deux policiers ont été tués, vendredi 20 août, à Bach Djarah et El-Harrach (banlieues sud-est d'Alger) par des groupes d'intégristes musulmans, ont indiqué samedi les services de sécurité. Un gendarme a, également, trouvé la mort, jeudi, à Lakhdaria, à l'est de la capitale. Par ailleurs, deux islamistes armés, Mohamed Slimani et Toufik Cherchell, ont été tués vendredi par les forces de l'ordre à Alger, selon la même source. Au total, d'après un décompte non officiel, dix-sept agents des forces de l'ordre sont morts depuis le 1er août, dans des attentats attribués par les autorités aux groupes armés d'intégristes musulmans. – *(AFP.)*

AFRIQUE

La situation en Algérie

Le temps presse

Suite de la première page

Il n'a pas obtenu le délai de grâce de trois ans qu'il réclamait pour que sa politique, qualifiée par lui de *« populaire et nationaliste »*, porte ses fruits. Lui aurait-on reproché de chercher, très discrètement, à renouer le dialogue avec les « fous de Dieu » ? On dit, au demeurant, son successeur plus aligné, à cet égard, sur les positions du tout nouveau chef d'état-major de l'armée, le général-major Mohammed Lamari.

L'assassinat de l'ancien chef de la SM, quelques heures après la nomination d'un nouveau premier ministre, serait-elle la réponse des islamistes à la montée sur le devant de la scène politique de M. Malek, que l'on présente comme un « dur » et – pis que tout, à leurs yeux – comme un *« musulman moderniste »* ? Même si M. Merbah avait, il y a un mois, dans une lettre ouverte, invité les islamistes, *« lésés d'un pouvoir acquis par les urnes »*, à déposer les armes, il ne ménageait pas ses critiques à l'encontre de l'équipe au pouvoir, dont il dénonçait l'immobilisme. Beaucoup de *« haut placés »*, comme on dit à Alger, n'avaient-ils pas à craindre cet homme secret qui essayait de refaire surface, et qui, sa carrière aidant, connaissait plus d'un secret d'Etat ?

« Intenable statu quo »

Les Algériens continueront d'ignorer ce qui se trame dans les allées du pouvoir et ce que peut être la stratégie de la nébuleuse intégriste. Pour s'en faire une idée, ils n'ont rien d'autre à se mettre sous la dent que des communiqués officiels ou des libelles clandestins, rédigés dans la plus pure des langues de bois. Les événements auraient-ils donné raison à Alain Juppé, qui affirmait, tout récemment, que *« le statu quo actuel n'était plus tenable »* ? L'irrationnel marque si fortement la vie politique locale que ces remue-ménage épisodiques peuvent n'être, comme souvent, que les signes de luttes entre clans adverses qui se disputent *« le fauteuil »*, comme on dit à Alger.

Un dialogue a certes été organisé avec bon nombre de partis politiques, dont on doute qu'il ait permis de dégager un consensus. Des idées ont été lancées – conférence nationale, référendum, – dont on ne sait si elles se concrétiseront, comme promis, d'ici à la fin de l'année. Le Haut Comité d'Etat (HCE) a promis, comme il s'y était engagé, au mois de janvier 1992, au moment de la démission-déposition du président Chadli, de s'effacer devant des hommes neufs qui, eux, remettraient, petit à petit, en marche la machine démocratique.

En fait de têtes nouvelles, l'armée n'en finit pas de confier la gestion du pays à des chevaux de retour pour lesquels la plupart des Algériens nourrissent mépris, voire haine. Il est vrai que l'on ne rompt pas du jour au lendemain, pas même en quelques années, avec un personnel politique formé à la dure école de la guerre d'indépendance, puis élevé dans le culte du parti unique.

Il est vrai aussi que, dans le contexte actuel, confier le pouvoir à des gens sans grande expérience du sérail – on l'a vu avec feu le président Mohamed Boudiaf, assassiné le 29 juin 1992 – est un exercice fort périlleux. Mais que peut, aujourd'hui, faire d'autre ce pays que de choisir la politique du moindre risque puisque tous les chemins sont minés, qui conduisent à la paix civile et, partant, au redressement économique ?

« Jouer les pompiers »

Cette paix civile passe, dorénavant, par la recherche du moins mauvais compromis possible avec les responsables de l'ex-Front islamique du salut (FIS) pour les réintégrer dans le jeu politique traditionnel. Le premier tour des élections législatives du 26 décembre 1991 – les premières placées sous le signe du multipartisme – avait montré que plusieurs millions d'Algériens s'étaient laissé séduire par leur discours racoleur et réducteur. Avoir voulu « corriger » leur aveuglement, en renonçant au second tour, sans modifier le *statu quo ante*, n'a finalement conduit à rien de bon, si ce n'est à plonger le pays dans des violences dont on ne voit pas la fin, car, au bout du compte, aucun camp ne sera jamais en mesure d'écraser l'autre, et de crier victoire

« Plus le temps passe, plus les chefs islamistes auront du mal à jouer les pompiers, assure un observateur de la vie politique locale. *Plus vite on parlera avec eux, mieux ce sera. Et, même si l'on n'aboutit qu'à une accalmie, ce sera toujours bon à prendre. »* Puisque l'islamisme est en soi une composante d'un paysage politique très hétérogène – même si l'on fait abstraction du fait qu'il est aussi l'expression d'une recherche d'identité et d'une insatisfaction économique, – il importe de discuter avec ses représentants, Abassi Madani et les siens, aujourd'hui derrière les barreaux, en tablant, faute de mieux, sur leur pragmatisme. Comme on s'y est résigné, en d'autres temps et en d'autres lieux, par exemple avec Hô Chi Minh et Nelson Mandela.

Des contacts ont, semble-t-il, déjà été pris, il y a quelques mois, à l'époque où le général Khaled Nezzar était ministre de la défense, entre des émissaires militaires et certains responsables de l'ex-FIS, notamment Abdelkader Hachani, responsable du bureau exécutif provisoire du « parti de Dieu », et alors détenu à la prison Barberousse, à Alger. Ces contacts exploratoires, qui n'ont pas abouti, ont-ils été jugés si peu encourageants que les partisans de la manière forte, conduits par le général-major Lamari, soient maintenant aux commandes de l'armée dans les rangs de laquelle le virus islamiste a commencé d'agir ?

De toute manière, clandestinité oblige, le mouvement intégriste a éclaté en de si nombreux cénacles et chapelles sur lesquels plus grand monde n'a autorité qu'Abassi Madani et ses pairs seront bien en peine, si l'occasion s'en présente un jour, de reprendre vite et bien leurs troupes en main. C'est dire, hélas ! que l'Algérie devra prendre, longtemps encore, son mal islamiste en patience.

JACQUES DE BARRIN

□ **AFRIQUE DU SUD : quinze Noirs tués dans la région de Johannesburg.** – Douze Noirs ont été tués et vingt autres blessés, dimanche 22 août, par trois hommes qui ont ouvert le feu à l'arme automatique sur les ouvriers d'une usine de Germiston, quartier blanc et industriel de l'est de Johannesburg, ont rapporté policiers et survivants. Trois autres Noirs ont été tués lors d'un accrochage entre groupes rivaux près du bidonville de Phola Park, au sud-est de Johannesburg, selon la police. D'autre part, le président De Klerk a entrepris dimanche une tournée en Amérique du Sud. Il se rendra en Argentine, au Chili, en Uruguay et au Paraguay. – *(AFP, Reuter.)*

□ **MALAWI : le Conseil consultatif national se réunit pour la première fois.** – Le Conseil consultatif national (NCC), composé de représentants du gouvernement et de l'opposition, devait tenir sa première réunion lundi 23 août à Blantyre. Le NCC, qui doit contribuer à déterminer la politique du pays et rédiger des textes législatifs pendant la période de transition, avant les premières élections générales multipartites, devait élire dès lundi son premier président, et nommer un Comité exécutif national (NEC), chargé de surveiller l'application des mesures prises pour assurer le passage au multipartisme. – *(AFP.)*

□ **SOMALIE : six soldats américains blessés dans un attentat.** – Six soldats américains ont été légèrement blessés, dimanche 22 août, à Mogadiscio, dans un attentat à l'explosif, selon un porte-parole de l'Opération des Nations unies en Somalie (ONUSOM II). Une bombe contrôlée à distance a explosé au passage de leur camion, sur la route conduisant au port. D'autre part, l'ONUSOM II a fermé samedi l'aéroport de Mogadiscio au trafic civil jusqu'au 28 août afin d'empêcher le transit d'armes à destination du clan du général Mohamed Farah Aïdid. – *(AFP, Reuter.)*

CENTRAFRIQUE : sous haute surveillance française

Les élections se sont déroulées dans le calme

BANGUI

de notre envoyée spéciale

Les autorités centrafricaines et françaises mobilisées pour l'organisation des élections présidentielle et législatives s'estimaient satisfaites, dimanche 22 août, le scrutin s'étant déroulé dans le calme, contrairement aux élections annulées en octobre 1992. Aucun résultat n'était disponible dans la soirée de dimanche. La commission électorale mixte, chargée de centraliser les procès-verbaux de tous les centres de vote, n'avait reçu en fin de soirée que ceux concernant deux des deux mille quatre cents bureaux. La compilation des résultats s'annonce donc très lente.

De nombreuses irrégularités, inhérentes *a priori* à une administration défaillante, ont été constatées, certains électeurs disposant de plusieurs cartes, d'autres n'étant pas inscrits sur les listes. Ces anomalies, caractéristiques des élections en Afrique, ne semblent cependant pas de nature, pour l'instant, à invalider ce premier tour. *« Je ne vois pas, maintenant, ce qui pourrait remettre en cause l'élection »*, affirmait, à l'issue du scrutin, Michel Lunven, le haut représentant spécial de la France en Centrafrique, visiblement soulagé, tout comme le colonel Landrin, le commandant des Eléments français d'assistance opérationnelle (EFAO).

Les autorités françaises abordaient en effet avec inquiétude le déclenchement d'un processus qu'elles ont initié, puis porté à bout de bras : ces élections ont eu lieu sous la pression de la France (*le Monde* du 21 août) et avec le soutien logistique des troupes françaises stationnées dans le pays qui, après avoir distribué le matériel électoral, ont assuré dimanche la sécurité des quatre-vingt-cinq observateurs internationaux déployés.

Cette expérience sans précédent d'*« ingérence démocratique »* est cependant loin d'être terminée. La première phase est apparemment passée avec succès, la seconde – publication des résultats, puis organisation d'un éventuel second tour – risque d'être plus difficile et soulève cette question : quelle serait l'attitude de la France, en cas de troubles, lors de la proclamation de ces résultats ?

MARIE-PIERRE SUBTIL

MOZAMBIQUE

Le chef de la rébellion est arrivé à Maputo

Quelque cinq mille personnes ont envahi, samedi 21 août, l'aéroport de Maputo pour accueillir Afonso Dhlakama, le chef de la RENAMO (Résistance nationale du Mozambique) qui a mené pendant dix-sept ans une guerre contre les régimes de Samora Machel et de Joaquim Chissano. M. Dhlakama devait rencontrer le président Chissano lundi, pour la première fois sur le sol mozambicain, afin de tenter de débloquer le processus de paix lancé il y a dix mois. Les deux hommes, signataires des accord de paix à Rome, le 4 octobre 1992 (*le Monde* du 6 octobre 1992) ne s'étaient pas revus depuis leur dernier entretien du mois de décembre à Harare, au Zimbabwe.

A sa descente de l'avion portant l'emblème des Nations unies, dans lequel il est arrivé de son quartier général de Maringue, en pleine brousse, M. Dhlakama a déclaré *« être très heureux de revenir à Maputo après dix-sept ans passées dans la clandestinité »*, avant d'ajouter qu'il y avait *« de nombreux sujets, relatifs à la paix, dont il voulait discuter avec son frère »* le président Joaquim Chissano. M. Dhlakama a confirmé que l'un des points forts de la rencontre serait le problème de l'administration territoriale. – *(AFP, Reuter.)*

□ **Un Jaguar français s'écrase au Tchad.** – Un appareil Jaguar du dispositif « Epervier » s'est écrasé, dimanche 22 août, dans la matinée au Tchad, au nord-est de Biltine. Le pilote de l'avion, qui n'a pas fait fonctionner son siège éjectable, est décédé, annonce le service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA). Une commission d'enquête a été envoyée sur place pour déterminer les causes de l'accident.

AMÉRIQUES

BRÉSIL : après le massacre de plusieurs dizaines d'Indiens

Les Yanomamis exigent le départ des chercheurs d'or de leur territoire

Deux villages brûlés, soixante-treize morts dont la moitié sont des enfants : tel est le dramatique bilan du massacre récemment perpétré à l'encontre d'un groupe d'Indiens Yanomamis à l'extrême nord-ouest du Brésil, dans l'Etat amazonien du Roraima. Dans cette zone reculée, située à plus de 5 000 kilomètres de Rio-de-Janeiro, les enquêteurs tentent de reconstituer les faits. Tous les soupçons se portent sur les chercheurs d'or.

Territoire Yanomami
VENEZUELA
BRÉSIL
GUYANA
SURIN.
GUY.
COLOMBIE
Boa Vista
ÉTAT DU RORAIMA
Rio Negro
Manaus
Amazone
500 km
B R É S I L

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Les circonstances de cette tragédie sont peu à peu reconstituées par les enquêteurs de la FUNAI (Fondation nationale de l'Indien) et de la police. Il s'agirait d'une attaque en règle menée par des chercheurs d'or, des *garimpeiros*, qui vivent illégalement sur le territoire yanomami. Des centaines de douilles ont été retrouvées sur les lieux et les témoignages de quelques rares survivants décrivent des scènes de dépeçage et de mutilation.

Selon un photographe qui s'est rendu sur place à l'invitation des autorités – Andre Penner de l'hebdomadaire *Veja* – *« le village paraissait avoir subi un bombardement aérien. Des grandes constructions circulaires caractéristiques des Indiens Yanomamis, il ne restait qu'une partie d'un mur en bois. Tout le reste était calciné ». « Ce que j'ai vu là-bas*, a affirmé le procureur de la République Aristides Junqueira, *ce sont des scènes de guerre »*, après avoir visité les deux villages, Hoximu et Simao, à plus de 400 kilomètres au nord de Boa-Vista, capitale du Roraima.

Malgré la présence d'un expert de la FUNAI, Francisco Bezerra de Lima, qui travaille depuis vingt-cinq ans auprès des Yanomamis, et en dépit de l'arrestation par la police de trois chercheurs d'or suspects, de multiples zones d'ombre subsistent dans cette affaire. Aucun corps ou restes humains n'ont pu être découverts et la date précise de ce massacre ainsi que son motif restent inconnus.

L'enquête sera sans doute difficile. Ces Indiens vivent dans une région très isolée ; ils sont dispersés en petits groupes parfois rivaux et leur ethnie, l'une des plus primitive de la planète, comprend moins de 10 000 personnes. Dans cette région, les pistes d'atterrissage de fortune sont très souvent endommagées par les pluies et les orages violents. La forêt est si dense que tout déplacement ne peut se faire qu'à pied, au bout de longues et pénibles heures de marche. Surtout, l'une des coutumes yanomamies veut que l'on fasse disparaître les morts le plus rapidement possible, en brûlant les corps et les effets personnels du défunt. Pour surveiller et contrôler le territoire que les Yanomamis se sont vu reconnaître en 1991 aux confins du Brésil et du Venezuela (9,4 millions d'hectares, soit une superficie équivalente à celle du Portugal), les autorités ne disposent que d'une soixantaine de personnes incluant les fonctionnaires de la FUNAI, des agents de la police fédérale et quelques militaires.

Dans une *« lettre ouverte au reste du monde »*, le principal leader des Yanomamis, Davi Kopenawa, a demandé que les coupables soient punis. Il a rappelé que d'identiques tueries s'étaient déjà produites au cours des cinq dernières années, sans que personne n'ait été emprisonné. Il faut maintenant, écrit-il, *« que le gouvernement brésilien adopte les mesures nécessaires pour le retrait définitif de tous les* garimpeiros *qui travaillent dans la région »*.

Nombreuses protestations devant ce « génocide »

Le président Itamar Franco, après avoir entendu le rapport du ministre de la justice, Mauricio Correa, a décidé de convoquer, lundi 23 août, le Conseil de la défense nationale, afin d'étudier les mesures de protection envisageables. De nombreuses protestations ont en effet émané des milieux politiques et intellectuels brésiliens – sans compter celles de l'étranger – devant ce que beaucoup appellent un *« génocide »*. A la fin de la semaine dernière le principal dirigeant des syndicats de *garimpeiros* de la région, Jose Altino Machado, a démissionné de ses fonctions en soulignant qu'il savait gérer *« les problèmes entre les Indiens et les* garimpeiros, *mais pas les assassinats »*.

Seule voix discordante, celle du gouverneur de l'Etat du Roraima, Ottomar Pinto, qui affirmait encore ce week-end que n'avait été trouvé qu'*« un vieux squelette »* et qui profitait de l'occasion pour affirmer que le territoire accordé aux Yanomamis était *« trop étendu »*.

Victimes de tous les fléaux

Depuis des décennies ces aborigènes semi-nomades et sylviculteurs affrontent tous les fléaux. Découverts il y a un peu plus de deux siècles, ils ont tour à tour été victimes de la malaria, de la tuberculose et des maladies vénériennes. Ils succombent même parfois à de simples grippes. Mais la principale cause de leurs maux vient de l'invasion des chercheurs d'or, qui se pressent dans une région que l'on sait depuis la fin des années 70 riche en minerais divers. La ruée qui s'est produite la décennie suivante n'a, depuis lors, jamais cessé. Pas plus que son corollaire de trafics et de pollution en tous genres.

Les multiples opérations lancées par plusieurs gouvernements pour les déloger n'ont été que des coups d'épée dans l'eau, même si leur nombre a diminué. Les *garimpeiros* étaient encore 45 000 il y a quelques années ; la FUNAI estime que plusieurs centaines d'entre eux sillonnent encore la région. Ce sont le plus souvent des aventuriers pauvres et rustres, qui sont prêts à tout pour tenter leur chance. Ces dernières années, les conflits n'ont cessé de se multiplier. D'autres tribus, comme les Caiapos, qui prospèrent dans l'Etat presque voisin du Para, traitent directement avec les *garimpeiros* ou les exploitants de bois précieux et signent de lucratifs contrats. Les Yanomamis, eux, vivent toujours de chasse et de cueillette, pour leur malheur.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

□ **ÉTATS-UNIS : un condamné à mort exécuté au Texas.** – Condamné à la peine capitale pour un double meurtre commis après le vol d'une somme de 30 dollars, Carl Kelly, âgé de trente-quatre ans, a été exécuté, vendredi 20 août, dans une prison du Texas. Kelly avait reconnu les faits en déclarant qu'il était alors sous l'empire de la drogue. Il s'agit du 66e condamné à mort exécuté au Texas et de la 213e exécution capitale aux Etats-Unis depuis que la Cour suprême a rétabli la peine de mort en 1976. – *(AFP.)*

□ **Rodney King arrêté pour conduite en état d'ivresse.** – Rodney King, l'automobiliste noir dont le passage à tabac par la police fut à l'origine des troubles qui avaient ensanglanté Los Angeles en 1992, a été arrêté, samedi 21 août dans cette ville, pour conduite en état d'ivresse, après que sa voiture se fut écrasée contre un mur. Depuis les événements, Rodney King, dont le taux d'alcool dans le sang était supérieur au double de la limite autorisée, a déjà été interpellé trois fois, dont l'une pour avoir battu sa compagne. L'acquittement des policiers blancs qui l'avaient violemment frappé avait provoqué les émeutes. – *(AFP, Reuter.)*



EUROPE

Avant la réunion du Parlement bosniaque

M. Izetbegovic exprime à nouveau ses réticences sur le plan de règlement du conflit en Bosnie-Herzégovine

Le président Alija Izetbegovic a annoncé, dimanche, à Sarajevo, qu'une réunion du Parlement bosniaque, *élargie à un certain nombre* d'intellectuels, de scientifiques, d'artistes et de représentants de l'armée se tiendrait, vraisemblablement vendredi 27 août à Zenica (à 70 kilomètres au nord-ouest de Sarajevo) pour examiner le projet de règlement du conflit en Bosnie-Herzégovine, présenté le 20 août à Genève par les médiateurs internationaux, lord Owen et Thorvald Stoltenberg (*le Monde* daté 22-23 août).

La délégation bosniaque, a ajouté M. Izetbegovic, *« n'est pas satisfaite »* des propositions qui lui ont été faites, notamment en ce qui concerne le découpage car les Musulmans ne disposeraient que de 30 % environ du territoire de la future « Union de trois Républiques », mais elle est parvenue, à ses yeux, *« à sauver la Bosnie-Herzégovine en tant qu'Etat, en dépit d'énormes pressions, en dépit de la stupéfiante passivité de la communauté internationale ». « Je ne proposerai pas* [aux participants de la réunion de Zenica], *de voter en faveur de la proposition, dans laquelle il y a du bon et du mauvais (...). Toutefois, je ferai mon possible pour maintenir le processus de paix pour que les négociations continuent et nous demanderons des rectifications des cartes, des rectifications qui sont possibles. »* La radio de Sarajevo a rapporté, dimanche, que le président bosniaque avait reçu une lettre de Washington l'informant que les Etats-Unis aideraient à mettre en œuvre le projet de règlement du conflit.

Combats à Mostar

D'autre part, M. Izetbegovic, a adressé aux Nations unies une lettre demandant au Conseil de sécurité d'intervenir pour faire parvenir une aide d'urgence aux Musulmans bloqués à Mostar (Bosnie centrale), a indiqué, ce lundi, Radio-Sarajevo, qui parle d'un nouveau bombardement croate dans cette ville assiégée qui a fait deux morts et quinze blessés. Dans sa lettre, le président bosniaque accuse les forces croates de Bosnie de violer les droits de l'homme en imposant un blocus à la partie est de cette ville, où cinquante-cinq mille personnes survivent dans des conditions extrêmement difficiles. Il écrit que les Musulmans ne sont autorisés à quitter la région de Mostar que s'ils signent une déclaration de cession « volontaire » de tous leurs biens. M. Izetbegovic accuse le Conseil de défense croate (HVO) de se livrer à une campagne de *« nettoyage ethnique ». « Quinze mille personnes ont été expulsées de leur domicile et de leurs terres dans le but de créer un territoire croate ethniquement pur »*, écrit-t-il.

Selon le HCR, quelque quinze mille Musulmans, pour la plupart en âge de porter les armes, seraient détenus dans plusieurs centres bosniaques de détention autour de Mostar où leurs conditions de vie sont misérables. Un convoi d'aide médicale d'urgence de l'ONU, composé de neuf véhicules blindés, avait pu entrer, samedi, dans le quartier musulman de Mostar pour la première fois depuis deux mois. La situation alimentaire de la population dans la partie musulmanne (est) de Mostar est néanmoins jugée *« désespérée »* par Cedric Thornberry de la FORPRONU, qui s'était rendu dans la ville. D'après lui, les estimations des autorités locales qui affirment que des gens vont commencer à mourir de faim dans les prochains jours *« ne sont pas exagérées »*. Le porte-parole du HCR, Mme Lyndall Sachs, a pour sa part affirmé que cinquante-cinq mille personnes sont entassées dans des conditions très précaires, précisant qu'*« il n'y a pas d'eau, ni d'électricité. Le seul point d'eau est la rivière et ceux qui tentent d'y aller sont sous le feu des tireurs embusqués »*. – *(AFP, Reuter.)*

TURQUIE

Les séparatistes kurdes ont pris quatre nouveaux otages

Les comités du Kurdistan de plusieurs capitales européennes ont confirmé, samedi 21 août, les informations données le matin même par le journal prokurde Ozgur-Gundem, qui faisait état de l'enlèvement, dans le sud-est anatolien de la Turquie, de quatre nouveaux touristes occidentaux accusés, comme leurs prédécesseurs, d'*« être entrés dans le Kurdistan sans les autorisations nécessaires »* (*le Monde* daté 22-23 août). Il s'agirait en fait de trois Suisses – Berne a confirmé leur enlèvement – et d'un Italien. Les autorités helvétiques sont dans une situation délicate, car leurs rapports avec le gouvernement d'Ankara se sont tendus après la mort d'un manifestant kurde devant l'ambassade de Turquie en Suisse au mois de juin, lors d'une fusillade. *« Il s'agit de deux affaires différentes et nous sommes sûrs que le gouvernement turc sera coopératif »*, affirme un communiqué du porte-parole du département suisse des affaires étrangères.

Alors que des opérations militaires de grande envergure s'y poursuivent, le premier ministre, Tansu Ciller, s'est rendue, samedi, dans le sud-est, pour la deuxième fois depuis son arrivée au gouvernement. Elle a refusé de parler de *« problème kurde »*, en mettant l'accent sur le *« sous-développement »* de cette région et en rappelant l'octroi de 200 millions de dollars (environ 1,2 milliard de francs) annoncé il y a un mois, auxquels elle a ajouté, samedi, 100 millions supplémentaires.

Le premier ministre a averti les Kurdes que cette aide ne pourrait leur apporter la prospérité et le développement *« que s'ils aidaient l'Etat à éradiquer le terrorisme séparatiste »*. Mme Ciller s'est heurtée à l'indifférence de la population qui, selon les témoignages recueillis par l'AFP, accuse les grands propriétaires – dont beaucoup sont députés – de confisquer ces fonds pour les investir ailleurs. – *(AFP, Reuter.)*

RUSSIE : démission du ministre du commerce extérieur

Une nouvelle affaire de corruption éclabousse le gouvernement

Le ministre russe du commerce extérieur, Sergueï Glaziev, a présenté sa démission, samedi 21 août, après avoir été mis en cause par la commission chargée de la lutte contre la criminalité et la corruption, relançant les accusations portées contre plusieurs dirigeants russes.

Dans sa lettre de démission adressée au premier ministre Viktor Tchernomyrdine, M. Glaziev s'en prend cependant aux *« structures mafieuses »*, qui, *« ayant vu dans les activités du ministère une menace pour leurs intérêts »* sont à l'origine d'une *« véritable campagne de persécution »* à son égard. Le ministre accuse son collègue de la justice, Iouri Kalmikov, et le premier vice-premier ministre Vladimir Choumeïko, eux-mêmes mis en cause pour corruption, de s'acharner contre lui depuis qu'il a limité le nombre d'entreprises autorisées à exporter du pétrole et des métaux.

De son côté, le responsable des services de contrôle, Alexeï Iliouchenko, a affirmé, samedi, à l'agence Tass que plusieurs ministres étaient soupçonnés de prévarication. *« Nous devons prendre des décisions concernant plusieurs ministres. Si les choses continuent comme cela, la Russie pourrait se transformer en une République bananière avec son cortège de putschs, de corruption et d'absence complète de communication entre les différentes structures du pouvoir »*, a-t-il dit. – *(Reuter, AFP, Itar-Tass.)*

Les lenteurs du retrait russe des Pays baltes

Regain de tension entre Vilnius et Moscou

Les relations russo-lituaniennes se sont brusquement tendues en fin de semaine dernière à propos du retrait des dernières troupes ex-soviétiques (2 500 hommes environ) encore stationnées dans cette République balte.

Vendredi 20 août, le ministère russe des affaires étrangères annonce que Moscou suspend le retrait de ses troupes de Lituanie – qui devait théoriquement être achevé le 31 août – accusant Vilnius de faire trainer les négociations en vue de la signature de l'accord censé régler juridiquement les modalités du retrait. Les Russes affirment que, lors d'une séance de négociations le 5 août, les Lituaniens ont rejeté le projet d'accord puis en ont proposé un autre, *« inacceptable pour la Russie »*. En Lituanie, on s'émeut, mais le président Algirdas Brazauskas, bien qu'en butte aux attaques de l'opposition, qui l'accuse de *« vendre à la Russie les intérêts lituaniens »*, *« ne voit pas là de tragédie »* et rappelle à la télévision qu'il se rendra lundi à Moscou, où il devrait pouvoir trouver un compromis avec le président Eltsine.

Problèmes d'indemnisation

Pourtant, samedi 21, les Russes déclarent que de nouvelles consultations bilatérales tenues dans la journée à Moscou ont *« confirmé l'absence de volonté de Vilnius »* de signer l'accord. Contre toute attente, Moscou rompt les négociations : *« La Russie ne voit pas, dans ces conditions, de raisons de poursuivre les négociations bilatérales sur le retrait des troupes »*, communique le ministère russe des affaires étrangères. Le retrait se poursuivra, mais *« dans les délais qui conviendront à la Russie et dont la partie lituanienne sera informée »*. M. Brazauskas, cette fois-ci, se déclare *« inquiet »* de l'évolution de la situation et ajourne *sine die* son voyage à Moscou, déjà reporté à plusieurs reprises.

L'objet du désaccord, semble-t-il, est la revendication lituanienne d'une indemnisation de 146 milliards de dollars (environ 845 milliards de francs), en compensation aux dégâts écologiques et matériels causés par l'occupation soviétique, indemnisation dont la Russie ne veut pas entendre parler, ne se considérant pas, – sur ce plan tout au moins, – l'héritière de l'URSS. Le porte-parole de M. Brazauskas a indiqué que le chiffre de 146 milliards de dollars n'avait pas été avancé formellement, mais que la délégation lituanienne avait demandé que le problème de la compensation fasse l'objet de négociations.

Cité, samedi, par l'agence *Tass*, le général Leonid Maiorov, commandant en chef du groupe nord-ouest de troupes russes, soulignait que le retard pris dans la signature des accords avec les pays baltes risquait de retarder le retrait des troupes *« même après la fin 1994 ». « Le geste de bonne volonté de la Russie »*, qui a commencé à retirer ses troupes de Lituanie sans attendre la signature d'un accord, *« a été perçu*, déplore-t-il, *comme un signe de faiblesse de la Russie »*. L'avertissement vaut sans doute aussi pour l'Estonie, dont les relations avec Moscou sont plus complexes encore que la Lituanie en raison du problème de l'importante minorité russe . – *(Itar-Tass, AP, UPI.)*

Tchèques et Slovaques ont célébré discrètement l'écrasement du « printemps de Prague »

Tchèques et Slovaques ont célébré dans l'indifférence, samedi 21 août, le vingt-cinquième anniversaire de l'écrasement du « printemps de Prague » par l'invasion des troupes du Pacte de Varsovie. Seuls quelques proches de l'ex-leader communiste réformateur de 1968, Alexandre Dubcek, se sont réunis à Bratislava et un millier d'anciens prisonniers politiques et militants anticommunistes ont participé à un rassemblement à Prague.

Le président Vaclav Havel et le premier ministre tchèque, Vaclav Klaus, qui ont une lecture différente des événements de 1968, ont néanmoins évité de participer à la polémique qui oppose les « soixante-huitards » et la droite tchèque, qui refuse de *« glorifier le printemps de Prague »* et cherche à effacer de l'Histoire cette *« tentative de troisième voie vouée à l'échec »* (*le Monde* du 20 août). – *(Corresp.)*

□ **ALLEMAGNE : affrontements lors d'une manifestation antiraciste.** – Des affrontements ont opposé des manifestants antiracistes et des militants d'extrême droite, samedi 21 août à Berlin, selon la police, qui n'a pas donné de détails sur le nombre de blessés. A l'appel de mouvements antiracistes, un millier de personnes s'étaient rassemblées pour célébrer le premier anniversaire des attaques contre un foyer de demandeurs d'asile à Rostock, qui avaient été à l'origine d'une nouvelle vague d'aggressions racistes dans toute l'Allemagne. Par ailleurs, un incendie a été allumé, vendredi, devant une maison habitée par une famille turque à Solingen, la ville où cinq Turques avaient péri brûlées à la fin mai. – *(AFP.)*

□ **ESPAGNE : l'ETA estime avoir surmonté une crise interne.** – Le quotidien madrilène *el Pais* fait état, dans ses éditions du lundi 23 août, d'un bulletin interne de la coordination socialiste basque (*KAS, coalition radicale illégale de* mouvements pro-indépendantistes), très proche de l'ETA, saisi récemment lors d'une opération de la police française. Ce bulletin affirme que *« KAS, finalement, est en train de sortir du trou, en train de sortir des catacombes »*, allusion aux coups portés au terrorisme basque par les polices française et espagnole, en particulier en 1992. KAS précise que le mouvement a *« surmonté des moments très durs »* et ironise sur l'Etat espagol, qui *« il y a un an (...) était plein d'euphorie et d'orgueil »*. *El Pais* précise que les experts antiterroristes redoutent un *« automne chaud »* et admettent que l'ETA a réussi, à partir de ses bases en France, *« une certaine restructuration »*.

□ **GÉORGIE : nomination d'un nouveau premier ministre.** – Le parlement géorgien a nommé, vendredi 20 août, Otar Patsatsia au poste de premier ministre, en remplacement de Tenguiz Sigoua qui avait démissionné le 6 août, après avoir été accusé d'être responsable de la débâcle économique. M. Patsatsia, soixante-quatre ans, originaire de la région de Zougdidi, dans l'ouest de la Géorgie, y a fait toute sa carrière. Ingénieur-économiste de formation, il a été secrétaire local du parti à Zougdidi, puis directeur d'une grande entreprise de pâte à papier – *(AFP.)*

ASIE

CHINE : alors que Deng Xiaoping fête ses 89 ans

Le Parti communiste estime que le « virus de la corruption » menace l'Etat

PÉKIN

de notre correspondant

Deng Xiaoping est entré, dimanche 22 août, dans sa quatre-vingt dixième année, avec la discrétion qui sied à un homme voulant donner l'impression du devoir accompli et d'une succession en ordre. Son quatre-vingt-neuvième anniversaire n'a fait l'objet d'aucune publicité, à l'exception d'une brève information parue dans la presse de Hongkong financée par la Chine, qui indiquait que M. Deng avait passé la journée en famille à Pékin.

Mais le même jour, les médias officiels rendaient public un appel alarmé du dauphin théorique du patriarche, Jiang Zemin, quand à l'état dans lequel M. Deng laisse le régime hérité de Mao Zedong : le secrétaire général du Parti communiste y brandit la menace d'un effondrement sous l'effet de la corruption. Il s'agit là, a déclaré M. Jiang, d'un *« virus qui a érodé le corps sain du parti et de l'Etat. Si nous baissons la garde, (...) notre parti sera en ruine, le pouvoir populaire sera perdu et la grande cause de la modernisation socialiste déraillera »*. Le chef du PCC s'était exprimé, samedi, devant la session annuelle de la commission de discipline du parti. Concédant que Pékin *« ne peut pas sous-estimer la gravité et les périls »* de la situation sous ce rapport, le patron en titre du parti a reconnu que des pratiques comme la taxation abusive de la population et le trafic d'influence politique dans les affaires économiques avaient soulevé *« des vagues de plaintes »* dans le public. Il a réclamé que la lutte lancée par la tête du régime donne *« des résultats marqués »* dans l'année à venir.

Les partisans de la démocratisation estiment que le développement spectaculaire de la corruption résulte, en particulier, du refus de M. Deng d'autoriser en Chine l'émergence de contre-pouvoirs; mais cette opinion n'est pas exprimable publiquement.

Un exemple frappant de cette situation a été fourni par des informations publiées, dimanche, par le quotidien *South China Morning Post* de Hongkong sur les récentes découvertes du vice-premier ministre Zhu Rongji depuis qu'il a pris les commandes de l'économie : selon le journal de langue anglaise, qui cite un rapport interne de la Banque populaire de Chine – la banque centrale, que dirige aussi M. Zhu, – la bagatelle de 28 milliards de dollars aurait disparu des deniers publics ces dix-huit derniers mois, dont 10 milliards vers l'étranger, à l'aide de toutes sortes de manipulations bancaires. S'il faut prendre ces chiffres avec précaution, le rapport n'en indique pas moins que 90 hauts fonctionnaires du secteur bancaire auraient fui à l'étranger depuis que M. Zhu a lancé son programme d'austérité et de remise en ordre, début juillet.

L'affaire, si elle se confirme, représente sans doute le plus grave scandale financier enregistré en Chine depuis la notoire corruption qui avait entouré la fin de règne du Kouomintang (nationaliste) de feu Tchiang Kaï-chek. Coïncidence non dénuée d'ironie : ces révélations surviennent au moment où le petit-fils de ce dernier, Chang Hsiao-tzu, président d'une université à Taïwan – l'île où s'était réfugié son grand-père vaincu par Mao en 1949, – est reçu avec tous les honneurs sur le continent, où il est venu participer à un symposium sur *« les sciences juridiques de part et d'autre du détroit de Taïwan »*. Il a rencontré, samedi, le dauphin de Deng Xiaoping, dans le cadre des avances que Pékin fait à Taïwan afin de servir sa campagne de réunification du pays.

FRANCIS DERON

Lire aussi page 13 nos informations sur les zones économiques spéciales.

JAPON : suscitant les protestations des libéraux-démocrates

M. Hosokawa exprime le « repentir » du pays pour son attitude durant la seconde guerre mondiale

Dans son discours de politique générale prononcé lundi 23 août devant la Diète, le nouveau premier ministre, Morihiro Hosokawa, a exprimé clairement les remords du Japon pour son *« agression »* passée.

TOKYO

de notre correspondant

« En août 1945, a déclaré M. Hosokawa, *nous avons pris conscience de l'erreur que nous avions commise et nous avons exprimé notre détermination de ne jamais la renouveler. Quarante-huit ans plus tard, le Japon est devenu le premier bénéficiaire de la prospérité et de la paix mondiale. Nous ne devons jamais oublier que cette réussite est le fruit des sacrifices suprêmes consentis pendant la guerre et des efforts des générations précédentes. Je pense qu'il est important aujourd'hui que nous exprimions devant le monde nos remords profonds et notre repentir pour le passé ainsi que notre détermination de faire de notre mieux à l'avenir. »*

Le nouveau premier ministre japonais s'est référé de façon explicite à l'*« agression »* commise par son pays et à son *« colonialisme, qui ont causé d'insupportables souffrances et des deuils à un grand nombre de personnes »*.

Quelles que soient les remarques stylistiques que les commentateurs ne manqueront pas d'apporter, cette déclaration est une expression claire du repentir japonais. Ce texte aurait été écrit par M. Hosokawa lui-même, sans grande consultation avec les ministères, ce qui provoquerait une certaine irritation parmi les bureaucrates.

En dépit des réactions négatives qu'avait suscitées une mention de la *« guerre d'agression »* au cours de sa première conférence de presse, M. Hosokawa a utilisé à nouveau cette expression. M. Hashimoto, ancien ministre des finances et actuel président du conseil politique du Parti libéral-démocrate (PLD, opposition), avait souhaité, dimanche, que le premier ministre nuance ses propos. Ce passage de la déclaration, prononcée dans une atmosphère souvent houleuse, a été accueillie par des protestations des libéraux-démocrates et des applaudissements de la nouvelle majorité.

La référence à la guerre est la seule partie saillante d'un discours cantonné, pour le reste, dans les généralités. Le premier ministre a déclaré que le Japon s'emploierait à promouvoir la paix et les *« droits de l'homme »*, et qu'il *« poursuivrait avec constance sa contribution en personnels aux efforts internationaux des Nations unies »*. M. Hosokawa a affirmé, en outre, que son pays était favorable à une extension indéfinie du traité de non-prolifération nucléaire – question sur laquelle il y avait eu des opinions divergentes.

Sur les questions économiques internationales, le premier ministre a réaffirmé l'attachement nippon au libre-échange, se contentant d'affirmer qu'en matière agricole il ferait tous ses efforts pour parvenir à *« une solution fondée sur les intérêts mutuels »*. Il a précisé : *« Il est temps que le Japon prenne des initiatives en matière de coopération internationale afin de renforcer le système du libre-échange. »* M. Hosokawa a ajouté qu'il était *« sincèrement sensible à la préoccupation des Etats-Unis et de l'Europe, ainsi que d'autres pays »* en raison de l'*« excédent commercial »* de son pays.

PHILIPPE PONS

PROCHE-ORIENT

Palestiniens : la révolte contre le père

Suite de la première page

Il l'accuse d'être responsable de *« la crise politique, financière et organisationnelle de l'OLP »* et met en garde contre les dangers de sa politique *« aventuriste »*. Aussi modéré que Darwich, aussi intègre que lui, le dirigeant palestinien de Beyrouth critique sévèrement *« la mise à l'écart du CE-OLP et le recours*, dans les négociations secrètes avec Israël, *à des personnalités non membres de cette instance »*. En clair : les conseillers du président Arafat, et d'abord Nabil Chaath, l'homme de tous les contacts secrets avec des ministres israéliens, l'homme qui a négocié – avec l'Egypte, comble de la provocation pour la plupart des Palestiniens ! – un projet confidentiel de compromis, transmis aux Américains, tous ces gens en font beaucoup trop, dans notre dos.

« Nous autres, membres du CE, continue amèrement Chafic El Hout, *sommes dans l'impossibilité d'endosser la responsabilité de décisions qui sont prises en notre nom mais dont nous n'avons même pas connaissance »*. A peu de choses près, c'est exactement ce que disent, depuis des semaines mais en confidence, plusieurs notables de la « Maison d'Orient », siège, à Jerusalem-Est, de la délégation des négociateurs palestiniens dirigés par Fayçal Husseini.

A peine sybilline, Hanane Achraoui, porte-parole des délégués au processus de paix, nous déclare : *« Mahmoud Darwich est la conscience du mouvement national palestinien. Je suis personnellement très affectée. Je déplore son départ mais je comprends très bien ses raisons. »* Son départ, ajoute-t-on à la Maison d'Orient, *« a au moins le mérite de faire éclater la fiction d'une ligne de fracture entre la direction extérieure de l'OLP et les leaders de l'intérieur »*.

« On négocie dans notre dos »

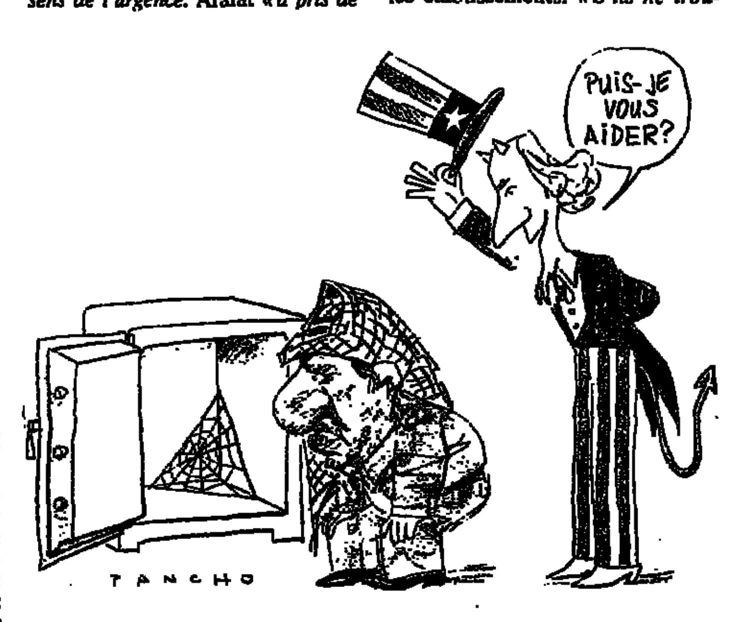
De fait, du Liban, Chafic El Hout est allé plus loin et il a conclu son communiqué par un appel solennel à la *« réunion urgente et extraordinaire du Conseil national* – le Parlement de l'OLP – *pour que soit posée la question de confiance en la direction actuelle »*. Pour Yasser Arafat, qui déteste ce genre d'apostrophe publique, le coup est dur mais ce n'est pas fini. Car au même moment ou presque, Nayef Hawatmeh, opposant résolu au processus de paix mais chef de l'une des deux factions du FDLP qui dispose, elle aussi, d'un élu au CE, annonce de Damas que *« plusieurs »* des dix-huit membres du « gouvernement » en exil *« examinent l'idée d'une démission collective* [pour protester] *contre l'hégémonie politique et financière d'Arafat »*.

Ses critiques contre *« l'effondrement des institutions de l'OLP »* portent d'autant plus qu'elles rejoignent celles d'autres factions apparentées à la centrale. Entre autres le FPLP de Georges Habache et l'ancien parti communiste (PPP) qui, lui, soutient le principe des négociations. Son dirigeant le plus prestigieux dans les territoires occupés est Haïdar Abdel Chafi, chef en titre de la délégation palestinienne aux négociations bilatérales avec Israël. Il y a quelques semaines, ce « vieux sage » ronchonnant de Gaza avait puissamment irrité le « patron », en réclamant publiquement des *« réformes démocratiques profondes »* au sein de l'OLP ainsi que la mise en place d'une *« véritable direction collégiale »* du mouvement. Faute de quoi cet homme distingué qui avait ému l'opinion internationale, il y a deux ans lors de la conférence israélo-arabe de Madrid, laisse planer la menace de son retrait personnel des négociations.

A la vérité, Abdel Chafi, qu'il avait fallu littéralement traîner à Washington pour la dernière session de négociations – la dixième en deux ans – a déjà fait un premier pas dans cette direction en boycottant, ce mois-ci à Jérusalem, la rencontre officielle des négociateurs de « l'intérieur » avec le secrétaire d'État américain Warren Christopher. Yasser Arafat avait eu beau insister, le vieux médecin de Gaza était resté intraitable.

Le motif de cette mauvaise humeur ? C'est le « numéro un » de son parti en Cisjordanie occupée, Ghassan El Khatib, qui nous l'a expliqué : *« Le leadership de Tunis ne respecte pas les décisions adoptées au comité exécutif. Il était entendu que les projets de déclaration conjointe israélo-palestinienne élaborés par les Américains seraient systématiquement rejetés parce qu'ils reprennent pour l'essentiel les positions israéliennes. Or, non seulement Tunis a à peine amendé le dernier, avant d'obliger notre délégation à le leur remettre mais, en plus, on négocie dans notre dos. Nous sommes tous très inquiets. »*

A Naplouse, à Jericho, à Jenine, à Gaza, dans les camps et les villes palestiniennes, dans les mouvements opposés à Yasser Arafat, mais aussi parmi les activistes dépités du Fath et jusqu'à Jerusalem-Est, la rumeur gronde. Le « Vieux » aurait *« perdu son légendaire sang-froid »*. La crainte de se voir ignoré, coiffé au poteau de la paix par son vieil adversaire syrien, Hafez El Assad, aurait déclenché chez lui *« un dangereux sens de l'urgence*. Arafat *« a pris de l'âge »* susurre un notable local. A soixante-quatre ans, après avoir survécu pendant trente années de lutte à nombre de complots, d'attentats, d'accidents, « l'homme au keffieh » serait *« fatigué d'être un président sans terre »*.



Il évoquerait *« de plus en plus souvent sa disparition*, se désolant, s'il devait mourir demain, *« de n'avoir même pas un mètre carré de Palestine libérée pour s'y coucher »*. L'heure n'est pas encore à la rébellion ouverte, mais les dissensions internes qui affectent la centrale sont bien autre chose que ce *« petit nuage d'été »* sans conséquence évoqué par le « patron » durant le week-end à la radio libanaise.

La crise traversée par l'OLP est multiple. Mais sa dimension financière est sans doute la plus urgente car c'est d'elle que découlent en bonne partie les autres problèmes. *« Jadis*, raconte un vieux dignitaire de l'organisation, *on faisait patienter les gens avec de l'argent. On calmait les esprits avec des subsides, nos institutions embauchaient, versaient des salaires quelquefois immérités, compensaient les familles de martyrs tués par les Israéliens, les parents des détenus eux-mêmes étaient partiellement pris en charge. Tout cela est terminé. »* Les caisses de l'OLP sont vides et personne ne comprend comment on a pu passer aussi rapidement de l'aisance à l'indigence. La corruption de certaines élites gangrènerait les finances de la centrale.

Des exemples de la faillite ? Dans le domaine de la santé, avant la guerre du Golfe, les « pétromonarchies » envoyaient, *via* l'OLP, autour de 240 millions de francs par an pour les cliniques et les hopitaux. L'enveloppe a été réduite de plus de moitié. Près de quarante cliniques ont dû fermer et au moins deux hopitaux réduire leur personnel et leurs soins. L'aide sociale qui bénéficiait à 42 000 familles des territoires (indigents et parents de prisonniers ou de *« martyrs »*) a fortement diminué et devrait être complètement stoppée incessamment.

Les six universités palestiniennes des territoires recevaient, avant la guerre du Golfe, 150 millions de francs par an. L'allocation est tombée à moins de 10 millions. Les professeurs de Bir-Zeit ne sont plus payés depuis deux mois, ceux de Gaza depuis quatre, et ceux d'An-Najah, près de Naplouse, piochent dans les fonds de retraite pour survivre.

Les droits d'inscription pour les onze mille étudiants palestiniens des territoires occupés vont être augmentés de 50 % à 70 % selon les établissements. *« S'ils ne trouvent pas d'autres sources de fonds*, prédit l'économiste local Samir Huleileh, *60 % d'entre eux seront contraints d'abandonner leurs études. »* Selon lui, jusqu'à la guerre du Golfe, l'OLP transférait autour de 1,7 milliard de francs chaque année dans les territoires. En 1991 l'enveloppe est tombée à 750 millions. Aujourd'hui, plus personne ne sait. On parle de 400 millions.

Dans le même temps, grâce à l'Iran et à l'Arabie saoudite, les organisations islamiques opposées à l'OLP, comme Hamas, se développent, bâtissent des institutions solides, fournissent une aide sociale conséquente à ceux qui les rejoignent, prennent en main les mosquées, le sport et l'enseignement. De la maternelle à la terminale. A Gaza, l'université islamique qu'ils dominent prend régulièrement des étudiants, attirés par la quasi-gratuité des cours, à sa voisine apparentée à l'OLP. Ajoutons à cela que les islamistes armés, à l'inverse de ceux du Fath, pour la plupart abandonnés sans argent ni directive dans les collines de Cisjordanie, ne sont ni coupés de leur leadership, ni démunis... Et l'on comprend mieux, le nerf de la paix étant le même que celui de la guerre, la désaffection croissante qui frappe le mouvement national palestinien.

Ses ennemis, certes, ne se font pas d'illusion : Abou Ammar – nom de guerre de Yasser Arafat – s'est sorti d'autres impasses. Le « Vieux » demeure largement respecté et craint. Simplement, faute d'un véritable travail d'explication sur le terrain, les gens ne comprennent plus sa politique. Un sondage très récent le montrait : plus d'un Palestinien sur deux est favorable à l'arrêt immédiat du processus de paix avec Israël. Motif principal : deux ans de tractations n'ont produit aucune amélioration notable de leur vie au quotidien. Au contraire. La fermeture des territoires occupés, décidée par le gouvernement Rabin il y a déjà cinq mois, a privé des dizaines de milliers de familles de leur gagne-pain en Israël et le petit banditisme se développe à un rythme inquiétant.

C'est dans ce contexte d'urgence, rapporte un habitué de la Maison d'Orient, que Yasser Arafat se serait vu *« mis au pied du mur par les Américains. Il lui ont fait comprendre qu'ou bien il faisait les concessions nécessaires et ils pourraient demander à leurs amis du Golfe de reprendre l'aide financière, ou bien il était cuit. Le Président a craqué »*. Toutefois, personne n'imagine que le patron de l'OLP serait prêt, pour être enfin admis par Israël et les Américains dans la négociation officielle, à brader les deux concepts qui fondent l'unité de son peuple : le droit au retour pour les trois millions de Palestiniens de la diaspora et la partie orientale de Jérusalem comme capitale d'un éventuel Etat demeurent des notions taboues.

« Gaza-Jéricho d'abord »

Le « Vieux » ne l'ignore pas. Il serait seulement disposé, et ce n'est pas contradictoire avec les termes mêmes de l'invitation à Madrid il y a deux ans, à négocier ces deux points plus tard, dans une seconde phase. Sa « faiblesse », en l'occurrence, consisterait à ne pas être aussi regardant que d'autres sur les garanties qu'Israël accorderait, pour l'avenir, sur ces questions. Itzhak Rabin ne veut pas signer un document public au terme duquel Jérusalem et le droit au retour seraient mentionnés. Arafat serait sur le point d'accepter des assurances qui resteraient secrètes.

Pour les dissidents de l'OLP c'est ici que le bât blesse, mais pas seulement. L'acharnement de Yasser Arafat concernant l'option dite de *« Gaza-Jericho d'abord »* ne laisse pas d'inquiéter ceux qui sont « censés » préparer la position palestinienne sur cette question. Censés car, à la Maison d'Orient comme à l'ombre des bougainvillées de Jéricho, on se hâte plutôt lentement dans l'étude de faisabilité réclamée de Tunis.

L'idée de M. Arafat, car c'est lui qui l'a évoquée le premier – même si l'on raconte que les Israéliens la lui ont habilement soufflée : l'éventualité d'un désengagement militaire de l'occupant et la prise en main par l'OLP de ces deux parties de territoires reliées par un corridor, cette idée est *« inutilement compliquée, irréaliste et dangereuse »*. Cela reviendrait, confie anonymement l'un de ceux chargé de travailler sur cette question, *« à mettre en place une préphase à la phase d'autonomie transitoire qu'Israël a déjà imposée, cela reviendrait à morceler non seulement le processus de paix mais les territoires occupés. Cela reviendrait à créer deux classes de Palestiniens, les occupés et les autres »*.

Et, dernier clou dans le cercueil d'une idée qui n'est pas encore enterrée, cette remarque : *« Si nous acceptions, qui empêcherait ensuite Israël de proclamer qu'il a rempli ses obligations, qu'il a rendu « des » territoires en échange de la paix et que les Palestiniens, décidément, ne sont jamais satisfaits ? »*

PATRICE CLAUDE

SYRIE : rival du président Assad

Salah Jadid est mort après vingt-trois ans de détention

NICOSIE

de notre correspondante au Proche-Orient

Ancien dirigeant du Baas syrien et véritable chef de la Syrie entre 1966 et 1970, date à laquelle il fut emprisonné par l'actuel président, Hafez El Assad, Salah Jadid est décédé, jeudi 19 août, à l'hôpital Téchrine de Damas, vient d'annoncer sa famille. Il était détenu à la prison de Mezzé depuis vingt-trois ans. Selon des proches qui lui avaient rendu visite quelques jours avant, Salah Jadid, âgé de soixante-sept ans, est mort d'une soudaine affection rénale. Il a été inhumé vendredi dans son village natal de Doueir-Baabda, dans la région de Lattaquié. La presse syrienne n'a fait aucune mention de son décès.

Après une longue ascension commune – les deux hommes étaient baasistes de la première heure, militaires (Salah Jadid avait été chef d'état-major de 1964 à 1966) et de confession alaouite – les routes de Salah Jadid et de Hafez El Assad devaient se séparer après le coup d'Etat de 1966 et la défaite des armées arabes devant Israël en juin 1967. Doctrinaire pur et dur, Salah Jadid, nommé secrétaire général adjoint du Baas, prenait les rênes de l'aile civile du parti qui s'opposait bientôt au clan, plus réaliste, des militaires, dirigé par Hafez El Assad, alors ministre de la défense. Le rôle du parti, l'attitude vis-à-vis des autres régimes arabes, la liberté à laisser ou non à la résistance palestinienne, la lutte des classes à l'intérieur, étaient autant de questions qui divisaient les deux hommes jusqu'au congrès de novembre 1970, à l'issue duquel Hafez El Assad, s'appuyant sur l'armée, faisait arrêter et emprisonner les « civils », notamment Salah Jadid et le président de la République, Noureddine Atassi, libéré trois mois avant sa mort à Paris, le 3 décembre dernier.

Après la mort de Salah Jadid, l'un des plus vieux prisonniers politiques au monde, il resterait encore, selon plusieurs organisations des droits de l'homme, une dizaine de personnes en prison depuis cette époque. Considérées comme fidèles de Salah Jadid, huit personnalités, arrêtées avec lui ou peu après, ont été libérées cette année. Selon *Middle East Watch*, après la libération depuis la fin de 1991 d'environ 4000 prisonniers politiques, 4 400 autres seraient toujours incarcérés.

FRANÇOISE CHIPAUX

A TRAVERS LE MONDE

AZERBAÏDJAN

Bakou affirme avoir repris Djebraïl

Le ministère azerbaïdjanais de la défense a affirmé, samedi 21 août, que ses forces avaient repris la ville de Djebraïl, dans le sud-ouest de l'Azerbaïdjan, tombée la veille aux mains des troupes arméniennes.

Cette opération ne semble pas toutefois constituer un succès significatif, les forces arméniennes contrôlant toujours les hauteurs stratégiques autour de Djebraïl ainsi que la ville de Fizouli, dans laquelle elles n'ont pas pénétré, mais qui a été désertée par les troupes azéries.

Par ailleurs, Erevan a annoncé, samedi, la nomination au poste de ministre de la défense de la République d'Arménie de Sergik Sarkissian, trente-neuf ans, député du Haut-Karabakh et ancien responsable communiste de Stepanakert, capitale de cette enclave que se disputent depuis cinq ans l'Arménie et l'Azerbaïdjan. – *(Reuter, AFP, Itar-Tass.)*

NICARAGUA

Les « recontras » ont libéré vingt otages

Le commando des « recontras » (rebelles antisandinistes), qui détenait en otage trente-huit députés et fonctionnaires nicaraguayens dans le nord du pays depuis trois jours, a libéré vingt personnes, dimanche soir 22 août. Le chef de ce commando, José Angel Talavera, dit « le Chacal », a de nouveau exigé la démission du chef de l'armée, le sandiniste Humberto Ortega, avant de mettre un terme à son action. Organisée depuis vendredi en représailles à cette prise d'otages, la séquestration par huit sympathisants sandinistes de membres de l'Union nationale de l'opposition (UNO), dont le vice-président Virgilio Godoy, au siège de cette coalition à Managua, s'est poursuivie dans un climat tendu. Seize des quelque quarante otages ont été libérés, mais neuf des journalistes qui couvraient les événements au siège de l'UNO ont à leur tour été séquestrés, dimanche. Le gouvernement de Mme Chamorro et les principaux partis du pays ont demandé la médiation de l'Organisation des Etats américains (OEA), déjà chargée de vérifier l'application des accords qui ont mis fin à la guerre civile en 1990. – *(AFP, Reuter, UPI.)*

NIGÉRIA

Le ralliement des syndicats à l'opposition aggrave la tension

Les risques d'affrontements ont été aggravés au Nigéria par la menace d'un recours à la grève – à partir du 25 août – lancée par le syndicat des hydrocarbures (NUPENG), qui a également annoncé, avec la centrale syndicale unique du Nigéria (NLC), qu'il appellerait à la désobéissance civile si les militaires n'abandonnaient pas le pouvoir le 27 août comme prévu.

Ces menaces de grève générale surviennent au moment où l'opposition se prépare à de nouvelles actions. Les principales organisations militant pour la démocratie se sont réunies, samedi 21 août à Lagos, pour décider d'une stratégie commune. Ces organisations, regroupées sous l'égide de la Campagne pour la démocratie (CD, collectif d'une quarantaine d'associations de défense des droits de l'homme), ont demandé à la population de se préparer à la *« prochaine phase de contestation »* et d'attendre les consignes du mouvement. – *(AFP, Reuter.)*

ROUMANIE

Les partis nationalistes se mobilisent contre les inscriptions bilingues

Un projet prévoyant l'introduction d'inscriptions bilingues dans les villes roumaines, dont au moins 10 % des habitants appartiennent à une minorité ethnique, provoque une polémique en Roumanie. Ce projet, présenté la semaine dernière par le Conseil pour les minorités nationales, doit être approuvé par l'exécutif et, théoriquement, mis en application avant la fin de l'année. L'adoption de ce texte, qui devrait bénéficier notamment à la minorité de souche hongroise – près de deux millions d'habitants sur les vingt-trois millions que compte la Roumanie – a provoqué un tollé parmi les deux courants ultranationalistes, Romania mare et le PUNR, sur lesquels compte le gouvernement pour s'assurer une majorité au Parlement. Ces deux formations menacent d'organiser un mouvement de protestation national contre ce projet. Défendant ce texte qui *« légalise en fait les inscriptions bilingues existant déjà dans les départements de Harghita et Covasna »*, où les Magyars sont majoritaires, le porte-parole du président Ion Iliescu a toutefois estimé qu'une barre de 30 % *« serait préférable »*. – *(AFP.)*

TOGO

Confusion avant l'élection présidentielle

A trois jours de l'élection présidentielle, une extrême confusion règne à Lomé, après le refus opposé par le gouvernement à une demande de report *sine die* du scrutin formulée par l'opposition en raison du retard pris dans les préparatifs. Vendredi 20 août, le président de la Commission électorale nationale (CEN), Gaba Siponhon Kué, président de la Cour d'appel, avait également réclamé, pour les mêmes raisons, un report de l'élection au 29 août. Estimant avoir reçu des autorités des assurances suffisantes, il a déclaré samedi que le scrutin pourrait se dérouler *« dans des conditions acceptables le 25 août comme prévu »*.

Edem Kodjo, candidat du Collectif de l'opposition démocratique (COD-2), a confirmé la *« suspension »* de sa participation au processus électoral tout en se refusant à *« utiliser le terme de boycottage »*. Le second candidat de l'opposition, Yao Agboyibo, qui s'est abstenu de faire campagne, a appelé *« la population de Lomé et de ses environs »* à manifester lundi pour obtenir *« le report des élections »*.

Les deux autres candidats officiels, Ifè Adani et Jacques Amouzou, indépendants, étant considérés comme des comparses, la perspective d'une victoire sans concurrence du président sortant, le général Gnassingbé Eyadéma, a provoqué des dissensions parmi les observateurs étrangers déjà présents à Lomé. – *(AFP, Reuter.)*

POLITIQUE

Le gouvernement en séminaire

Édouard Balladur veut faire oublier son échec monétaire

De retour de Chamonix, Edouard Balladur a convoqué la totalité de ses ministres pour un «séminaire» lundi 23 août. Mercredi 25 (et non mardi, comme primitivement annoncé), le premier ministre tiendra une conférence de presse afin d'annoncer le programme de son gouvernement dans les mois à venir. Le lendemain, il se rendra à Bonn pour rencontrer son homologue allemand. Par cette remise en route rapide de la machine gouvernementale, il veut faire oublier la crise monétaire qui, pourtant, continuera à influencer sa politique économique.

Vite. Très vite oublier cet été qui n'a pas été gâché que par le mauvais temps. Et surtout effacer de la mémoire des Français cette crise monétaire qui a fait connaître au gouvernement sa première grande défaite. Le devoir de rentrée d'Edouard Balladur est tout tracé : projeter son action dans l'avenir pour faire perdre le souvenir d'un passé récent.

D'où son apparente tranquillité quand, depuis son chalet de Chamonix, le 12 août, il s'est efforcé de faire croire qu'il passait des vacances, certes studieuses, mais aussi méritées que réparatrices. D'où, après une rapide évocation des ennuis du franc, son insistance sur l'important programme de travail qui l'attendait à Paris. D'où surtout sa volonté de remettre très vite en marche la machine gouvernementale pour amener sa majorité à débattre des projets qui vont lui être soumis plutôt qu'elle ne se perde en critiques de sa politique monétaire et donc économique. D'où son aller et retour à Paris, la semaine dernière, pour accélérer la mise au point de la loi quinquennale sur l'emploi. D'où la réunion, dès ce lundi 23 août, de la totalité des ministres en séminaire. D'où la conférence de presse qu'il tiendra mercredi.

La crise monétaire ne peut pourtant pas être simplement rangée au rayon des mauvais souvenirs. Edouard Balladur sait bien que même s'il peut conserver, comme il affirme avec force vouloir le faire, la même stratégie économique, elle le contraint à modifier sa tactique. Lorsqu'il était arrivé à Matignon, il pensait que sa seule personnalité, renforcée par la composition de son équipe où les adversaires du franc fort ne détiennent aucun poste économique ou européen, permettrait d'assurer la stabilité de la monnaie. Il pensait donc pouvoir jouer avec toutes les autres manettes de l'action économique, sans tenir compte du marché des changes, persuadé que si le franc avait été attaqué dans les mois précédents, c'est parce que les investisseurs internationaux n'avaient pas confiance dans les socialistes. La crise de l'été lui a donné tort : il a perdu une bataille que Pierre Bérégovoy, lui, avait réussi à gagner.

Les lourds dossiers de l'automne

Cette défaite ne va pas seulement donner de nouveaux arguments aux tenants de *«l'autre politique»*, si nombreux parmi la base de la majorité. Elle va contraindre le premier ministre à réintégrer parmi les paramètres dont il lui faut désormais tenir compte, les pressions sur la monnaie. Déjà, la baisse des taux d'intérêt, dont il se vantait tant au printemps, estimant que c'était le meilleur soutien possible à l'activité économique et donc à la lutte contre le chômage, ne figure plus au rang de ses priorités immédiates. On comprend qu'il juge utile de faire le point avec tous les membres de son gouvernement, qui sont aussi ses seuls vrais relais parmi l'imposante troupe des parlementaires du RPR et de l'UDF.

L'automne s'annonce donc délicat pour Edouard Balladur. Les dossiers gouvernementaux sont lourds : le budget, dans lequel il faudra à la fois trouver de l'argent pour les actions de l'État jugées prioritaires et pour, comme cela a été promis, baisser l'impôt des revenus moyens ; la loi quinquennale pour l'emploi, dont le projet a été fort mal reçu par les syndicats et que la gauche promet de combattre avec vigueur, alors même qu'une partie de la droite pourrait regretter qu'il n'aille pas assez loin dans la déréglementation ; le GATT, dont les négociations vont entrer dans une phase décisive et pour lesquelles la France aura besoin du renfort de l'Allemagne – cela ne sera certainement pas la discussion la plus facile qu'Edouard Balladur aura, jeudi 26, avec Helmut Kohl, – alors que l'Allemagne a montré, au cours de la crise monétaire, qu'elle n'était pas prête à sacrifier ses intérêts nationaux à la solidité de l'axe Paris-Bonn. Sans parler de la réforme de la loi Falloux, qui divise plus la majorité que ne l'avait laissé croire le premier vote acquis à la fin de la session de printemps.

Divergence stratégique

Les dossiers politiques sont tout aussi brûlants. Qu'Édouard Balladur ait voulu ou non viser Charles Pasqua lorsque, le 12 août, il s'est moqué de ceux qui lui conseillent de ne parler que de sécurité et d'immigration, le résultat est là : il apparaît bien qu'il y a entre le chef du gouvernement et son ministre de l'intérieur une divergence stratégique. La violente sortie du second contre le Conseil constitutionnel est en totale contradiction avec la volonté du premier de respecter scrupuleusement les institutions et leur pratique, à une époque – la cohabitation – où ce respect est, à la fois, particulièrement délicat et indispensable au bon fonctionnement de l'État républicain. Edouard Balladur, pour se garder sur sa droite, a certainement besoin de Charles Pasqua, mais celui-ci n'est pas homme à n'être qu'un serviteur dévoué et obéissant. Son jeu personnel peut fort gêner l'hôte de Matignon.

Pour calmer ce ministre turbulent, Edouard Balladur ne peut guère compter sur l'autorité de Jacques Chirac. Déjà le président du RPR a refusé, malgré les demandes du premier ministre, de désavouer Philippe Séguin après que celui-ci eut à la mi-juin proposé *«une autre politique»*. Aujourd'hui, le chef du gouvernement peut se dire que cet incident a eu sa part dans la brutalité des attaques contre le franc. En tout cas, force lui est de constater que, pendant cette crise monétaire, si importante pour lui mais aussi pour la monnaie nationale, il n'a guère été soutenu par le maire de Paris. Cela peut avoir créé une faille entre les deux hommes qui, si c'est le cas, – comme le laisse penser le refus du premier ministre le 12 août de reconnaître au président de son parti la qualité de *«candidat naturel»* du RPR à la présidentielle – bousculerait tout l'échiquier politique.

L'impatience de Jacques Chirac, et donc son éventuelle volonté d'ouvrir plus vite la campagne présidentielle que ne le souhaiterait Édouard Balladur, compliquerait aussi sensiblement la tâche du premier ministre. Cette ouverture ne pourrait que nourrir des ferments de division au sein de la majorité. Déjà celle-ci aura bien du mal à surmonter sans éclater l'épreuve des élections européennes de juin prochain. Les volte-face du chef du gouvernement sur sa possible acceptation de conduire une liste unique confirment la mesure qu'il a du danger, alors qu'il semble persuadé qu'il y aura deux listes concurrentes, donc antogonistes.

Le cauchemar vécu par Édouard Balladur à la fin de juillet ne sera pas qu'un mauvais souvenir de vacances. Il pourrait n'être qu'un signe avant-coureur des difficultés qui l'attendent.

THIERRY BRÉHIER

Le faux pas de Titus

Titus n'a pas la retenue toute britannique de son maître. Ne pouvant réfréner un élan d'affection pour un congénère de rencontre, vendredi 20 août, sur le sentier des Pyramides, dans le massif du Mont-Blanc, Titus, le setter irlandais de la famille Balladur, a fait chuter le garde du corps du premier ministre. Le fonctionnaire des V.O. (voyages officiels) n'a pu éviter la sympathie soudaine de Titus et s'est fait une vilaine entorse au genou. Ce incident imprévu dans la randonnée pédestre du chef du gouvernement a nécessité l'intervention du peloton de gendarmerie de haute montagne de Chamonix, où M. Balladur passait ses vacances.

Les sauveteurs ont précisé que le blessé, paralysé par la douleur à 1 800 mètres d'altitude, avait dû être hélitreuillé vers la vallée. Privé de son ange gardien, le premier ministre est redescendu à pied en compagnie d'un guide de hautemontagne vers le village des Bossons, avant de regagner son chalet de Chamonix.

Les réactions au plan quinquennal pour l'emploi

Le Parti socialiste annonce «une rude bataille»

«La bataille sera très rude», a prévenu Henri Emmanuelli. L'ancien président socialiste de l'Assemblée nationale a dénoncé, dimanche 22 août au «Forum RMC-*l'Express*», l'avant-projet de loi quinquennale pour l'emploi du gouvernement, destiné, selon lui, *«à prendre la revanche sur un siècle de conquêtes sociales»*. Jugeant qu'Edouard Balladur *«prenait les choses à l'envers»*, que sa politique s'apparentait *«à de la déflation salariale»*, que le gouvernement faisait preuve de *«cécité»* et qu'il importait *«d'en finir avec le discours classique de la croissance, de la formation et de la réduction du temps de travail»*, M. Emmanuelli a mis en garde la majorité : *«Attention, vous avez bénéficié d'un très beau score en mars, mais il y a 85 % de salariés dans ce pays et sur ce terrain-là, nous, socialistes, nous nous battrons aussi fort et beaucoup plus fort que nous ne l'avons fait pour la loi Falloux.» «Je crains pour la démocratie*, a-t-il ajouté, *si l'on n'arrive pas raisonnablement à régler les problèmes.»*

Une préoccupation partagée également par Jack Lang. Dans un entretien au *Figaro* du lundi 23 août, l'ancien ministre de la culture estime que *«malheureusement, pour le chômage, l'imagination n'est pas au pouvoir»* et plus généralement s'inquiète de *«la santé de notre démocratie. «Quel divorce éclatant*, insiste-t-il, *entre le discours apaisant, volontiers modéré et pacificateur du premier ministre et la réalité des actes (...). L'Etat de droit est chaque jour entaillé ou érodé, sans que personne ne réagisse vraiment (...). Seul le président de la République a trouvé les mots justes et forts pour inviter les citoyens à sauvegarder le droit. Que vienne vite le temps où notre pays sortira de cette anesthésie et retrouvera son esprit critique et imaginatif!»*

Laurent Fabius a critiqué aussi ce plan pour l'emploi. Dans un communiqué publié dimanche 22 août, il constate *«qu'à côté de quelques mesures utiles (chèque-service, capital temps-formation, simplification de certaines dispositions), il s'agit d'un plan décevant qui fera reculer non pas le nombre des chômeurs mais les droits des salariés». «Ce plan*, ajoute l'ancien premier secrétaire du PS, *ne créera pas d'emplois parce qu'il fait l'impasse sur le soutien de la demande, sur le renforcement de la protection européenne et sur une nouvelle organisation du temps (...). Face aux avantages nouveaux qu'il leur confère, il ne demande aucune contrepartie aux dirigeants patronaux, en particulier aucun engagement de réduction négociée du temps de travail. En revanche, ce plan augmentera pour les salariés la précarité.»*

L'annulation de certaines dispositions de la loi sur l'immigration

M. Pasqua réclame une révision de la Constitution sur le droit d'asile

Dans un article que publie *le Figaro* du lundi 23 août, Charles Pasqua, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, indique qu' *«il n'y a pas d'autre chemin que la révision de la Constitution»* en ce qui concerne l'application du droit d'asile. Déplorant la récente censure par le Conseil constitutionnel (*le Monde* du 17 août) de certaines dispositions de la loi sur l'immigration qui, selon lui, *«se bornaient à intégrer les accords de Schengen et de Dublin dans notre droit interne»*, M. Pasqua affirme que le Conseil a vidé ce texte de *«toute portée réelle»*.

Considérant que *«la pression migratoire à laquelle nous allons devoir faire face est sans commune mesure avec celle que nous avons connue»* et que *«les pays voisins adaptent leur législation dans cette perspective»*, le ministre d'Etat écrit que, par la décision du Conseil constitutionnel, *«la France vient, elle, d'ouvrir toutes grandes les portes de l'accès à son territoire»*. En conséquence, M. Pasqua suggère de *«constitutionnaliser les principales dispositions des accords de Schengen et de Dublin, ainsi qu'il a été procédé l'an dernier pour les accords de Maastricht». «Et il y a une certaine urgence à le faire*, conclut le ministre, *puisque ces accords doivent entrer en vigueur le 1er décembre prochain. C'est dans cette voie que, sauf à renoncer à leur politique, le gouvernement et la nouvelle majorité doivent maintenant rapidement s'engager»*.

On indiquait, lundi matin à l'hôtel Matignon, que *«le sujet sera abordé lors du séminaire gouvernemental»* organisé le même jour.

Le Front national prépare sa campagne européenne

M. Le Pen veut défendre un «nouveau protectionnisme»

A l'occasion de sa traditionnelle rentrée politique, effectuée comme chaque année dans son village natal de La Trinité-sur-Mer (Morbihan), le président du Front national, Jean-Marie Le Pen, a affirmé, samedi 21 août, qu'il est devenu *«nécessaire»* pour son mouvement de se *«situer résolument dans l'opposition au gouvernement»*. Dans la perspective des élections européennes de 1994, il a proposé un *«nouveau protectionnisme»* fondé sur *«le rétablissement des frontières»*.

LA TRINITÉ-SUR-MER (Morbihan)

de notre envoyé spécial

Dans la droite ligne du discours qu'il avait prononcé, un an plus tôt au même endroit, quatre semaines avant le référendum sur la ratification des accords de Maastricht, Jean-Marie Le Pen a engagé le fer, samedi 21 août, devant près d'un millier de personnes réunies, sous un chapiteau, à La Trinité-sur-Mer, contre *«le libre-échangisme»* – ou, mieux, *«le libertarisme économique»*, – qui constitue *«la doctrine officielle de l'établissement»*.

Un an après la ratification de *«l'infâme traité»*, le président du Front national estime que *«l'avenir* [lui] *a donné raison»* : les prévisions sur le taux de croissance sont, chaque jour, plus pessimistes, le nombre des faillites augmente et le changement de majorité n'y a rien changé. Après cinq mois d'une prudente et courtoise observation de l'action de M. Balladur, M. Le Pen juge que, désormais, *«il est nécessaire de nous situer résolument dans l'opposition au gouvernement». «M. Balladur cherche à gagner du temps pour gagner la présidentielle, soit pour son candidat virtuel, soit pour lui-même*, a-t-il indiqué. *Cela fait perdre beaucoup de temps à la France»*.

Si le dirigeant d'extrême droite admet qu'il puisse y avoir une conception, celle *«de la gauche et de la maçonnerie»*, qui fait de la France *«la fille de la Révolution et la mère des droits de l'homme»* et qui *«ouvre nos frontières à l'ensemble des citoyens du monde»*, il regrette que celle-ci soit encore partagée par une partie de la nouvelle majorité. Quant à l'actuelle cohabitation – qui ressemble fort, selon lui, à une *«collaboration»* – entre le président de la République et le premier ministre, le constat du président du FN est formel : *«Si le conflit n'apparaît pas, c'est qu'il y a convergence.»*

Lors de son *«devoir de vacances»*, comme il appelle lui-même son habituel discours de rentrée devant ceux de ses fidèles qui ont attrapé *«la trinitite»*, comme lors d'une rencontre avec la presse, organisée quelques heures plus tôt dans sa résidence secondaire, M. Le Pen a pris quelques exemples, pour assurer qu'il n'y avait pas eu de rupture entre la politique de l'actuel premier ministre et celle de ses prédécesseurs socialistes. Le plan pour l'emploi? Dès avant qu'il ne passe à *«la moulinette des rencontres avec les syndicats»*, ce n'est qu'un *«rhabillage»* de mesures anciennes. La politique monétaire? Le *«franc fort»* et le *«franc vrai»* sont deux choses bien distinctes.

«Des peuples sous-capables»

Quant aux «lois Pasqua», elles sont *«tout à fait insuffisantes». «Ce qu'il faut, c'est faire cesser toute immigration, faire cesser tout regroupement familial»*, a affirmé M. Le Pen dans son discours. Auparavant, comme pour tester un «bon mot», il avait même précisé à ce propos, devant les journalistes, que la censure partielle du Conseil constitutionnel, bien qu' *«éminemment condamnable»*, n'avait fait qu' *«émasculer un eunuque». «On me dirait qu'il y a des connivences réciproques, pour se fournir des alibis, les uns les autres, que je n'en serais pas étonné»*, avait-il estimé. Enfin, le président du FN a réitéré la demande qu'il avait soumise à M. Balladur, dès le mois d'avril, d'une réforme du mode de scrutin, faute de quoi *«il ne fallait pas compter sur les voix des électeurs du Front national, dans l'hypothèse où l'on aurait besoin d'eux, aux élections présidentielles»*.

En l'absence de vrai changement, *«le dernier espoir reste l'action du Front national pour être le noyau de ceux qui veulent défendre la conception traditionnelle de la nation»*. Renouvellant son refus de voir la France soigner *«la misère du monde»*, M. Le Pen s'est interrogé sur le fait de savoir s'il n'y aurait pas, en Afrique notamment, *«des peuples sous-capables, au moins au regard des critères que nous avons admis pour l'économie moderne»*.

Il faut donc rétablir les frontières, pour les hommes mais aussi pour les produits. Le président du Front national a ainsi esquissé les contours de sa prochaine campagne pour les élections européennes. *«M. Balladur fait une erreur de diagnostic*, a-t-il expliqué. *Ce que le chômage français a de spécifique, c'est qu'il est lié à l'immigration, mais aussi au libre-échangisme, pratiqué chez nous de façon quasi religieuse, et qui aboutit à la destruction de pans entiers de notre économie.» «Notre projet n'est pas xénophobe»*, a-t-il assuré. Pour lui, la notion de frontière ne doit pas en effet être entendue comme une nouvelle ligne Maginot, mais comme *«une membrane vivante laissant passer ce qui est favorable, mais non ce qui ne l'est pas»*.

JEAN-LOUIS SAUX

Les poursuites contre le président du conseil général de la Réunion

Le sénateur (RPR) Éric Boyer s'est rendu à la justice

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION

de notre correspondant

Après quarante-trois jours de «cavale» sur l'île, Éric Boyer, président du conseil général et sénateur (app. RPR) de la Réunion, s'est rendu, dimanche 22 août, à la justice. Il faisait l'objet d'un mandat d'arrêt depuis le 16 juillet dans une affaire de corruption (*le Monde* du 28 juillet). Aussitôt après sa reddition, M. Boyer a été transféré dans une chambre cellulaire du centre hospitalier de Saint-Denis, en raison de son état de santé et de son état psychologique. Selon son conseil, il a été *«très éprouvé»* par son passage dans la clandestinité, qui n'a jamais recueilli l'adhésion populaire escompté par son entourage.

Le sénateur était entré en «marronnage» le 11 juillet, trois jours après la levée de son immunité parlementaire par le Sénat. Il avait décidé de se soustraire à l'action de la justice pour ne pas subir *«l'humiliation»* d'une mise en détention et pour manifester sa désapprobation vis-à-vis du *«manque de sérénité»* de l'appareil judiciaire local.

A.D.

□ **Le porte-parole de l'UDF estime que *«l'imagination n'est pas à la hauteur de la crise»*.** – Jean-Pierre Raffarin, porte-parole de l'UDF, a indiqué, vendredi 20 août, que l'UDF allait demander *«des programmes et une mobilisation plus ambitieuse que ce qui est aujourd'hui engagé». «Nous pensons*, a-t-il déclaré à l'agence Reuter, *qu'il faut mobiliser davantage le pays pour l'emploi. L'ampleur de la crise est telle qu'il faut vraiment engager un effort national d'innovation. Pour le moment, l'imagination n'est pas à la hauteur de la crise.»*

CARNET DU Monde

Anniversaires de naissance

– Bon anniversaire,

Lucien.

Claude, Gilles, Jean-Louis, Claude, Marie-France, Catherine, Claire.

Décès

– M. Jacques Gautier,
son époux,
François, Laurence, Pierre-Yves Gautier,
ses enfants,
Joachim,
son petit-fils,
Micheline Lavaud et Violette Teillet,
ses sœurs,
ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Mme Andrée GAUTIER,

survenu le 21 août 1993.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 25 août, à 16 heures, en l'église Saint-François-Xavier, Paris-7e.

11, rue Monsieur,
75007 Paris.
59, rue de Rennes,
75006 Paris.

– Nous apprenons la mort de

Marcel JUIN,
ancien chef des services intérieurs au *Monde*,

survenue le 21 août 1993 à Saint-Estève (Pyrénées-Orientales).

Les obsèques auront lieu mardi 24 août à 10 h 30 en l'église du Vieux-Saint-Estève.

[Né le 5 mai 1907, Marcel Juin avait commencé à travailler en 1920 à la Société générale. Après plusieurs emplois, il était entré au *Temps*, en 1937, comme aide-comptable. Il avait rejoint notre journal en 1946, où il était devenu cadre administratif en 1951, puis chef de service en 1970, avant de prendre sa retraite. Unanimement apprécié pour sa compétence professionnelle et son extrême affabilité, Marcel Juin a laissé au journal le souvenir d'un dévouement et d'une constance sans failles. La direction et le personnel du *Monde* présentent à ses proches leurs plus vives condoléances.]

– Mme Maria Sardari,
Le docteur
Frédéric-Ferreydoun Sardari,
Catherine, Fernand, Alexis Frasquet,
Les familles Leconte, Frasquet, Sardari, Qadjar Davallou Sardari, Hoveyda, Sepahbodi, Encha, Farbod, Sadighi, Shahrokhi, Matbouï, Razavi,
ont l'immense douleur de faire part du décès du

docteur Amir-Mansour SARDARI,

le 17 août 1993.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue Denis-Poisson,
75017 Paris.

Messes anniversaires

– Pour le quatrième anniversaire du rappel à Dieu de

Jean REYRE,

décédé le 24 août 1989, une affectueuse pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé, en union avec la messe qui sera célébrée le 24 août.

Anniversaires

– Il y a deux ans, le 24 août 1991,

MAMALON

rejoignait

PAPA AMON.

Leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants
invitent tous ceux qui les ont aimés à avoir une pensée pour eux.

– Pour le dixième anniversaire de la mort de

Mechthild VAYSSIÈRE,
née Brinkmann,

une affectueuse pensée est demandée à ceux qui gardent son souvenir.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du «Carnet du Monde» sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

ENVIRONNEMENT

Nouvelle manifestation contre le tunnel du Somport avec Eric Petetin

« No pasaran ! »

La libération anticipée d'Eric Petetin, à la suite d'une grâce présidentielle, n'a pas démobilisé les opposants au tunnel routier du Somport (Pyrénées-Atlantiques). Prévu de longue date, un rassemblement de manifestants écologistes a eu lieu, samedi 21 août, devant la gare (désaffectée) de Bedous.

BEDOUS (Pyrénées-Atlantiques)

de notre envoyé spécial

Au lieu de réclamer la libération de leur camarade emprisonné, les manifestants ont acclamé... Eric Petetin lui-même, sorti la veille de sa prison de Dordogne et tout juste arrivé de Bordeaux avec Marie, sa compagne enceinte de sept mois, ainsi qu'une délégation des Verts comprenant Antoine Waechter, Dominique Voynet, Andrée Buchmann et Yves Cochet.

Heureux mais visiblement marqué par sa détention, Eric Petetin est entré dans la petite foule de ses partisans – trois cents personnes au plus – aux cris de « *No pasaran !* ». Ce mot d'ordre, repris aux républicains espagnols en lutte contre les troupes franquistes, est aujourd'hui le cri de ralliement de tous ceux qui luttent contre les projets d'élargissement de la route nationale 134, qui mène de Pau au col du Somport (90 km) et permet de rejoindre la grand-route de Saragosse. (200 m)

« *On peut encore sauver cette terre avant qu'ils ne la bétonnent et la bitument, mais il va falloir se battre !* », lance « l'Indien du Somport » juché sur une table, devant une banderole proclamant : « *Nous sommes tous des ours en colère !* ». Eric Petetin rappelle les grandes étapes du combat qu'il mène depuis maintenant cinq ans contre le futur « *couloir à camions* » que deviendrait la vallée d'Aspe si on laisse creuser le tunnel. Il s'en prend au « *capitalisme marchand* » et demande « *qu'on arrête la course aux autoroutes, la course à la mort* ». Il invite ses partisans à créer partout des comités Somport, sur le modèle des comités Larzac, dans les années 70, qui avaient réussi à empêcher l'extension du camp militaire.

« Crime contre l'intelligence »

Le représentant de l'association locale de protection de la nature (Sepanso Béarn) dénonce à son tour une opération en trois temps – le tunnel du Somport, l'autoroute Pau-Oloron et l'élargissement de la RN 134 – *qui lui semble « une mécanique infernale »* du type de la vallée de la Maurienne (Savoie), submergée par les camions après la construction du tunnel du Fréjus et obligée aujourd'hui d'accepter l'autoroute. Quant à Antoine Waechter, il appelle « *l'ensemble des Français* » à venir visiter la vallée d'Aspe, afin de constater « *le crime contre l'intelligence* » qui menace les valléens « *otages de Pau, Saragosse et des entreprises de travaux publics* ».

Devant ses troupes décontenancées, Eric Petetin annonce qu'il ne montera pas sur le site du futur tunnel, gardé par d'importantes forces de l'ordre. « *Les gendarmes m'y attendent pour m'arrêter à nouveau*, confie-t-il ensuite. *Je préfère employer d'autres moyens peut-être plus efficaces, comme les dispositions légales et le Conseil d'Etat.* » Mais les militants rassemblés devant la gare de Bedous, dans une chaleur moite de préorage, veulent monter au chantier pour déployer leurs banderoles. La plupart sont des étrangers – Britanniques, Néerlandais, Scandinaves et même Baltes – qui ont passé trois semaines à vivre l'écologie près de Saint-Girons (Ariège) lors du camp baptisé « Ecotopia ».

Ils se retrouvent devant les cordons de gendarmes mobiles qui protègent le site du futur chantier, au lieu-dit les Forges-d'Abel, la dernière gare avant le tunnel ferroviaire du Somport, construit entre 1908 et 1913, et abandonné depuis 1970. Ces jeunes chevelus et barbus, dont quelques-uns vivent à demeure à « *la Goutte d'eau* », un gîte d'étape peu ordinaire installé dans la gare désaffectée de Cette-Eygun, rejouent alors les hippies californiens de 1968 : ils offrent des fleurs aux gendarmes, se livrent à d'innocentes jongleries et chantent l'hymne composé spécialement pour la défense de la vallée d'Aspe.

Les gendarmes, trop jeunes pour avoir connu 1968, paraissent surpris de cette tactique non-violente du sit-in. Ils attendaient l'Indien à la tête de ses troupes, prêts à arracher les nouveaux grillages. Ils découvrent des adolescents aux cheveux d'ange qui revivent l'âge d'or de « *Peace and Love* ».

ROGER CANS

FAITS DIVERS

Retrouvée morte près de Colmar

Une jeune fille turque aurait été assassinée par sa famille

Nazmiye, quatrième enfant des Llikpinar, famille turque de Colmar (Haut-Rhin), et leur seule fille, adolescente de quinze ans née en France – « *parfaitement intégrée à la vie du quartier et du collège* », selon le principal adjoint du collège Molière, où elle était élève de cinquième – aurait été assassinée par des membres de sa famille. Elle a été étouffée ou étranglée – l'enquête le déterminera, – puis abandonnée dans un fossé le long d'une route, à proximité d'Herrlisheim.



Elle avait été découverte le dimanche 15 août par un promeneur à bicyclette et la gendarmerie avait très vite soupçonné une affaire criminelle. Jeudi 19 août, quatre membres de la famille Llikpinar, la mère, âgée de quarante-trois ans, le père, un ouvrier maçon de cinquante-trois ans, et deux des trois frères, âgés de dix-neuf et vingt et un ans, ont été placés en garde à vue, avant d'être inculpés, puis incarcérés, samedi 21 août.

« *Conflit de génération, de culture, de mode de vie* », avance discrètement Jean Pierre Laffite, substitut du procureur de la République au tribunal de grande instance de Colmar, qui précise qu'il reste à déterminer qui a tué et comment cette terrible décision a pu être prise en famille. Nazmiye ne portait ni foulard ni longue robe comme sa mère. Elle n'était pas très bonne élève, mais elle se sentait bien au collège Molière, en sécurité, protégée. Elle avait des copains, des copines, aimait sortir et s'amuser. « *Comme tous nos élèves, qui ne sont guère faciles* », précise le principal adjoint du collège Molière.

En juin dernier, elle avait elle même demandé, par l'intermédiaire de l'assistante sociale de l'établissement, à être placée dans un foyer pour adolescentes de Strasbourg. Et le juge pour enfants avait accédé à sa demande. Un vendredi après-midi de juin, un éducateur du foyer était venu la chercher au collège. Elle n'avait pas cours cet après-midi-là, se souvient le principal adjoint, mais elle s'était réfugiée au collège, pour ne pas rentrer chez elle.

La mère et l'un des frères avaient fait irruption le lendemain dans l'établissement, exigeant qu'on leur « *rende* » la jeune fille, outrés qu'on la leur « *vole* », incapables d'entendre que sa fuite était volontaire. Puis plus rien, jusqu'à ce dimanche 15 août et la découverte du corps de Nasmiye dans un fossé.

Le 9 août, la jeune fille avait quitté son foyer pour rejoindre sa famille., Le 13 août, un voisin l'avait aperçu à la fête foraine de Colmar, en compagnie d'un garçon de son âge.

Ch. G.

SCIENCES

Précurseur d'une série de missions internationales

La sonde américaine Mars-Observer ne répond plus

Les ingénieurs de la NASA ont perdu tout contact avec la sonde Mars-Observer, dimanche 22 août, alors que cette dernière arrivait en vue de la planète Mars. Cet incident pourrait porter un coup fatal à une mission importante pour l'avenir de l'exploration planétaire.

Mars-Observer marque en effet le renouveau de l'aventure martienne, interrompue depuis dix-sept ans, après l'extraordinaire moisson de données ramenées par les sondes américaines Viking. Lancé le 25 septembre 1992, cet engin de quelque 980 millions de dollars devait, pendant une année martienne (687 jours), cartographier toute la surface de la planète rouge avec une résolution de 480 à 7 500 mètres et détailler avec une précision extrême (1,4 mètre) les zones susceptibles d'accueillir des petits robots d'exploration. Son rôle était de préparer ainsi la voie à toute une série de missions d'exploration automatique internationales prévues jusqu'en 2 003 (*le Monde* du 14 octobre 1992).

La sonde américaine devait se mettre en orbite autour de Mars mardi 24 août à 19 h 42 (heure française, à l'issue d'un voyage de 720 millions de kilomètres. Elle a cessé d'émettre vers la Terre dimanche matin à 3 heures (heure de Paris), juste après avoir reçu des contrôleurs au sol l'ordre de pressuriser les réservoirs de ses moteurs de freinage afin de préparer les manœuvres d'approche. L'engin est programmé pour être capable d'effectuer seul sa mise en orbite, à condition que les réservoirs aient bien été pressurisés, a indiqué la NASA. Mais cela ne servira à rien si les communications ne peuvent pas être rétablies.

Tout espoir n'est pas vraiment perdu. Ce genre d'incident s'est déjà produit à plusieurs reprises lors des onze mois de voyage de la sonde entre la Terre et Mars. A chaque fois, elle était parvenue à modifier automatiquement la position de ses antennes de manière à capter à nouveau les signaux envoyés depuis le centre de contrôle de Pasadena (Californie). Depuis, les ingénieurs de la NASA pensaient avoir réussi à réparer à distance l'ordinateur responsable de ces défaillances.

Si le contact n'est pas rétabli cette fois, les projets d'exploration martienne, déjà touchés par les difficultés économiques (la mission franco-russe Mars-1994 a été reportée à 1996), pourraient bien ne pas s'en relever.

J.-P. D.

Les incendies de forêts en Corse

De nombreux départs de feux ont été observés près de Corte

Grâce à l'absence de vent, les incendies qui se développaient en Corse depuis plusieurs jours ont presque tous été maîtrisés au cours du week-end. C'est notamment le cas de Severia (Haute-Corse), où 110 hectares de maquis et 22 hectares de forêt ont été consumés, ainsi que d'Urtaca, où 856 hectares de gros maquis, comprenant des chênes et oliviers centenaires, ont été la proie des flammes jeudi 19 et vendredi 20 août. Seul l'incendie de Bocognano (Corse-du-Sud) n'était toujours pas éteint lundi matin 23 août, après avoir parcouru quelque 300 hectares en cinq jours.

Pratiquement inaccessible par voie terrestre, ce feu ne peut être combattu que par les avions Canadair et Tracker, qui ne sont pas en nombre suffisant. Dimanche 22 après-midi, trente-huit nouveaux départs de feu ont été constatés, dont quinze dans la région de Corte.

A Canaglia, une quinzaine d'hectares de pins ont été détruits sur les contreforts du Monte d'Oro. Les Canadair ont largué de l'eau jusqu'à la nuit pour éviter la propagation du feu dans la forêt domaniale de Vizzavona. – (*AFP, Reuter.*)

En fuite depuis vingt-quatre heures

Le meurtrier d'un gendarme en Haute-Savoie a été interpellé près de Lyon

Eddy Rota, qui avait tué un gendarme vendredi 20 août à Saint-Ferréol (Haute-Savoie), a été blessé au cours de son arrestation, samedi 21 à Brignais, près de Lyon. Il a été touché au cou et à l'épaule lors de la fusillade qui a suivi cette interpellation.

Il a été hospitalisé dans un état sérieux, mais ses jours ne sont pas en danger.

En fuite depuis vingt-quatre heures, Eddy Rota, toxicomane, recherché pour escroqueries, était poursuivi entre Annecy et Lyon par la police, qui avait déclenché le plan Vautour. Le malfaiteur est accusé d'avoir tué l'adjudant-chef Jean-Claude Liard (*le Monde* daté 22-23 août), au moment d'une première tentative d'interpellation à Saint-Ferréol (Haute-Savoie). Il était localisé samedi matin près de Lyon. Au cours d'une tentative de fuite en voiture, le malfaiteur a légèrement blessé un autre gendarme.

□ **Interpellation de trois hommes soupçonnés d'être des militants néonazis.** – Trois hommes de nationalité française, en possession d'armes et d'autocollants néonazis, ont été interpellés à bord d'une Renault 14, lors d'un banal contrôle routier, dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21 août à Villepinte (Seine-Saint-Denis). Ils transportaient des documents ornés de croix gammées cerclées de rouge, avec les mentions « *Hitler avait raison* » et « *Halte à l'immigration* ». Deux revolvers et des cartouches ont également été trouvés dans le véhicule. Les trois hommes ont été placés en garde à vue, dimanche 22 août, à Villepinte, avant d'être présentés devant le parquet de Bobigny.

□ **Septième décès par surdose en onze jours dans l'Hérault.** – Un homme âgé de vingt-cinq ans a été retrouvé mort, après l'injection d'un stupéfiant frelaté ou trop concentré, samedi 21 août à Gignac (Hérault). C'est la septième personne, en onze jours, à avoir succombé à la suite d'une surdose dans le département de l'Hérault (*le Monde* daté 22-23 août). Deux personnes ont été placées en garde à vue, puis remises en liberté vendredi et samedi, dans le cadre de l'enquête menée par la gendarmerie de Lodève, afin de démanteler la filière qui écoule ce produit mortel.

□ **Incendie d'un méthanier dans le port de Marseille.** – Un important incendie s'est déclaré pendant la nuit du vendredi 20 août au samedi 21, dans le port de Marseille, à bord d'un navire transporteur de gaz. Le feu a été circonscrit vers 2 h du matin. Le méthanier *Hassy Ha-Melr*, battant pavillon algérien, était en cale sèche depuis une quinzaine de jours dans la zone nord du port. L'incendie avait pris naissance dans une cabine d'officier pour une raison accidentelle. Les membres de l'équipage et leurs familles sont indemnes, à l'exception de deux enfants incommodés par la fumée. Cent cinquante marins-pompiers sont intervenus sur l'incendie, qui a recouvert les quartiers nord de Marseille d'une épaisse fumée noire.

MÉDECINE

Malgré l'injonction du ministère de la santé

La Société européenne de diffusion refuse de retirer des supermarchés les pansements Sédastéril

Depuis quelques jours, une controverse oppose le ministère délégué à la santé aux responsables de la Société européenne de diffusion (SED) à propos de la vente des pansements de marque Sédastéril (*le Monde* du 20 août). Le conflit est né avec la diffusion d'une campagne de publicité télévisée vantant la « vertu » antiseptique de ces pansements « *enfin* » vendus en grande surface.

Alerté par la direction générale de la santé, le ministère délégué à la santé a estimé que ces pansements, ainsi présentés, pouvaient être considérés comme des médicaments et, dès lors, devaient être retirés des circuits de commercialisation en supermarché. Pour le ministère, le fait d'utiliser le mot « antiseptique » consistait à dire que le pansement aurait « *une action désinfectante sur les plaies* ».

Arguant des conséquences économiques de cette décision ministérielle, la SED (150 millions de francs de chiffre d'affaires en 1992) en contestait fermement le bien-fondé en s'appuyant sur une directive européenne du 15 juin 1993. Ce texte précise qu'un pansement dont la compresse est imprégnée d'un produit antiseptique est un objet non médical.

Or l'application de cette directive ne devrait pas intervenir en France avant le 1er juillet 1995. « *Par ailleurs,* souligne-t-on au ministère délégué à la santé, *s'il est exact que cette directive ne considère pas un pansement antiseptique comme un médicament, ce texte prévoit un régime d'autorisation aussi exigeant pour ce type de produit que pour les médicaments.* »

Soucieux malgré tout de trouver au plus vite une conclusion acceptable pour les deux parties, le ministère demandait à la SED « *de lui préciser la composition exacte du Sédastéril pour déterminer si le produit comporte une substance ayant une action thérapeutique. En outre, si la SED le souhaite,* ajoutait-on au ministère, *nous pouvons charger l'Agence du médicament de procéder dans les meilleurs délais à une expertise sur ce point* ». Or la SED, qui refusait déjà l'injonction ministérielle de retrait de ces produits, refuse aujourd'hui une telle expertise, estimant que l'Agence du médicament n'est que l'émanation du ministère de la santé et qu'elle ne saurait, à ce titre, adopter une position objective. La SED rappelle que des pansements imprégnés de produit antiseptique sont vendus en grande surface depuis trente ans. Un recours gracieux a été déposé auprès de Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, et la firme en vient à invoquer publiquement « *le bon sens des pouvoirs publics* ».

A la direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (ministère de l'économie), on entend dédramatiser la situation. Estimant, que d'un point de vue juridique, il n'y a pas de vrai problème, on rappelle que ce type de produit imprégné d'antiseptique est, en effet, depuis longtemps vendu en supermarché. Toute la question, dès lors, est celle de la sanction que pourrait raisonnablement encourir une firme qui, jouant sur les mots, utilise la composition d'un produit paramédical à des fins publicitaires. Dans l'attente, la SED explique que la décision à venir de M. Douste-Blazy met en jeu plusieurs emplois dans sa nouvelle usine de Forbach.

J-Y N.

Aux Etats-Unis

Deux sœurs siamoises séparées par des chirurgiens de Philadelphie

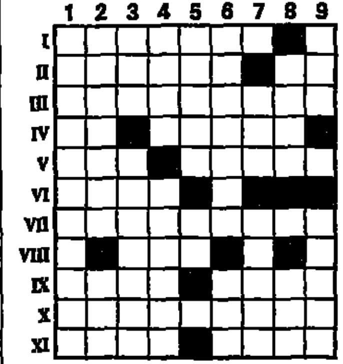
Une opération de séparation de deux sœurs siamoises a été tentée, vendredi 20 août, par une équipe de chirurgiens américains de l'hôpital pour enfants de Philadelphie (Pennsylvanie). Le bilan de cette opération, qui a coûté la vie à l'une des petites patientes, restait incertain lundi 23 août au matin.

L'intervention, qui a duré cinq heures trente, a consisté à « transférer » à la petite Angela les organes vitaux uniques qu'elle partageait avec sa sœur Amy, « sacrifiée » pour des raisons « *anatomiques* », sans doute en raison de sa plus faible constitution. La première partie de l'opération a été consacrée à la séparation du foie et la seconde à la reconstruction d'un cœur à quatre cavités – celui des sœurs siamoises en avait six.

Le docteur James O'Neill, responsable de cette équipe américaine, avait déclaré qu'il faudrait attendre plusieurs jours pour se prononcer sur les chances de survie d'Angela, jugeant dimanche 22 la situation « *encourageante* » . – (*AFP, Reuter.*)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 6111



HORIZONTALEMENT

I. Met de l'eau dans son vin. – II. Nasal, pour le taureau. Partie du matin. – III. Peuvent être vérifiées quand il y a une descente. – IV. Qui est bien rentré. Quand on les prend, on s'étale. – V. Coule en Europe. Quand on y est, on ne peut plus sortir. – VI. Permet de faire ses preuves. – VII. Une préparation qui était utilisée contre les cafards. – VIII. Cri de celui qui s'est fait pincer. – IX. Couche sur la glace. Bonne à cueillir. – X. En Italie, l'entrée y est payante. – XI. On peut y accrocher la culotte. Difficile à retourner.

VERTICALEMENT

1. Peut être faite d'une seule pièce. – 2. Qui ne manque pas de cran. Un point d'union. – 3. Comme la vérité. Amateurs d'insectes. – 4. En Allemagne. Une manœuvre trompeuse. – 5. N'est pas très pur à la cuisine. Partie du Népal. – 6. Comme parfois un ver. Souvent piquant quand il est bon. – 7. Possessif. Avancée quand il est tard. – 8. Restaurant de quartier. Se livre à une action d'éclat. – 9. Maison de campagne. De Salomon, dans les bois.

Solution du problème nº 6110

Horizontalement

I. Pion. Avares. Glu. – II. Errent. Lire. Lis. – III. Réa. Etre. Evian. – IV. Chirurgiens. – V. Obligations (militaires). Ir. – VI. Eléphant. Arno. – VII. Ma. Osée. Ferrets. – VIII. Abot. En. Lui. Lit. – IX. Notes. Icare. Ami. – X. Cie. Ecu. Navet. – XI. Es. Flambées. – XII. Coli. Iso. Frit. – XIII. Merises. Nil. Si. XIV. Vertes. Et. Rodéo. – XV. Ers. Réitération.

Verticalement

1. Performances. Ve. – 2. Ire. Abois. Mer. – 3. Oracle. Oté. Cers. – 4. N.E. Hilote. Fort. – 5. Neiges. Sellier. – 6. Attrapée. Caisse. – 7. Ruthénium. – 8. Aléria. Biset. – 9. Ri. Gonflages. Té. – 10. Ereinteur. Eon. – 11. Sèves. Riens. IRA. – 12. In. Ar. Flot. – 13. Glas. Relaver. Di. – 14. Lin. Intime. Iséo. – 15. Us. Prostitution.

GUY BROUTY

Revanches

Plus de 580 000 spectateurs enthousiastes ont suivi, du 14 au 22 août à Stuttgart, les IVes championnats du monde d'athlétisme. Ceux-ci ont été marqués par l'amélioration de quatre records du monde (110 m haies par le Britannique Colin Jackson, 4 x 400 m par le relais américain, 400 m haies par la Britannique Sally Gunnel et triple saut par la Russe Anna Biryakova).

L'équipe des Etat-Unis a obtenu les meilleurs résultats d'ensemble avec 26 médailles, dont 13 d'or. Juste derrière, la Chine avec huit médailles, dont 4 d'or, fait une percée remarquable grâce à ses lanceuses et surtout ses coureuses de demi-fond qui, à la surprise générale, se sont imposées sur 1 500, 3 000 et 10 000 m. Les Etats de l'ex-URSS obtiennent globalement un score comparable à celui qu'ils réalisaient naguère sous la bannière de Moscou avec 25 médailles réparties entre la Russie (16), la Biélorussie (4) l'Ukraine (3), le Tadjikistan (1) et le Kazakhstan (1).

Individuellement, les championnats du monde de Stuttgart ont été l'occasion pour les grands battus aux Jeux olympiques de 1992 de prendre leur revanche. Colin Jackson (110 m haies), Frankie Fredericks et Merlene Ottey (200 m), Dan O'Brien (décathlon), Gail Devers (100 m haies), Mike Powell (longueur), Sergueï Bubka (perche), Nourredine Morceli (1 500 m), Werner Gunthoer (poids) ont décroché à Stuttgart la médaille d'or qu'ils n'avaient pu obtenir à Barcelone.

En revanche, Lindford Christie (100 m), Kevin Young (400 m haies), Javier Sotomayor (hauteur), Mike Conley (triple saut), Andreï Abduvaliyev (marteau), Jan Zelezny (javelot) sont remontés sur la plus haute marche chez les hommes, ainsi que Gail Devers (100 m), Sally Gunnel (400 m haies), Heike Dreschler (longueur), Jackie Joyner-Kersee (heptathlon) chez les dames. Aucun athlète n'est parvenu à gagner trois médailles d'or dans la même discipline consécutivement, à Tokyo, Barcelone et Stuttgart. Le grand perdant est Carl Lewis, qui a laissé filer le titre mondial du 100 m, qui n'a disputé ni la longueur ni le 4 x 100 m et qui a dû se contenter du bronze sur 200 m.

L'équipe de France qui place autant d'athlètes dans les huit premiers (13 finalistes) que lors des championnats 1991, est néanmoins revenue sans médaille de Stuttgart. Elle n'aura à son crédit que deux records de France, l'un sur 400 m haies (Stéphane Diagana) et l'autre sur 4 x 400 m (Jean-Louis Rapnouil, Pierre-Marie Hilaire, Jacques Farraudière, Stéphane Diagana).

De nos envoyés spéciaux à Stuttgart
ALAIN GIRAUDO et JÉRÔME FENOGLIO

1 500 m messieurs

Abdi Bile, un espoir pour la Somalie

Après de longues tergiversations concernant sa participation au Mondial de Stuttgart, l'Algérien Noureddine Morceli a conservé le titre du 1 500 m qu'il avait gagné à Tokyo en devançant l'Espagnol Fermin Cacho, champion olympique à Barcelone, et le Somalien Abdi Bile, champion du monde 1987 à Rome.

Après la remise des médailles, le point de passage obligé des trois premiers de chaque épreuve des championnats du monde d'athlétisme est la conférence de presse. A Stuttgart, elle a lieu dans une tente aménagée à côté du stade. Une estrade recouverte de feutrine verte, une centaine de chaises, des micros baladeurs, un mur de logos, un traducteur finissant d'apprendre l'anglais dans la méthode Assimil... Atmosphère moite, ambiance glauque. Les trois premiers du 1 500 m tripotent le bouquet de fleurs et la peluche qu'on vient de leur offrir.

Première question à Noureddine Morceli, le vainqueur, qui louche vers la salle avec le regard du gamin qui n'a pas révisé ses leçons. Maintenant qu'il a gagné, et conservé le titre de 1991, est-il content d'avoir finalement participé aux championnats du monde ? Sur la piste, l'Algérien ressemble à un lièvre. Dès qu'il la quitte, il a l'air d'un lapin apeuré sorti d'un chapeau. Il s'exprime en anglais, cherche ses mots, s'applique à ne rien dire. Le propos relève de l'exégèse.

Un « revenant » de trente et un ans

Noureddine Morceli se devait donc d'être là par respect pour les plus grands athlètes qui participaient aux compétitions. Ce n'était pas une question d'argent, les Jeux et le Mondial n'étant pas faits pour en gagner. Il n'a donc pas de différend avec le président de la Fédération internationale, Primo Nebbiolo. Il était confiant dans ses possibilités de victoire, contrairement aux Jeux olympiques, où il relevait de blessure. Il était donc prêt à riposter à toutes les tactiques développées par ses adversaires pour leur faire échec et ne se serait plus laissé prendre, comme à Barcelone, dans une nasse.

A ces bonnes nouvelles, Noureddine Morceli ajoute qu'il pourrait s'attaquer au 5 000 m la saison prochaine. Il laisse entendre qu'il a un désaccord avec la Fédération d'athlétisme algérienne. Il n'évoque pas les derniers drames dans son pays. Il n'a pas un mot pour sa compatriote, Hassiba Boulmerka, la championne olympique qui vient de terminer troisième du 1 500 m...

La langue de Morceli met plus de temps à faire le tour de sa bouche qu'il n'en a mis à faire le dernier tour de piste. Elle est d'un bois avec lequel on ne fait pas de flûte. Aucun son n'en sortira sur ses rapports avec les islamistes, ni sur son conflit d'intérêt avec le chausseur officiel de la Fédération algérienne.

Fermin Cacho passe à la question en second. C'est sa place sur le podium. L'Espagnol est plus loquace, sans être plus disert. Le champion olympique sera bref. Pour lui, Morceli était imbattable cette année, sa victoire est donc amplement méritée. Il ne pense pourtant pas qu'il a dit son dernier mot.

Plus un concurrent est mal placé, plus *il* fait court. C'est presque pour la forme qu'on demande donc à Abdi Bile son avis sur la course. C'est un « has been » qui a été champion du monde à Rome en 1987. On avait alors découvert un coureur de grande taille, étonnamment fluide dans ses mouvements, doté d'une prestance seigneuriale. Il avait abandonné le football à dix-huit ans pour aller étudier le marketing et s'entraîner sur le mile dans une université de Virginie.

Aucun Somalien, avant lui, n'avait jamais gagné la moindre médaille d'or dans une quelconque compétition sportive internationale. Cela avait fait grand bruit. D'autant qu'à l'époque Abdi Bile semblait en mesure de faire exploser le record du monde du 1 500 m que détenait le Britannique Sebastian Coe. Il aurait pu y parvenir en 1989 à Pescara (Italie) s'il n'avait percuté le lièvre qui l'avait amené à 300 mètres du but. Son palmarès ne s'est pas enrichi depuis six ans, une série de blessures l'empêchant de participer aux grands rendez-vous. On est un peu surpris de le revoir sur un podium, alors qu'il est maintenant âgé de trente et un ans.

« Au moins une minute de bonheur »

Abdi Bile semble très ému. Il se mord les joues et regarde le toit de la tente. Il fait des efforts pour empêcher des larmes de couler. La voix du Somalien est pourtant étonnamment claire. Elle tinte comme une sonnette d'alarme. Elle réveille l'attention : *« Depuis des mois, des années, la Somalie est ravagée par la guerre civile. Des dizaines de milliers de personnes sont mortes. Des dizaines de milliers de personnes manquent de nourriture et de médicaments. J'espère que pour mes compatriotes cette médaille représentera au moins une minute de bonheur. »*

Des phrases bouleversantes. Dites avec le cœur ; elles font apparaître le contenu mesquin, presque sordide, des propos tenus auparavant par Noureddine Morceli et Fermin Cacho. A côté de ces champions égocentriques, incapables de voir plus loin que leur course et leurs problèmes personnels, un homme incarne la souffrance d'un peuple. Abdi Bile rappelle que l'horreur ne fait pas relâche pendant les championnats du monde d'athlétisme. On court, on saute, on lance sous les applaudissements, pendant que d'autres, ailleurs, le font sous les balles.

Noureddine Morceli et Fermin Cacho ont quitté la salle de conférences pour participer à la cérémonie de clôture des championnats. Abdi Bile continuera de parler longtemps. Il raconte comment il est resté sans nouvelles de sa femme et de sa fille, qui travaillaient au Koweït pendant la guerre du Golfe, alors que lui était parti s'entraîner en Suisse.

Il ne comprend pas comment la Somalie, qui était le pays le plus tranquille d'Afrique à la fin des années 70, est devenue une terre baignée de sang. Ou, plutôt, il sait trop bien que la corruption du gouvernement a inéluctablement amené à la révolte et aux exactions. Il explique comment une partie de sa famille a péri dans un bateau en voulant se réfugier au Kenya...

Adbi Bile voudrait que sa médaille contribue à rétablir la paix dans son pays. Il n'a plus confiance dans l'opération des « casques bleus ». Il craint que le monde entier ne se désintéresse du sort de son pays. Il voudrait pouvoir y retourner, retrouver de la famille. En attendant, il vit à Albuquerque (Nouveau-Mexique), où il a recueilli un jeune parent qui avait pu se réfugier au Kenya.

Et il va continuer à contribuer, à sa façon, à aider son pays : *« J'ai souvent été blessé*, dit-il. *Cela m'a souvent empêché de participer aux grandes compétitions. L'an dernier, à Barcelone, j'ai porté le drapeau de la délégation en pleurant. Je m'étais cassé une jambe et je ne pouvais pas courir. Cette année, je suis en meilleure santé. Je vais continuer à courir pour qu'on parle de la Somalie. »* Avec sa médaille de bronze, il y est déjà parvenu.

A. G.

Record du monde américain au 4 × 400 m

Relais de vengeance

Les Américains Andrew Valmon, Harry Butch Reynolds, Quincy Watts et Michael Johnson, ont battu le record du monde du relais 4 x 400 m de plus d'une seconde, en 2 min 54 s 29. Les Français Jean-Louis Rapnouil, Pierre-Marie Hilaire, Jacques Farraudière et Stéphane Diagana, quatrièmes, ont amélioré le record de France, qui remontait à 1972, en 3 min 0 s 09.

Les caprices de la programmation ont voulu qu'ils reçoivent leur médaille d'or en pleine cérémonie de clôture des championnats du monde. Sur la plus haute marche du podium, au-dessus de la foule des athlètes, ces quatre-là étaient bien à leur place. Mardi, trois d'entre eux avaient offert à Stuttgart l'un de ses meilleurs souvenirs. Une bataille de rue sur un tour de piste. Séparés par des couloirs, ils n'avaient toutefois pas réussi à se pousser assez fort pour battre le record du monde. Dimanche, unis par un bâton, ils se sont propulsés l'un l'autre pour fournir à ces championnats du monde leur apothéose. Ils ont soudé leurs rancœurs, fédéré leur volonté de revanche, pour lire ce chiffre sur le tableau d'affichage : 2 min 54 s 29. Une seconde de mieux que leurs prédécesseurs de Barcelone. Près de deux secondes de moins que Lee Evans et ses acolytes, qui avaient profité de l'altitude de Mexico, en 1968, pour hisser le record à des hauteurs réputées aussi inaccessibles que le saut de Bob Beamon.

Le retour du maudit

Avec l'abnégation d'un « second couteau », Andrew Valmon s'est jeté en tête dans ce tour de piste. Dans la profusion américaine du 400 mètres, celui-là fait partie de la flopée de coureurs qui pourraient former une équipe B, assurée de la médaille d'argent. Andrew Valmon veut prouver qu'il mérite sa place parmi les étoiles. Chauffeur de luxe, il a lancé le moteur de la Cadillac américaine, composée de trois meilleurs « performers » sur la distance de tous les temps.

Le premier, Quincy Watts, champion olympique, voulait oublier sa déconvenue du mardi, cette chaussure éventrée dès les premières foulées qui l'avait empêché de se mêler à la bagarre. Or Watts est de ces coureurs qui n'aiment que l'empoignade sur le tartan. L'ancien chef de gang, qui avait réussi à se voir fermer sur lui les portes de toutes les écoles de Detroit à 14 ans, aime à se souvenir : *« J'étais un sale gosse, le genre de môme qui s'amusent à torturer les gosses en cachette »*. En un tour de piste, il a ébouillanté tous ses adversaires. Les Américains sont déjà seuls sur la piste lorsqu'il passe le témoin à Harry Butch Reynolds.

Le recordman du monde n'a même pas besoin de se vouloir méchant pour aller vite. Il court poussé par une injustice, du moins le clame-t-il, vieille de deux ans. Il tire sur ses bras pour effacer ce contrôle positif qui l'a éloigné des stades et l'a lancé dans une interminable guérilla juridique contre la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF). Au bout de son relais, Butch Reynolds voit poindre la plus douce des revanches. Tout à l'heure, Primo Nebiolo, le président de l'IAAF, l'homme dont il avait annoncé qu'il voulait se venger en venant à Stuttgart, lui remettra sa médaille d'or en personne. D'un sourire, il ratifiera le retour du champion maudit. *« J'ai enfin prouvé que j'étais propre »*, clamera Butch Reynolds. En attendant, il finit de creuser un gouffre entre les Américains et les autres. Il compte plus de 20 mètres d'avance lorsqu'il lance le quatrième étage de la fusée.

Avec ce témoin dans la main, Michael Johnson a enfin trouvé l'accessoire qui manquait à sa foulée comique. Il est un général vainqueur qui passerait les troupes en revue. Il ne court plus, il défile. Mardi, le champion du monde avait boudé pour n'avoir pu décrocher le record en même temps que la médaille d'or. Le voilà propulsé par ceux qui n'avaient su le bousculer alors. Il franchit la ligne et sourit à peine en déchiffrant le tableau. Comme s'il connaissait le résultat avant de partir. Comme s'il n'avait jamais douté de cette recette que les relayeurs du 4 × 100 français avaient su faire mentir en leur temps : les meilleurs coureurs du monde s'additionnent forcément pour un chiffre record.

J. F.

10 000 m messieurs

Le coup de « pompe » de Gebresilasie

Médaille d'argent sur 5 000 m, l'Ethiopien Hailé Gebresilasie s'est imposé dans le 10 000 m après avoir fait perdre une chaussure au Kenyan Moses Tanui à l'attaque du dernier tour.

Richard Chelimo a une grosse tête de Stendhal qui se serait débarbouillé au cirage. En tout cas, la tête d'un type auquel on en veut. L'an dernier, c'étaient les juges de Barcelone qui lui avaient joué un mauvais tour. Ils lui avaient fait croire pendant vingt-quatre heures qu'il avait gagné le 10 000 m. Puis ils s'étaient ravisés et avaient accordé le titre et la médaille d'or au Marocain Khalid Skah, un moment soupçonné d'avoir bénéficié de l'aide illicite de son compatriote Hammou Boutayeb.

Cette année, pour se consoler, Chelimo avait tenté de passer sous la barre des 27 minutes au 10 000 m, mais il avait échoué d'une poignée de centièmes de seconde, alors que quelques jours après, son compatriote Yobes Ondieki y parvenait, lui, sans autres soucis. Ecœuré par sa mésaventure sur 5 000 m, Khalid Skah avait renoncé à s'aligner sur 10 000 m et que Yobes Ondieki n'avait pas été retenu dans l'équipe kenyane pour avoir refusé de participer aux épreuves de sélection.

Comme à Tokyo en 1991 et à Barcelone en 1992, Richard Chelimo a pourtant laissé partir le train de la victoire, sans lui, à Stuttgart. Son compatriote Moses Tanui, tenant du titre, n'avait pas l'intention de se laisser dépouiller. Il prit le commandement des opérations à six tours de l'arrivée avec l'Ethiopien Hailé Gebresilasie sur ses talons. L'expression est à prendre au pied de la lettre ! A l'attaque du dernier tour, celui-ci marcha carrément sur le pied du Kenyan qui en perdit sa chaussure... Il partit alors au sprint pour tenter de décrocher l'Ethiopien qui résista et le doubla dans les derniers mètres.

Après avoir récupéré sa « pompe » déchiquetée par les pointes du vainqueur, Moses Tanui menaça d'en mettre un coup sur la tête à Gebresilasie qui, naïvement, venait lui donner l'accolade. Il y a eu réclamation. Elle fut rejetée. La tension monta entre les délégations, comme lors d'un incident de frontière. Richard Chelimo, qui avait réussi à accrocher la troisième place, se proposa alors de jouer les « casques bleus ». Fort de l'expérience acquise dans son conflit avec Skah, sans doute. Il se chargea donc de rappeler qu'un championnat du monde, ce n'est pas la guerre, et que les coureurs doivent se comporter les uns à l'égard des autres de façon amicale.

A. G.

Tableau des médailles

	OR	ARGENT	BRONZE
ETATS-UNIS	13	7	6
CHINE	4	2	2
RUSSIE	3	8	5
GRANDE-BRETAGNE	3	3	4
KENYA	3	3	4
ALLEMAGNE	2	2	4
ESPAGNE	2	1	2
CUBA	2	1	0
FINLANDE	1	2	0
JAMAÏQUE	1	1	3
ETHIOPIE	1	1	1
UKRAINE	1	1	1
NAMIBIE	1	1	0
ALGÉRIE	1	0	1
JAPON	1	0	1
MOZAMBIQUE	1	0	0
NORVÈGE	1	0	0
SUISSE	1	0	0
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	1	0	0
TADJIKISTAN	1	0	0

DOSSARD

Laurence Bily sur une corde raide

D'abord, il y a ce pincement. Assise dans les tribunes du stade de Stuttgart, Laurence Bily, l'ancienne sprinteuse française, s'est laissé rattraper par le passé. Ces mains plaquées sur le tartan, ces pieds calés dans les starting-blocks, ces rituels intimes d'avant-course lui ont apartenu pendant des années. Mais Laurence Bily a tiré un trait sur sa carrière d'athlète à l'issue de Jeux de Barcelone gâchés par une blessure. Samedi 21 août, elle regarde le départ du relais 4×100 mètres féminin de sa nouvelle place d'entraîneur national.

Vient l'angoisse. *« Sur la piste, l'athlète sait au moins qu'il va agir, qu'il va être responsable de son sort*, dit-elle. *Dans les tribunes, un entraîneur ne peut qu'attendre que ça se passe. »* Et, ce soir, tout va mal. A l'entrée de la dernière ligne droite, Marie-José Pérec, aspirée par la ligne d'arrivée, tend une main implorante, que Valérie Jean-Charles tarde à remplir d'un bâton. La dernière charnière du relais français a grincé. La porte de la finale claque sur les doigts des sprinteuses en bleu, disqualifiées pour passage de témoin hors zone.

C'est l'heure des palabres pour la délégation française, qui plaide sa cause avec l'aide des images télévisées : les jambes de Marie-José Pérec ont bien franchi la limite, mais dans son dos, le bras a agrippé le bâton dans la zone. Tard dans la soirée, le relais retrouve le bénéfice de sa deuxième place – une chance que n'auront pas les garçons, également disqualifiés pour une transmission illicite. Dimanche, la quatrième place de Patricia Girard, Odiah Sidibe, Valérie Jean-Charles et Marie-José Pérec en finale étouffera les derniers échos d'un psychodrame dont personne n'aura su faire l'économie.

Entraîner un relais, surtout féminin, n'a jamais été une sinécure. *« Les mecs ne s'entendent pas forcément mieux que les filles,* se désole Laurence Bily, *mais ils sont tous là au rassemblement. Ils se battent pour la même cause. »* Athlète, Laurence Bily se souvient d'avoir donné du fil à retordre à un entraîneur, à cause d'un différend personnel avec une de ses partenaires. Depuis qu'elle a cessé de courir entre deux lignes blanches, c'est à elle de recoudre les fils distendus par le poids des ego, à elle de marcher sur une corde raide, au-dessus de gouffres de mesquinerie : *« Il faut essayer de maintenir l'équilibre, sans cesse au bord de la rupture »*, dit-elle.

Assistance psychologique

A Stuttgart, la nouvelle tâche de Laurence Bily est devenue mission impossible. Il fallait intégrer les humeurs de diva de Marie-José Pérec dans le quatuor. Or la personnalité de la Guadeloupéenne n'est guère soluble dans un collectif. Entre les deux jeunes femmes, les relations s'enveniment de contentieux passés. Laurence Bily pensait que Marie-José Pérec se remettait des fatigues du 200 m et s'entraînait de son côté. La championne olympique attendait qu'on vienne la chercher. Moralité, lorsque la séance d'échauffement de samedi s'est transformée en séance d'entraînement de dernière minute, lorsqu'il a fallu se dépêcher de mettre de l'huile dans les rouages, les dents ont grincé, les mots ont sifflé, les larmes ont coulé. Et, sur la piste, la catastrophe a été évitée de justesse.

Dimanche, Laurence Bily jurait qu'on ne l'y reprendrait plus. *« Sur le moment, j'ai été choquée de comportements que je n'avais jamais vus en équipe de France,* expliquait-elle. *Dorénavant, il faudra que tout le monde participe aux stages de relais, ce qui a été impossible cette année, et il faudra former un groupe dès le départ. »* L'ancienne recordwoman de France du 100 mètres se souvient qu'il n'y a pas longtemps, elle souffrait aux côtés des athlètes qu'elle est censée diriger aujourd'hui. Elle ne se veut donc pas garde-chiourme : *« Ni entraîneur ni copine : une conseillère. »* Sans que son autre rôle au sein de la fédération – le suivi social des athlètes – ne se complique de l'assistance psychologique à de jeunes femmes au bord de la crise de nerfs.

De sa carrière, Laurence Bily dit ne ramener qu'un seul regret : sa blessure aux championnats d'Europe de Split, en 1990, qui l'aura privée d'une médaille sur 100 m, alors qu'elle était encore la meilleure sprinteuse française. De Stuttgart, elle reviendra avec peu de bon souvenirs, juste des *« émotions »*. Elle a regardé son ami Pierre Camara – à qui elle donnera un enfant dans quelques mois – échouer dans sa quête d'une médaille en triple saut. Elle a vu son relais éviter de peu la dislocation. Elle sait désormais que passer de la piste aux tribunes n'est pas le meilleur moyen d'échapper aux déceptions.

J. F.

DU MONDE D'ATHLÉTISME

Les sauts en hauteur hommes et femmes

Triplé cubain

Le Cubain Javier Sotomayor a remporté le concours du saut en hauteur en franchissant 2,40 m. La veille, ses compatriotes Ioamnet Quintero (1,99 m) et Silvia Costa (1,97 m) avaient réussi un doublé dans le concours féminin.

L'événement valait bien un coup de fil de Fidel Castro au chef de sa délégation à Stuttgart. Les Cubains ont réalisé le grand chelem au saut en hauteur. Samedi, Ioamnet Quintero, la jeune, et Silvia Costa, l'ancienne, ont beaucoup ri de leur doublé resté sagement en deçà des 2 mètres. Les deux grandes filles, parmi les rares de leur pays à ne pas avoir pris le chemin des terrains de volley-ball, savaient qu'elles le devaient en partie à l'absence des deux maîtresses de la discipline : l'Allemande Heike Henkel et la Bulgare Stefka Kostadinova.

Dimanche, Javier Sotomayor n'a eu besoin d'aucune défection pour s'imposer dans le concours masculin. Il possède un truc infaillible : il lui suffit de placer la barre à 2,40 m, une hauteur qu'il a déjà franchie dix fois mais où ses adversaires manquent encore d'oxygène. Puis, comme Sergueï Bubka quelques jours auparavant, Javier Sotomayor a tenté – sans succès – d'améliorer son record du monde à 2,46 m. Le Cubain partage désormais avec l'Ukrainien ce don qui leur permet de survoler leurs adversaires et de régenter leur discipline d'un pouvoir absolu.

Chez Sotomayor, âgé de vingt-sept ans, cette supériorité se nourrit d'une volonté de rattraper le temps perdu. Car le Cubain a dû patienter avant de faire savoir qu'il était devenu imbattable et attendre la fin du boycott des Jeux olympiques par son pays, qui l'a privé de deux JO d'affilée. Surtout, ne lui demandez pas de condamner cette décision de boycott du « Lider maximo », qui l'a tenu à l'écart des sautoirs internationaux. La réponse est tranchante, affûtée par l'habitude : *« Ce n'est pas le gouvernement mais l'ensemble des sportifs cubains qui ont pris cette décision. Et je suis fier d'y avoir apporté ma voix. »*

Javier Sotomayor, athlète au service du peuple cubain, n'en veut qu'au sort qui a rajouté deux années d'attente à celles du boycott. En lui enlevant son entraîneur de toujours – l'homme qui rêvait pour lui de la barrière de 2,50 m, – décédé en 1989. En lui imposant une mauvaise blessure au dos, qui lui coûta une année de préparation et les championnats du monde de Tokyo. Abîmer son corps de caoutchouc reste, depuis, sa seule hantise. A Stuttgart, il nettoyait soigneusement le sol de ses gravillons, pour éviter l'accident pendant qu'il tentait son record du monde. Il avait depuis longtemps balayé ses adversaires pour saisir cette médaille d'or, le seul titre majeur qui lui manquait.

J. Fe.

Les résultats des 21 et 22 août

Dames

1 500 m (rm : 3 min 52 s 47) : 1. D. Liu (Chi), 4 min 00 s 50 ; 2. S. O'Sullivan (Irl), 4 min 03 s 48 ; 3. H. Boulmerka (Alg), 4 min 04 s 29.

10 000 m (rm : 30 min 13 s 74) : 1. J. Wang (Chi), 30 min 49 s 30 (nouveau record du monde juniors) ; 2. H. Zhong (Chi), 31 min 12 s 55 ; 3. S. Barsosio (Ken), 3 min 15 s 38 ; 17. M. Rosarie (Fra), 32 mn, 54 s 65.

4x100 m (rm : 41 s 37) : 1. Russie (O. Bogoslovskaïa, G. Malchugina, N. Voronova, I. Privalova), 41 s 49 ; 2. Etats-Unis (M. Finn, G. Torrence, W. Vereen, G. Devers), 41 s 49 ; 3. Jamaïque (M. Freeman, J. Campbell, N. Mitchell, M. Ottey), 41 s 94 ; 4. France (P. Girard, O. Sidibé, V. Jean-Charles, M.-J. Pérec), 42 s 67.

4x400 m (rm : 3 min 15 s 17) : 1. Etats-Unis (G. Torrence, M. Malone, N. Kaiser-Brown, J. Miles), 3 min 16 s 71 ; 2. Russie (Y. Ruzina, T. Alekseïeseva, M. Ponomarïova, I. Privalova), 3 min 18 s 38 ; 3. Grande-Bretagne (L. Keough, P. Smith, T. Goddard, S. Gunnell), 3 min 23 s 41 ; 6. France (E. Devassoigne, E. Elien, F. Landre, M.-L. Bevis), 3 min 27 s 08.

Hauteur (rm : 2,09 m) : 1. I. Quintero (Cub), 1,99 m ; 2. S. Costa (Cub), 1,97 m ; 3. S Kirchmann (Aut), 1,97 m.

Triple saut (rm : 14,97 m) : 1. A. Biryukova (Rus), 15,09 m (nouveau record du monde) ; 2. Y. Chen (Rus), 14,70 m ; 3. I. Prandhzheva (Bul), 14,23 m.

Javelot (rm : 80,00 m) : 1. T. Hattestad (Nor), 69,18 m ; 2. K. Forkel (All), 65,80 m ; 3. N. Shikolenko (Biè), 65,64 m.

Messieurs

1 500 m (3 min 28 s 86) : 1. N. Morceli (Alg), 3 min 34 s 24 ; 2. F. Cacho (Esp), 3 min 35 s 56 ; 3. A. Bile (Som), 3 min 35 s 96.

10 000 m (rm : 26 min 58 s 38) : 1. H. Gebresilasie (Eth), 27 min 46 s 02 ; 2. M. Tanui (Ken), 27 min 46 s 54 ; 3. R. Chelimo (Ken), 28 min 06 s 02.

4 × 100 m (rm : 37 s 40) : 1. Etats-Unis (J. Drummond, A. Cason, D. Mitchell, L. Burell), 37 s 48 ; 2. Grande-Bretagne (C. Jackson, T. Jarrett, J. Regis, L. Christie), 37 s 77 (nouveau record d'Europe, ancien record 37 s 79 par la France en 1990) ; 3. Canada (R. Esmie, G. Gilbert, B. Surin, A. Mahorn), 37 s 83.

4×400 m (rm : 2 min 55 s 74) : 1. Etats-Unis (A. Valmon, Q. Watts, B. Reynolds, M. Johnson), 2 min 54 s 29 (nouveau record du monde) ; 2. Kenya (K. Ochieng, S. Kemboi, A. Matilu, S. Kitur), 2 min 59 s 82 ; 3. Allemagne (R. Lieder, K. Just, O. Hense, T. Schonlebe), 2 min 59 s 99 ; 4. France (J.-L. Rapnouil, P.-M. Hilaire, J. Farraudière, S. Diagana), 3 min 00 s 09 (nouveau record de France, ancien record 3 min 00 s 65 en 1972).

3 000 m steeple (rm : 8 min 02 s 08) : 1. M. Kiptanui (Ken), 8 min 06 s 36 ; 2. P. Sang (Ken), 8 min 07 s 53 ; 3. A. Lambruschini (Ita), 8 min 08 s 78.

Hauteur (rm : 2,45 m) : 1. J. Sotomayor (Cub), 2,40 m ; 2. A. Paryka (Pol), 2,37 m ; S. Smith (G-B), 2,37 m ; ... 11. J.-C. Gicquel (Fra), 2,25 m.

Poids (rm : 23, 12 m) : 1. W. Guenthoer (Sui), 21,97 m ; 2. R. Barnes (E-U), 21,80 m ; 3. M. Stulce (E-U), 20,94 m.

50 km marche (rm : 3 h 41 min 8 s 4) : 1. J.-A. Garcia (Esp), 3 h 41 min 41 s ; 2. V. Kononen (Fin), 3 h 42 min 02 s ; 3. V. Spitsyn (Rus), 3 h 42 min 50 s ; ... 6. R. Piller (Fra), 3 h 48 min 57 s.

(Entre parenthèses, le record du monde de la discipline et la nationalité des concurrents.)

Trois cas de dopage

Outre l'Ouzbek Dimitri Polyunin, troisième du lancer du javelot *(le Monde* daté 22-23 août), la Fédération internationale d'athlétisme a disqualifié deux autres concurrents des championnats du monde à Stuttgart pour dopage : la Russe Lilya Nurutdinova, septième du 800 m, et le Lituanien Romas Ubartas, champion olympique à Barcelone, quatrième du lancer du disque. Des traces de stéroïde anabolisant ont été retrouvées dans les urines des trois athlètes qui, outre leur disqualification, sont frappés par une suspension de quatre ans.

Katrin Krabbe à nouveau suspendue

La Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) a annoncé, lundi 23 août à Stuttgart, qu'elle avait prolongé de deux ans la mesure de suspension frappant la sprinteuse allemande Katrin Krabbe pour dopage. Il a pris la même sanction à l'encontre de deux autres sprinteuses allemandes, Grit Breuer et Manuela Derr. Katrin Krabbe, qui avait remporté le 100m et le 200m de l'édition 1991 des championnats du monde, avait été suspendue pour quatre ans par l'IAAF à la suite d'un contrôle anti-dopage positif effectué en marge des compétitions en février 1992 en Afrique du Sud. Elle avait été accusée d'avoir manipulé ses échantillons d'urine pour cacher la fraude. Katrin Krabbe avait ensuite reconnu avoir soigné son asthme à l'aide d'un médicament à base de clenbuterol, ignorant que cette substance était proscrite par l'IAAF.

En avril, la Fédération allemande d'athlétisme avait réduit la sanction à un an, jusqu'au 13 août, arguant d'une lacune de ses règlements concernant les tests hors-compétition et s'appuyant sur le droit allemand du travail qui stipule qu'un employé ne peut perdre son emploi pendant plus d'un an.

En mai, l'IAAF avait décidé que Katrin Krabbe resterait suspendue en attendant un arbitrage. C'est pour éviter une telle procédure qu'il a décidé de suspendre l'athlète pour «conduite antisportive» et non pour dopage. A moins d'un nouveau coup de théâtre ou d'une nouvelle remise de peine, Katrin Krabbe ne pourra pas participer aux prochains championnats du monde qui se disputeront à Goteborg (Suède) en août 1995.- *(AFP-AP)*

Un entretien avec Jean Poczobut

« La base d'une politique sportive se mesure d'abord au nombre de finalistes », nous déclare le président de la Fédération française d'athlétisme

Directeur technique national de la Fédération française d'athlétisme de 1978 à 1984, puis à la direction de la préparation olympique de 1986 à 1993, Jean Poczobut est président de la FFA depuis mars dernier. Il fait pour *le Monde* le point sur les résultats de la sélection nationale.

« L'équipe de France revient de Stuttgart comme d'Helsinki, il y a dix ans, sans médailles. Est-ce une régression ?

– On ne peut pas dire cela. A Helsinki, on était vraiment passé à côté. C'était la sinistrose. Il y avait eu cinq finalistes, c'est-à-dire cinq classés dans les huit premiers. Rien de comparable ici. Le comportement collectif a été bon. On a treize finalistes (1) avec cinq d'entre eux – Blondel, Corre, Diagana, Pillér et Trouabal – qui améliorent leur record personnel.

» Le seul point commun avec Helsinki, c'est l'absence de médailles. Pour le public, il n'y a malheureusement que cela qui compte. On avait quatre ou cinq chances de podium. Elles se sont toutes envolées en même temps. On n'a donc pas de cerise sur le gâteau, alors que, globalement, on se comporte aussi bien qu'aux championnats de Tokyo. Sur la base de nos résultats ici, on peut ainsi envisager cinq ou six médailles aux championnats d'Europe l'année prochaine à Helsinki.

– La France est pourtant le seul grand pays européen qui ne place personne sur le podium...

– La base d'une politique sportive se mesure d'abord au nombre de finalistes. Pas au nombre de médailles. La Namibie a deux médailles, cela ne veut pas dire qu'il y ait une politique du sport dans ce pays. En fait, nos résultats sont conformes à ceux de la Coupe d'Europe, où nous avions terminé troisièmes derrière les Britanniques. Les Britanniques remportent trois titres ici. On peut envier leur réussite. Ils n'ont plus de demi-fond, mais les sprinters ont pris le relais. La différence avec nous tient sans doute moins au système qu'ils ont mis en place, bien sûr très solide, qu'à leur rapport socio-culturel au sport. Il y a chez eux un réapprovisionnement permanent du haut niveau. Ils sont ainsi très présents lors des championnats d'Europe juniors. Hélas ! ce n'est pas le cas en France.

– Est-ce sans espoir ?

– Heureusement non. Le directeur technique national, François Juillard, a mis au point avec l'encadrement fédéral un plan appelé « Horizon 2000 », qui devrait être opérationnel dès le mois de septembre. Sous réserve des moyens pour le mener à bien, cela devrait nous permettre de retrouver les bases d'une nouvelle équipe pour la fin du siècle.

» Je pensais que ces championnats allaient amorcer la transition entre deux générations, mais cela ne s'est pas produit. Les anciens sont toujours en place. Il leur a manqué un peu de chance. Alain Blondel par exemple : avec le total qu'il a réussi au décathlon, il se serait retrouvé sur le podium de toutes les compétitions, mondiales ou olympiques, disputées depuis vingt ans, et il se retrouve cinquième du plus grand décathlon de l'histoire...

« Et crac, ça ne passe pas ! »

– La chance, il faut savoir la provoquer parfois. Pourquoi Marie-José Pérec est-elle allée tenter le diable sur 200 m ?

– Elle avait gagné les médailles d'or à Tokyo et à Barcelone sur 400 m, mais, compte tenu de son entraînement cette année, elle n'avait pas le fond pour faire trois tours de piste ici. Il ne faut donc pas remettre en cause le choix du 200 m. Il ne faut pas oublier qu'elle s'est blessée dans une période cruciale d'affûtage. Cette blessure a, sans aucun doute, influé sur sa performance.

» C'est à cause de ces petits pépins de santé qu'on peut parler de manque de chance. Pierre Camara, le triple sauteur, en a été victime, comme les sprinters Max Morinière et Gilles Quénehervé. Et quand ce n'est pas les bobos, c'est le bâton que Daniel Sangouma et Jean-Charles Trouabal n'arrivent pas à se transmettre dans la zone en demi-finale du 4 × 100 m. Ils travaillent le relais ensemble depuis sept ans. Ils constituent l'une des meilleures charnières que l'on ait jamais connues. Et crac, ça ne passe pas ! Ils provoquent la disqualification, alors que l'équipe qu'ils formaient avec Théophile et Perrot se révélait intéressante.

– Dans le cas du demi-fond, on ne peut pas parler de malchance. On est dans le trou...

– On avait deux blessés, Thierry Pantel et Tony Martens, qui n'ont pas pu être sélectionnés. Eux mis à part, personne n'avait le niveau pour venir se frotter ici aux Kenyans, aux Ethiopiens et à tous les autres. Le demi-fond est vraiment le secteur dans lequel la situation est la plus inquiétante. Il n'y a pas le moindre espoir à l'horizon. *Grosso modo*, on a la même équipe qu'en 1981. Bref, il va falloir tout reprendre avec la mise en place d'un plan spécifique pour relancer la machine. »

Propos recueillis par
ALAIN GIRAUDO

(1) Au regard du nombre de finalistes, la France se classe en onzième position derrière les Etats-Unis, la Russie, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, le Kenya, la Chine, Cuba, la Jamaïque, la Biélorussie et l'Espagne.

FOOTBALL : match nul (1-1) de la France en Suède

Un grand pas vers l'Amérique

La Suède et la France restent en tête du groupe 6 européen de qualification pour la prochaine Coupe du monde de football après leur match nul (1-1), dimanche 22 août à Stockholm. Les Français avaient ouvert le score par Franck Sauzée (76e minute), mais les Suédois ont égalisé par Martin Dahlin à trois minutes de la fin. Ce résultat satisfait les Français, qui assureraient leur qualification pour la Coupe du monde 1994, aux Etats-Unis, en obtenant encore quatre points au cours de leurs trois prochains matches, en Finlande (8 septembre) ou à Paris contre Israël (13 octobre) et la Bulgarie (17 novembre).

STOCKHOLM

de notre envoyé spécial

La nuit n'était pas encore tombée sur le stade Rasunda, dans la banlieue de Stockholm, mais les footballeurs français avaient commencé à rêver. D'une puissante frappe de plus de 20 mètres, Franck Sauzée venait de surprendre le gardien de but suédois, Thomas Ravelli. Poursuivi par tous ses coéquipiers, l'ancien Marseillais, transféré cette année à Bergame, s'était précipité vers le banc de Gérard Houllier, le sélectionneur national, qui avait chiffré à 90 % les chances de qualification de la France en cas de victoire en Suède. L'Amérique n'était plus qu'à un quart d'heure de jeu.

L'euphorie, qui avait gagné le camp français à cette perspective, n'a pourtant duré qu'une dizaine de minutes. Une mauvaise synchronisation entre les défenseurs, cherchant à s'aligner pour tenter de piéger les Suédois, permettait à Martin Dahlin de s'échapper à la limite du hors-jeu pour aller battre Bernard Lama sorti à sa rencontre. Rejoints à trois minutes du coup de sifflet final, les Français auraient pu manifester quelques regrets. Tous préféraient mettre l'accent sur le chemin parcouru depuis quatorze mois, lorsque, sur ce même stade, les deux équipes s'étaient séparées sur un score identique à l'issue du match d'ouverture du championnat d'Europe 1992.

Si l'équipe de France obtient, comme on peut raisonnablement l'envisager, sa qualification pour la World Cup des Etats-Unis, la Suède aura, une fois de plus, représenté une étape capitale. Sans remonter à la première grande épopée de 1958 avec Just Fontaine et Raymond Kopa, c'est par une victoire en Suède que la sélection dirigée par Michel Platini et emmenée par Jean-Pierre Papin et Eric Cantona, auteurs de deux buts chacun, avait débuté en 1989 la plus belle série de son histoire avec dix-neuf matches consécutifs sans défaite, dont huit victoires en huit rencontres de qualification pour l'Euro 92.

Retour en confiance

C'est au lendemain de cet Euro marqué par un échec en terre suédoise que Gérard Houllier a hérité d'une équipe orpheline de Michel Platini. Deux matches perdus sur le même score (2-0) contre le Brésil à Paris, puis en Bulgarie pour le premier match de qualification pour la World Cup, permettaient au nouveau sélectionneur de dresser un bilan inquiétant : *« L'équipe ne joue pas, elle n'ose pas, elle ne tente pas. Notre problème est technique, mais aussi psychologique. Le fantôme de l'Euro plane toujours. »*

Pour tenter de renouer avec une dynamique du succès, après neuf matches sans victoire, Gérard Houllier doit procéder par petites touches. D'abord psychologiques, pour recréer l'union sacrée autour de quelques anciens : Jean-Pierre Papin, Eric Cantona, Franck Sauzée, Didier Deschamps, Laurent Blanc, Basile Boli. Puis techniques ou tactiques, pour stabiliser la défense et mieux répartir les tâches au milieu du terrain. L'incorporation de nouveaux éléments apporte enfin un autre élan au groupe. Après deux victoires arrachées aux forceps contre l'Autriche et la Finlande, l'équipe reprend confiance . Grâce à l'efficacité d'Eric Cantona (5 buts) et de Jean-Pierre Papin (3 buts), elle s'impose même en Israël, en Autriche, puis devant la Suède, pour se replacer parmi les favoris pour la qualification.

Le test le plus probant pour le renouveau français était pourtant le déplacement à Stockholm contre une équipe demi-finaliste de l'Euro 92 et classée au quatrième rang mondial par la Fédération internationale de football la saison dernière (1). A défaut de pouvoir miser essentiellement sur Eric Cantona, diminué par une contracture à la cuisse, ou Jean-Pierre Papin, encore à court de compétition, l'équipe de France a pu rivaliser cette fois avec son adversaire, grâce à sa maîtrise collective, sa solidarité, son agressivité et au rayonnement de Franck Sauzée et Didier Deschamps. Cette faculté à s'adapter à toutes les situations devrait être un atout supplémentaire au moment d'aborder les trois derniers matches sur le chemin de l'Amérique.

GÉRARD ALBOUY

(1) Dans ce classement établi pour la première fois par la FIFA en tenant compte des compétitions et des matches amicaux, l'Allemagne précède l'Italie, la Suisse et la Suède. La France apparaît au douzième rang.

Classement du groupe 6

1. Suède et France (7 matches), 11 points ; 3. Bulgarie (7 m), 9 pts ; 4. Autriche (6 m), 4 pts ; 5. Finlande (6 m), 4 pts ; 6. Israël (7 m), 2 pts.

Restent à jouer :

25 août : Autriche-Finlande.

8 septembre : Bulgarie-Suède et Finlande-France.

13 octobre : France-Israël, Bulgarie-Autriche et Suède-Finlande.

27 octobre : Israël-Autriche.

10 novembre : Autriche-Suède et Israël-Finlande.

17 novembre : France-Bulgarie.

CYCLISME : Championnats du monde sur piste

Eric Magnin en argent

En décrochant l'argent dans l'épreuve de course aux points des Championnats du monde de cyclisme sur piste à Hamar (Norvège), remportée par le Belge Etienne de Wilde, Eric Magnin a conclu, dimanche 22 août, une semaine faste pour la France, qui revient de Norvège avec cinq médailles dont une d'or (Florian Rousseau sur le kilomètre). Au classement des récompenses, la France est seulement devancée par l'Australie. Ces championnats ont été marqués par l'effondrement des coureurs des anciens pays de l'Est. Pour la première fois depuis 1968, aucune de ces nations n'a enlevé de titre. L'Allemagne, grande triomphatrice de l'édition 1991 (six médailles d'or sur quinze), est repartie sans titre. (AFP.)

Les résultats

CYCLISME

Championnats du monde à Hamar (Norvège)

Messieurs

Course aux points

1. E. De Wilde (Bel), 26 pts ; 2. E. Magnin (Fra) 17 ; 3. V. Lakovlev (Ukr), 13.

Demi-fond

1. J. Veggerby (Dan), 85 pts ; 2. R. Koenigshoffer (Aut) 75 ; 3. C. Podlesch (All) 46.

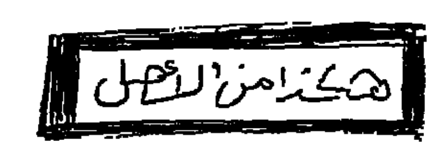
Tandem

1. F. Paris et R. Chiappa (Ita) ; 2. S. Pate et D. Day (Aus) ; A. Drcmanek et L. Hargas (Rép. Tch) .

RUGBY

Tournée de l'Afrique du Sud en Australie

L'Australie, championne du monde, a battu, samedi 21 août à Sydney, les Springboks sud-africains (19-12), lors du troisième et dernier test-match de la tournée sud-africaine en Australie. Les Wallabies se sont imposés grâce à un essai de Tim Horan (60e) transformé par Marty Roebuck, qui a également marqué quatre coups de pied de pénalité (8e, 15e, 53e, 58e). James Small et Francois Pienaar ont signé deux essais pour l'Afrique du Sud (26e et 76e – transformé par Joel Stransky).



CULTURE/*L'Été festival*

ARTS

PARIS POST WAR : ART AND EXISTENTIALISM *à la Tate Gallery de Londres*

Saint-Germain-sur-Tamise

Quand l'art français avait la beauté du désespoir

LONDRES

de notre envoyé spécial

L'exposition « Paris Post War, Art and Existentialism » (Paris après la guerre, art et existentialisme) s'attaque à un sujet dont on peut dire, sans ironie, qu'il frise le tabou. Le Musée national d'art moderne de Paris s'y est essayé deux fois – avec « Paris/Paris » puis « Les années 50 » – relayé par le Musée d'art moderne de Saint-Etienne qui en fit sa manifestation inaugurale : dans tous les cas, réactions mitigées ou critiques vives des témoins et des acteurs de l'époque.

Aujourd'hui, avec un détachement tout insulaire, les Britanniques tentent à leur tour l'exercice, en focalisant leur regard sur une douzaine d'artistes seulement, mais représentés par plus de 140 œuvres. Pari risqué, et il faut tout de suite préciser ce que cette exposition n'est pas : « Paris Post War » ne montre pas le foisonnement artistique du Paris d'après-guerre. On n'y trouve aucun des grands mouvements qui se sont développés à la Libération, ni l'abstraction géométrique, ni l'abstraction lyrique, ni cobra, ni le réalisme socialiste. Sous-titrée « Art et existentialisme », elle n'est pas non plus une analyse de l'esthétique de Sartre : en sont absents des artistes de première importance pour lui, comme Calder ou Rebeyrolle, sans parler du Tintoret (hors sujet), dont le *Saint Georges* conservé non loin de là, à la National Gallery, a inspiré quelques belles pages au philosophe.

Choix singuliers donc, qui sont à l'image des artistes retenus : des solitaires, des irréguliers de l'art qui ont construit lentement leur œuvre, moins soutenus par la critique que par les écrivains amis. Après Sartre, il faut citer Simone de Beauvoir, Beckett, Camus, Genet, Leiris, Malraux, Merleau-Ponty, Paulhan, Ponge, Prévert, Tapié – seul critique « professionnel ». Sans oublier Boris Vian, sans qui les germanopratins eussent manqué d'éclat. De discussion de café en préface de catalogue, ils formulèrent avec les artistes cet esprit nouveau qui baigna la rive gauche avant de faire le tour du monde.

Critique sociale vive et dure

Les organisateurs de l'exposition avertissent le visiteur dès l'entrée : *« Après l'euphorie de la Libération, la France s'installe dans l'austérité, l'instabilité politique et le doute spirituel. L'existentialisme s'offrait comme une philosophie de la liberté personnelle et de l'action ouvrant la possibilité d'un nouveau départ. »* En fait de nouveau départ, l'exposition débute avec ce que nombre de ses contemporains jugèrent être une régression : Jean Hélion, pionnier de l'abstraction géométrique dans l'entre-deux-guerres, était alors revenu à la figure.

Et quelles figures ! Sous une composition maîtrisée, la critique sociale perce, vive et dure : modèles tristes sur fond de papier peint en lambeaux, lecteurs absorbés par leurs journaux et indifférents les uns aux autres, mannequins à l'air plus vivant que le clochard allongé devant leur vitrine, omniprésence des baguettes de pain, en une période où il est encore rationné.

C'est le Paris de la pauvreté et de l'inquiétude, que renforce la salle suivante où Picasso côtoie Gruber. Picasso, le héros de l'époque, en passe de devenir un mythe, chez qui défilent les GI's et surtout les marchands américains, et qui fait coup double en adhérant au Parti communiste ; Picasso, l'artiste dont la peinture condamnée par les nazis vient d'avoir les honneurs du Salon d'automne de 1944, rebaptisé pour la circonstance Salon de la Libération ; Picasso dont sont montrés des tableaux hantés par la mort : squelettes, crânes d'homme ou de chèvre peints en noir et blanc.



COLLECTION PRIVÉE

Jean Hélion : Hommes lisant le journal (1950).

En comparaison, les couleurs de Gruber semblent presque gaies. Pas ses sujets. De *la Femme assise devant la cheminée* de 1940 à *Job*, – qui fit sensation au Salon de la Libération – en passant par cette femme allongée sur un *Divan rouge* aux allures de cercueil, ce ne sont que chairs marbrées, teints blafards, misère des Parisiens qui s'exprime à travers des regards hallucinés ou vides.

« Vers la laideur, l'affolement »

Hallucinés comme les portraits réalisés par Antonin Artaud. Vides comme les orbites des crânes de Picasso, ou celles du *Berger des Landes*, bronze de Germaine Richier, perché sur des échasses qui forment un tripode aérien avec lequel contraste un ventre gonflé, lui-même surmonté d'un thorax éclaté et d'un visage percé de trous béants.

L'exposition réunit un peu plus loin sept autres bronzes de Richier, mais aussi deux études et des gravures où se déploie un bestiaire extraordinaire, bref, une mini rétrospective. On attend avec impatience qu'une institution française se décide enfin à en organiser une grande, comme ce fut naguère le cas pour Giacometti. De Giacometti précisément, l'exposition montre un choix intéressant, dont les neuf *Femmes de Venise*, hélas ! alignées comme à la parade sur fond de plaques graffitées, détachées du mur de son atelier. Sartre voyait en lui l'artiste existentialiste par excellence. Il pensait la même chose de Wols, dont l'abstraction lui semblait une remarquable manifestation de l'angoisse. L'ensemble proposé – pas moins de 11 toiles et 22 aquarelles – permet de mieux comprendre la réaction de certains témoins de sa première exposition, comme Georges Mathieu qui ressortit bouleversé de la galerie Drouin.

Dans le même registre, on trouvera les dessins de Michaux, souvent exécutés sous l'influence de la mescaline par un homme persuadé que l'expérience de la douleur pouvait faire éclater le carcan de la pensée conventionnelle. Plastiquement aux antipodes, mais proche par l'esprit, la peinture austère et retirée de Bram Van Velde, autre inclassable, que le succès sut fuir avec une remarquable constance, mais qui persistait à affirmer que *« la vraie peinture va vers la laideur, l'affolement »*.

C'est également à la galerie Drouin qu'exposèrent Dubuffet et Fautrier. Dubuffet, qui se déclarait lui-même *« existentialiste enthousiaste »*, est bien représenté ici, Fautrier également. Le remarquable catalogue de l'exposition mentionne l'origine de sa série des *Otages* : grâce à l'entremise de Paulhan, Fautrier s'était réfugié en 1943 dans une clinique de Châtenay-Malabry. Certaines nuits, il était réveillé par le bruit des exécutions sommaires commises par les nazis dans les bois environnants. C'est alors qu'il entama cette nouvelle peinture, dont personne n'avait jamais vu l'équivalent, et qui seule pouvait rendre compte d'une horreur dont le monde n'avait jamais connu non plus d'autre exemple.

Voici donc, vus de Londres, les artistes existentialistes. On peut en discuter les choix, mais pas la présentation qui, avec des prêts exceptionnels soutenus par une importante documentation et le catalogue sus-mentionné, est exemplaire. Souvent suicidés de la société, mais jamais zazous, ils avaient découvert le malheur et osaient le mettre à nu. Au sein de la formidable éclosion des arts nouveaux créés par de jeunes artistes dans le Paris d'après-guerre, ils faisaient, quel que fût leur âge, figure de sages et de prophètes.

HARRY BELLET

▶ « Paris Post War, Art and Existentialism. 1945-1955 ». Tate Gallery, Millbank. London SW1P 4RG. Tél. : (19) 44-71-887-80-00. Du lundi au samedi, de 10 heures à 18 heures, le dimanche de 14 heures à 18 heures. 4 livres sterling. Jusqu'au 5 septembre.

MUSIQUES

SALZBOURG

L'Odyssée de Dallapiccola

« Ulysse », créé il y a vingt-cinq ans, fut le testament du compositeur florentin

SALZBOURG

de notre envoyée spéciale

Sacré voyage que ce programme à multiples entrées imaginé cet été par l'équipe du Festival de Salzbourg et son nouvel intendant Gérard Mortier. Passé et présent confondus, on y a vu défiler les musiciens de la grande Europe, qu'ils soient hongrois ou italiens, qu'ils s'appellent Ligeti et Kurtag (un cycle entier leur était consacré), Nono, Dallapiccola ou Monteverdi.

Tête de proue de la section parallèle Zeitfluss, Luigi Nono dominait de très haut cette traversée (*le Monde* du 17 août). Né en 1904, Luigi Dallapiccola était son aîné de vingt ans. Florentin, né en Istrie (soit, à l'époque, dans le royaume d'Autriche-Hongrie) il avait beaucoup de parenté avec le condottiere vénitien : mémoire des tragiques grecs et de la mythologie ; lectures philosophiques ; conscience politique nourrie d'antifascisme. Dallapiccola admirait Nono parce qu'il avait su résister aux modes de l'avant-garde. Lui-même, bien que croyant, rejetait l'orthodoxie catholique. Comme Saint-Exupéry, dont il avait mis le *Vol de nuit* en musique, il disait qu'on naît individu, qu'on ne devient homme que dans l'action commune et désintéressée. Mais, plutôt que de parler d'art engagé, il citait la phrase de Claudel : *« Les poètes sont comme des albatros, ils prévoient l'orage. »*

Monteverdi ? C'est en découvrant, pendant la guerre, *le Retour d'Ulysse dans sa patrie* que Dallapiccola eut l'idée de son *Ulysse*. Mais le rapprochement s'impose plus encore avec l'*Orfeo* donné à Salzbourg, comme par hasard tout à côté (*le Monde* du 20 août). Du premier chef-d'œuvre montéverdien au testament du Florentin, une ligne semble tracée qui exclut de l'opéra italien réalisme psychologique, pittoresque et théâtralité. Orphée descend aux enfers pour acquérir l'immortalité. Ulysse brave la mort et l'oubli pour découvrir le vrai but de son Odyssée. Dans le livret adapté très librement d'Homère par Dallapiccola lui-même, le voyageur ne retrouve Ithaque que pour mieux cerner sa quête : *« Seigneur »*, s'écrie-t-il à la fin, illuminé.

En avril 1992, le Châtelet mettait en scène *le Prisonnier* de Dallapiccola, relecture d'un *Conte cruel* de Villiers de l'Isle-Adam, réplique désespérée, composée quelques années après la guerre, au *Fidelio* de Beethoven : le geôlier y est à la fois fraternel et tortionnaire. Sur la durée réduite d'un acte et d'un prologue, l'écriture musicale permet à l'auditeur de se repérer sans difficulté. Des motifs mélodiques simples font office de leitmotives au sein d'une orchestration finement contrastée selon les épisodes.

Admiration pour James Joyce

Fruit d'une maturation d'un quart de siècle, *Ulysse* fut créé au Stadtoper de Berlin, sous la direction de Lorin Maazel, en 1968. L'auteur a dit son admiration pour James Joyce : que n'a-t-il davantage emprunté de verve et de couleurs à l'*Ulysse* du romancier irlandais ! Dallapiccola raconte aussi avoir vu tout enfant, en 1911, *l'Odyssée d'Homère*, film en noir et blanc colorisé de Giuseppe De Liguorno. Nausicaa était en vert, Ulysse et le Cyclope en rouge. *« Il y avait une scène toute bleue sombre comme le ciel de Florence, ce soir-là, tandis que j'allais, inquiet* (1). *»* Où sont, dans l'opéra, ces teintes symboliques ?

Pendant deux actes et un prologue, Dallapiccola semble avoir parié qu'il transformerait l'épopée du marin rusé en fresque byzantine. Les personnages semblent apparaître de profil, prédéterminés. Circé, Nausicaa, Calypso, Mélantho, Anticléa (la mère du héros) sont des prototypes féminins, des abstractions. Le chœur, aux emplois pourtant très diversifiés (tantôt témoin, tantôt acteur), ne montre jamais de réelle animation. L'orchestre et les chœurs de la Radio autrichienne, renforcés par les Chœurs Arnold Schoenberg, placés sous la direction de Hans Zender, compositeur lui-même, trahissent la lourdeur des effectifs par une constante opacité, qu'il s'agisse de signifier l'angoisse (dans l'épisode de la descente aux enfers) ou la truculence (danse de Mélantho).

Bâti, paraît-il, sur une seule et unique série dodécaphonique, ce monument d'impassibilité permet à peine de distinguer les rôles les uns des autres. L'écriture vocale est constamment déséquilibrée, ingrate, confrontée aux lourdes masses orchestrales ; aucun dessin mélodique repérable ne s'en détache, malgré la présence d'admirables chanteurs, John Böcheler dans le rôle-titre, Doris Soffel en Circé et Mélantho, Elisabeth Laurence dans le rôle de la mère. Tout semble subordonné à la rigueur ascétique d'un principe formel unificateur.

Comme pour enfoncer le clou, il avait été décidé qu'*Ulysse* serait donné deux fois en version de concert, sans le moindre dispositif scénique, sur le fond de roche nue ouverte de cellules monacales de la Felsenreitschule. C'est dans cet amphithéâtre à ciel ouvert, fermé à volonté par un plafond escamotable, que Peters Sellars avait, l'an dernier, mis en scène le *Saint François d'Assise* de Messiaen. Le Manège des rochers, réaménagé, avait rouvert en 1970 avec *Fidelio*.

Qu'il rende leur place aux œuvres de haute spiritualité, ou qu'il choisisse d'étonner plutôt que de séduire, le « nouveau Salzbourg », envers et contre tous, renoue avec les traditions du festival humaniste et européen d'Hofmannsthal et de Max Reinhardt. Clôture avec Mozart et *Lucio Silla* le 30 août.

ANNE REY

(1) Citation extraite de l'entretien du musicien avec Martine Cadieu en 1965, repris dans *A l'écoute des compositeurs*, Minerve, 1992.

Uzeste, laboratoire de Lubat

Suite de la première page

Chanteur, il a fait partie du groupe mythique des Double Six qui, vingt-cinq ans plus tard, continue de susciter des vocations (TSF, Vox Office, Indigo, etc.). Lubat pourrait vivre sur l'acquis et se la couler douce.

A Uzeste, dans son village, il est en permanence le propre démenti de ses prophéties. Il se joue de sa carrière et distribue celle des autres. Il change un village à l'agonie en laboratoire. Il convoque un programme simplement à l'inspiration et à l'amitié. Il le rédige de telle sorte qu'on ne pourra pas en lire les recueils, dans vingt ans, sans rire et sans chercher à comprendre ce qui se tramait sous les pins à la fin du vingtième siècle, à l'ère poélitique. Ça se passe partout, dans les *« grandes cuisines familiales rurales »* comme sur la prairie, à L'Estaminet bientôt transformé en opéra, ou au bord de la rivière ; dans la forêt ou sur scène, au pied de l'imposante abbatiale qui semble disproportionnée.

Cela se passe n'importe comment. Du 19 au 22 août 1993, comme les années précédentes. Et pourtant, on perçoit le fil conducteur, cette traque de la musique et du théâtre comme une vérité sur les corps, les masques, la société et le spectacle. Laure Duthilleul, comédienne, maîtresse d'œuvre de ce village-maison, y est pour beaucoup. Le feu passe et se transmet comme dans les agencements pyrotechniques de Patrick Auzier, le deuxième homme d'Uzeste. On va du flamenco le plus beau (Pedro Soler et La Joselito, danseuse superbe de quatre-vingt-cinq ans) aux contes réels de Benedetto, *via* le blues insolite d'Eric Lareine et la grâce instantanée de Marc Perrone (à l'accordéon diatonique).

C'est en HLM que Marc Perrone, Italien de la deuxième génération, a découvert les musiques traditionnelles. Il a par la suite vécu dix ans dans les Landes, visitant des centaines de musiciens, chanteuses, danseuses, danseurs, enquêtant, notant, enregistrant et finissant par devenir ethnologue à force de forger. La lande, c'est son conservatoire. Il raconte en douceur son parcours au public qui l'interroge. Uzeste pratique l'explication, la rencontre, la contestation en permanence.

A midi, débat sur *« La rue et la place de la philosophie »*. Uzeste interroge : *« Si l'art met la culture en crise, la culture met-elle l'art en transes ? Culture/artistique. Quelle dynamique ? Quelle dialectique ? Quelle problématique ? »* Le lendemain : *« Entre les accords du GATT et la culture, l'agriculture, l'art, cultivature et civilisature. Quelle dialectique ? Quelle dynamitre ? Quelle diablerique ? »* Ancien ministre (Jack Ralite), écrivains, journalistes, historiens, responsables syndicaux, chanteurs, garçons coiffeurs, discutent gravement autour de Lubat, *« meneur de je rural local »*. Uzeste est en pays sauternais.

Le génie de la soul music

Le jazz dans tout ça ? Partout et nulle part, il est une sphère dont le centre est ailleurs, sans surface sensible. Le jazz file en plein après-midi sous les doigts de François Corneloup (saxophone soprano) et Claude Barthélémy (guitare). Il passe par le trio des « pianos compost » (Lubat, Scheyder et Christine Wodrascka, jeune femme blonde qui joue comme Irène Scheizer ou Cecil Taylor). Il est dans la voix de Benat Achiary, chanteur basque, dont *le Poète à New-York*, sur un poème de Garcia Lorca, est d'ores et déjà une date, un essor, un commencement.

Le jazz revient en force dans le « scat » gascon de Mirvielle. Il éclate dans la compagnie de Jon Hendricks, précurseur durable à la générosité communicative, immense musicien afro-américain qui n'a pas déchanté. Le jazz est à chaque instant dans les onomatopées et les textes des Fabulous Trobadours, vieux habitués du coin, comme dans les mains et la voix de Lubat, quand il ouvre le bal avec le génie de la soul music, quand il exprime strictement le piano be-bop ou quand il valse sur le registre musette.

Aucun métissage de pacotille. Pas trace de cette verroterie promotionnelle que l'on rencontre partout. Nulle autosatisfaction. A la fin de l'été, trois festivals français très récréatifs et très abondants n'hésitent pas à se présenter chacun comme *« le plus grand festival européen »* : c'est trop de deux ou de trois. A Uzeste, les choses sont infiniment plus simples : les musiciens, en présence d'un public qui ne joue pas les tiers exclus, enquêtent sur la musique. Ils enquêtent sur leur état de musiciens, sur l'état de la musique, sur l'état des auditeurs, sur l'état du public et sur le rôle de l'Etat. Ils sont chercheurs, gais, vivants, en colère et font état de leurs recherches à ciel ouvert. Avec Michel Portal, Jean-Louis Chautemps, Louis Sclavis et Jacques Di Donato, sur les textes de Manciet et de Benedetto, en présence d'échassiers des Landes, de joueurs de belote et de deux boxeurs licenciés, l'enquête continue.

FRANCIS MARMANDE

▶ Discographie : Marc Perrone, *Cinéma mémoire*, un CD CM 211, distribué par Harmonia Mundi.

CINÉMA

□ **Mort de Daniel Fuchs.** – L'écrivain et scénariste américain est mort le 26 juillet. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans. Talentueux romancier et nouvelliste, il avait été appelé par Hollywood au début des années 40. Il a notamment collaboré aux dialogues de *Intrigues en Orient*, de Walsh, et au scénario de *Panique dans la rue*, de Kazan, a écrit ceux de *Pour toi j'ai tué*, de Robert Siodmak et des *Pièges de la passion*, de Charles Vidor, qui lui valut un Oscar en 1956. Il avait également adapté un de ses romans, sous le titre *Un gangster pas comme les autres*, réalisé par Gordon Wiles en 1947.

BILLET

British Rail déraille

Un vent de rébellion soufflait lundi 23 août parmi les parlementaires britanniques conservateurs, après la révélation d'un projet d'augmentation de près de 20 % des tarifs de British Rail (BR). Les comptes de la compagnie nationale des chemins de fer britanniques, dont la privatisation est prévue au calendrier du gouvernement de M. Major pour mai 1994, sont lourdement déficitaires. Ses pertes s'élèvent pour l'exercice 1992-1993, clôturé au 31 mars, à 164 millions de livres (1,4 milliard de francs). Toute la philosophie du projet gouvernemental consiste à opérer de sévères coupes dans les services et à augmenter les tarifs dès maintenant, afin de présenter les chemins de fer britanniques sous un meilleur jour au moment de leur privatisation et de leur division en plusieurs sociétés régionales. En d'autres termes, cela revient pour le gouvernement Major à faire payer la future privatisation de British Rail par ses usagers.

Pour les voyageurs de Londres et de sa grande banlieue, l'augmentation tarifaire pourrait atteindre 12 % pour les tickets vendus à l'unité et 16,2 % pour les abonnements, soit près de douze fois le taux d'inflation britannique ! Il s'agirait de la plus forte augmentation des tarifs jamais réalisée par British Rail. Un coupon mensuel « deux zones » à Londres vaut déjà le double de la carte orange parisienne.

Parmi les chemins de fer européens, le réseau britannique est l'un des plus vétustes et des plus chers. Même le réseau Intercity, joyau de BR, qui relie les grandes villes du Royaume-Uni, n'est plus la branche rentable que le gouvernement mettait en avant pour valoriser son futur programme de privatisation. Le bénéfice d'exploitation réalisé par Intercity a fondu et approche les 2 millions de livres contre 50 millions en 1990-1991.

La mauvaise santé des chemins de fer britanniques est imputable aux gouvernements conservateurs qui se sont succédé à la tête de la Grande-Bretagne depuis 1979, et spécialement à ceux de Mme Thatcher. Ceux-ci ont toujours affiché une prédilection pour la route au détriment du rail. Résultat : alors que tunnel sous la Manche doit être inauguré, le 6 mai 1994, par Elisabeth II et François Mitterrand, la ligne que prendront les rames de TGV Eurostar entre Douvres et Londres n'est toujours pas construite. Ce qui a permis au président français, lors de l'inauguration du TGV Nord-Europe le 23 mai, d'ironiser sur ces trains à très grande vitesse qui sortiront du tunnel *« à toute petite allure pour visiter la belle campagne du Kent »*.

ALAIN BEUVE-MÉRY

Tentant de maîtriser les salaires et l'inflation

Le gouvernement chinois pourchasse les zones industrielles « sauvages »

Alarmées par une inflation politiquement dangereuse, qui dépasse 21 %, et par l'affaiblissement de leur contrôle sur l'économie, les autorités chinoises ont annoncé à la mi-août une nouvelle série de mesures destinées à ralentir une croissance jugée déstabilisatrice.

PÉKIN

de notre correspondant

La plus spectaculaire des mesures prises par le gouvernement de Pékin pour maîtriser une machine économique qui s'emballe, et qui s'ajoute au programme anti-surchauffe du vice-premier ministre Zhu Rongji décrété en juin, a été l'interdiction pure et simple – sur le papier en tout cas – d'un millier de *« zones de développement »* ouvertes sans le consentement du gouvernement central par les provinces côtières.

Ces zones industrielles offrent en particulier aux investisseurs – chinois comme étrangers – des conditions fiscales plus attrayantes que celles en vigueur dans le reste du pays. De nombreuses municipalités avaient procédé ainsi ces dernières années à l'ouverture de tels parcs industriels sans attendre, ni même parfois solliciter, l'autorisation de Pékin. Les terrains, souvent achetés à vil prix aux paysans, parfois à l'aide d'emprunts qui ne se matérialisaient pas, ont rapidement fait l'objet d'une spéculation foncière effrénée et privé du même coup l'agriculture de terres arables. Selon les chiffres officiels avancés pour expliquer l'ordre de fermeture de telles zones, celui-ci, s'il est appliqué, restituera près de 6 000 kilomètres carrés à l'agriculture.

Les autorités centrales ont estimé que les mille zones fermées d'office n'avaient en rien constitué une base de développement viable pour les localités qui s'en étaient dotées. Deux cents zones de développement supplémentaires seront inspectées pour déterminer si elles sont utiles. Le gouvernement n'avait approuvé que trente zones spéciales le long de la côte chinoise.

Par ailleurs, les autorités centrales ont ordonné aux pouvoirs locaux de faire cesser immédiatement la construction de terrains de golf, équipement dont de nombreuses municipalités sont en train de se doter aux frais du contribuable. Elles ont également annoncé que la construction de quantité de résidences de luxe et autres hôtels prétendument édifiés *« pour le développement du commerce international »* devrait cesser pour examen de la rentabilité de chacun au cas par cas.

Il n'a pas encore été déterminé dans quelle mesure les investisseurs étrangers seront touchés par ces décisions. Afin de dissiper leurs craintes éventuelles et de les convaincre que Pékin ne renonçait pas à la libéralisation économique, M. Zhu, patron *de facto* du gouvernement en l'absence de M. Li Peng, a constitué autour de lui une équipe chargée de mettre au point ce qui est présenté comme *« la prochaine étape de la réforme »*. Ce programme devrait être présenté au prochain plénum du comité central du Parti communiste, dont la réunion, après avoir été envisagée pour l'été, a été repoussée au mois d'octobre ou de novembre.

Mesures d'austérité terrain de golf...

De nombreux observateurs ont toutefois estimé que cette décision risque de renforcer l'impression que la politique de développement de Pékin reste soumise à de capricieux coups de vent au gré des rapports conflictuels entre le centre politique et les pouvoirs locaux. Au moment même où étaient annoncées les mesures d'austérité, le maire d'une ville côtière en plein développement nous expliquait qu'à la différence de partout ailleurs sa cité avait un besoin impérieux de plusieurs hôtels nouveaux, qu'il avait déjà pris toutes les mesures propres à empêcher la spéculation foncière et immobilière sur les nombreux ensembles résidentiels en cours de construction sur le territoire municipal et que la seule mesure qu'il envisageait d'adopter concernait l'interdiction d'aménager un deuxième terrain de golf, le premier étant suffisant pour les besoins actuels de ses administrés...

Au chapitre anti-inflationniste, le gouvernement a annoncé un gel des salaires et des primes des citadins employés dans le secteur d'Etat, qui, selon les mots d'un responsable, avaient déjà *« échappé au contrôle »* du pouvoir. Le revenu des citadins a accusé au cours des six premiers mois de l'année une augmentation de 21,7 % par rapport à la même période en 1992. Dans le même temps, la croissance du PIB (produit intérieur brut) n'était que de 13,9 %, selon le pouvoir. Sur cette même période, les entreprises d'Etat avaient versé à leurs employés 38 % de plus de primes que de janvier à juin 1992, et 28 % de plus d'allocations diverses. Le pouvoir voit dans cette hausse des revenus un facteur important d'inflation. En juin, l'index officiel des prix de détail était en moyenne de 13,9 % dans les villes. Mais l'inflation aurait dépassé 20 % dans certaines agglomérations à croissance rapide.

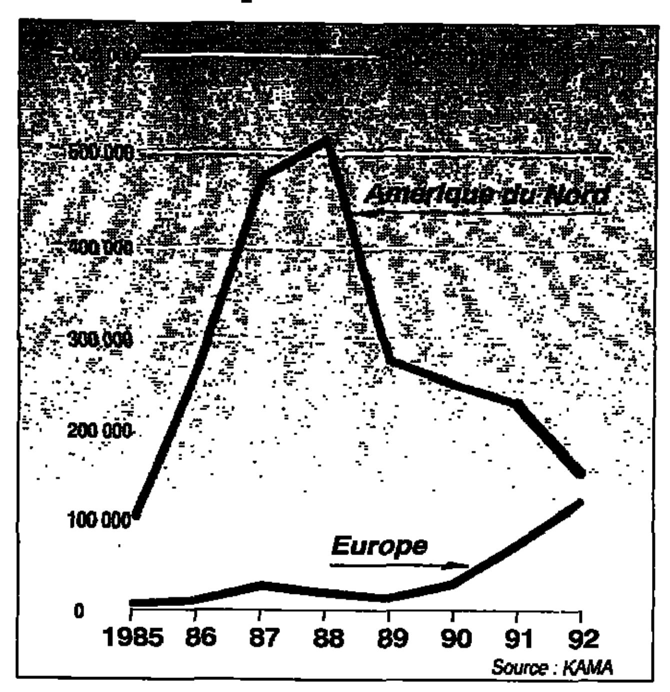
La reprise en main sur ce plan n'est toutefois pas sans risques, et le régime l'a reconnu. Les employés du secteur d'Etat vont y trouver matière à récriminations supplémentaires envers le pouvoir à un moment où les travailleurs du secteur privé voient leur revenu croître encore plus rapidement : 63 % sur la même période finissant en juin. La jalousie peut aussi se porter sur les employés des firmes à capitaux étrangers, dont le revenu augmente plus encore que dans le secteur public. Le pouvoir y a moins d'emprise pour contraindre leurs directions à refréner leur politique de primes.

Sur un plan au moins, les mesures anti-surchauffe déjà adoptées par M. Zhu ont porté des fruits : le dollar, qui avait fortement grimpé sur le marché parallèle, essentiel pour les entreprises, s'est stabilisé ces dernières semaines à un taux de 8,80 yuans pour un dollar, que les autorités considèrent comme normal. Le gouvernement n'a pas encore fait savoir l'efficacité de son ordre visant à faire restituer aux banques les prêts non autorisés (environ 100 milliards de yuans) à caractère spéculatif qui avaient été émis. L'ultimatum expirait le 15 août.

« Après les mesures de rectification, l'émission illégale de fonds a été empêchée, et l'épargne bancaire s'est accrue », s'est borné à indiquer le pouvoir. Il a également promis que l'inflation ne dépasserait pas les 10 % sur l'ensemble de l'année et que l'emballement qui s'était produit à la fin des années 80 – cause, en grande partie, de la crise de Tiananmen en 1989 – *« ne se reproduira pas, contrairement à ce que craignent certains »*.

F. D.

Les automobiles coréennes à la conquête de l'Occident



Le contrat du TGV sud-coréen n'a pas été obtenu sans contrepartie commerciale (le Monde du 21 août). Pour favoriser le choix français, Dominique Strauss-Kahn, alors ministre de l'industrie, avait ouvert sans limitation les frontières françaises aux constructeurs automobiles coréens, en février 1992, lors d'un voyage à Séoul. Les ventes de Hyundai, Kia et autres étant en chute libre aux Etats-Unis, les Coréens misent fortement sur l'Europe pour développer leurs exportations.

Conséquence de la baisse du prix du pétrole et des déficits budgétaires

Les réserves de l'Arabie saoudite seraient tombées de 121 à 7 milliards de dollars

La stabilité financière de l'Arabie saoudite serait compromise, selon une enquête publiée le 22 août par le *New York Times* : les réserves du royaume, dont le montant s'élevait à 121 milliards de dollars en 1984, ne dépasseraient plus 7 milliards de dollars selon un responsable saoudien cité par le quotidien américain.

Les difficultés ont commencé au milieu des années 80 avec la baisse des prix du pétrole. Depuis 1983, le déficit budgétaire a augmenté et aurait atteint 9,2 % du produit intérieur brut en 1992, selon le département américain du commerce. De 1983 à 1991, la balance commerciale a été déficitaire pour un montant total de 120 milliards de dollars.

L'équipement militaire saoudien a été considérablement renforcé sans que les dépenses sociales ou l'aide à l'étranger soient réduites en proportion. L'Arabie saoudite a commencé à faire des demandes de prêts et de garanties de crédits pour des milliards de dollars auprès des pays occidentaux. Cependant, la source la plus délicate de déficits proviendrait de prêts accordés aux membres de la famille royale par la Banque commerciale nationale et qui n'auraient jamais été remboursés. Le royaume wahabite demeure le plus important fournisseur de pétrole et le premier acheteur d'armes pour les Etats-Unis.

□ **L'électricien ABB veut supprimer sept mille emplois supplémentaires.** – Asea Brown Boveri (ABB), électricien et premier spécialiste mondial en matière d'ingénierie, pourrait accélérer son programme de restructuration en supprimant sept mille emplois supplémentaires. Depuis le printemps 1990, le groupe a supprimé quarante mille emplois. Cette décision intervient alors que le groupe a maintenu ses profits avant impôts à 497 millions de dollars (2,9 milliards de francs) pour le premier semestre 1993. Mais, sur la même période, les prises de commandes ont diminué de 12 %.

□ **Les dockers du Havre acceptent l'accord avec les manutentionnaires.** – Une assemblée générale des dockers du Havre a entériné, dimanche 22 août, l'accord signé le 19 août entre la CGT et les manutentionnaires pour l'application locale de la loi sur la manutention portuaire (*le Monde* du 21 août). Le Havre était l'un des rares ports à ne pas avoir commencé à appliquer cette réforme.

Après une augmentation de capital de 360 millions de francs en Australie

Accor veut doubler le nombre de ses hôtels en Asie

SYDNEY

de notre correspondante

« C'est la première fois qu'une filiale d'Accor fait appel à l'actionnariat pour financer ses acquisitions et c'est un succès. Ça a été une véritable bousculade », nous a déclaré Raymond Capdevila, directeur général d'Accor Asia Pacific (AAPC). En effet, la demande des investisseurs ayant souscrit à l'augmentation du capital d'AAPC à la Bourse de Sydney était beaucoup trop forte pour les quelque 163 millions d'actions à 55 cents mises sur le marché le 18 août (1). David Baffsky, PDG de AAPC, a révélé, lundi 23 août, que la plupart des investisseurs étaient des institutions financières d'Europe, des Etats-Unis et d'Asie. Grâce aux 90 millions de dollars recueillis (360 millions de francs), AAPC a pu réunir Quality Pacific Corporation (2) et les actifs hôteliers d'Accor SA en Asie. La nouvelle société, qui appartient pour 39,47 % à Accor, a pour objectif de doubler son réseau hôtelier d'ici à l'an 2000. *« L'objectif sera facilement atteint »*, nous a dit M. Capdevila. *« En 1988, nous n'avions que quatre hôtels dans la région. Aujourd'hui, nous en avons quatre-vingt-dix-sept. Nous pouvons effectuer la même performance dans les cinq ans à venir et ce d'autant plus aisément que nous sommes déjà connus. A long terme, nos objectifs sont bien plus ambitieux encore. »*

L'émergence d'une société de loisirs

Déjà bien implantée en Australie et en Thaïlande, la société mise sur le formidable potentiel de la Chine, l'Indonésie et la Malaisie qui disposent de nombreux atouts : des taux de croissance très élevés, des populations importantes et un niveau de vie qui ne cesse de s'améliorer ce qui ne peut que favoriser l'émergence d'une société de loisirs. Selon le prospectus d'émission d'AAPC, la Chine ne dispose que de 290 000 chambres alors que l'Australie en compte 122 300 pour une population qui équivaut à 1,5 % de la population chinoise. *« Nous comptons sur la demande intérieure pour faire tourner nos hôtels et si la demande internationale s'y ajoute, c'est tout bénéfice »*, nous a précisé M. Capdevila.

Comme l'Asie Pacifique regorge de quatre ou cinq étoiles, mais qu'elle est dépourvue de capacités d'accueil accessibles aux touristes ordinaires, la priorité sera donnée à l'hôtellerie économique (Formule 1) et de moyenne gamme (Ibis). *« A ce niveau il n'y a aucune concurrence internationale, mais seulement une concurrence locale. Nous voulons arriver en premier sur le marché »*, explique-t-il.

Le chiffre d'affaires d'AAPC devrait s'élever à 625,17 milliards de dollars en 1994, soit presque le triple de celui de 1992. D'ici à l'an 2000, l'Asie Pacifique fournira 10 % de ses revenus au groupe Accor.

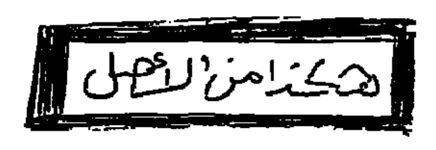
SYLVIE LEPAGE

(1) Le dollar australien, divisé en 100 cents, vaut 4 francs.

(2) Accor SA avait acquis 25 % du capital de la chaîne hôtelière australienne QPC.

□ **La Compagnie de l'hôtellerie ferme huit établissements.** – La Compagnie de l'hôtellerie (Climats de France, Confortel, Nuit d'hôtel) a décidé la fermeture de huit établissements à l'enseigne Confortel en raison de *« l'effondrement de la demande dans l'hôtellerie deux étoiles »*. Ces unités se trouvent pour moitié dans la région parisienne (Porte de Pantin, Pont de Nogent, Bonneuil et Melun) et pour moitié en province (Arles, Quimper, Rouen et Chambéry). Leur fermeture, confirmée après la mise en liquidation judiciaire le 16 août des huit filiales concernées, entraîne la suppression de quatre-vingt-dix emplois.





ÉCONOMIE

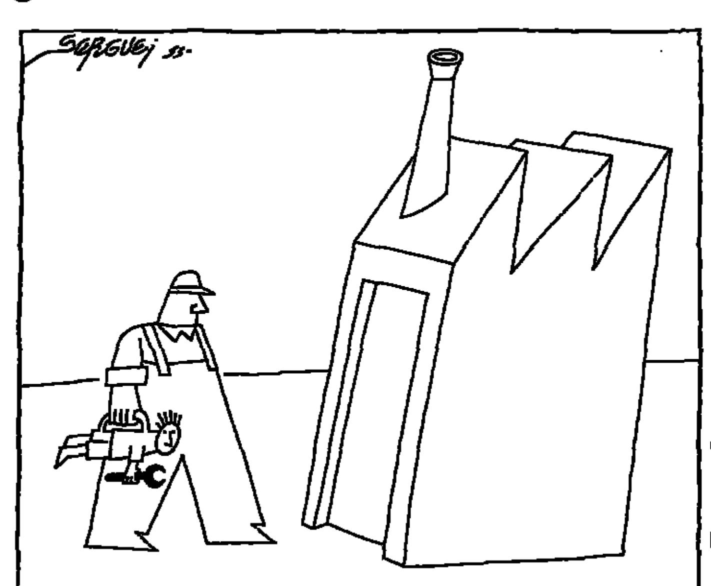
Un adolescent broyé par une machine et un autre tué par une explosion

Le Portugal réglemente le travail des enfants

Alors que la Communauté européenne prépare une directive sur le travail des enfants confirmant les principes de l'Organisation internationale du travail (qui fixe à quinze ans l'âge minimal du premier emploi mais permet une dérogation à treize ans pour les travaux *«légers»),* le gouvernement portugais a publié au début du mois d'août deux textes. L'un réglemente les conditions de travail des enfants de quatorze ans et le second précise la nature des travaux qu'ils peuvent effectuer. Ravivée par la mort de deux adolescents, cette question fait l'objet de controverses entre les pouvoirs publics et les syndicats.

LISBONNE

de notre correspondante



Dans une banlieue défavorisée de Porto, sur l'une des routes conduisant au très moderne aéroport Francisco Sa Carneiro, on peut voir sur un panneau le visage d'un adolescent et cette phrase : *«A mon âge, le travail c'est l'école.»* En ce mois d'août, la mort de deux adolescents a bouleversé l'opinion publique. Tous deux travaillaient dans le Nord. L'un avait quinze ans, l'autre quatorze. Le premier, Paulo, salarié d'une petite entreprise de textile près de Barcelos, s'est fait broyer par une des machines. Le second, Marco, employé dans une fabrique de liège près d'Aveiro, a été tué avec deux de ses collègues dans une explosion.

Combien sont-ils en tout? Les chiffres varient selon les sources. 30 000 à 35 000 selon le ministère de l'emploi, 60 000 à 70 000 selon d'autres organisations, voire 200 000 selon un rapport de l'organisation Anti-Slavery International contre les formes contemporaines d'esclavage présenté à la sous-commission des droits de l'homme des Nations unies. José Cartaxo, membre de la commission exécutive de la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP-IN, communiste), se refuse à avancer un chiffre précis, mais il constate *qu'«après avoir tablé sur 15 000 enfants au travail en 1991, le ministre de l'emploi admet maintenant un chiffre deux fois supérieur».* Julio Fernandes, secrétaire national de l'autre grand syndicat, l'UGT (Union générale des travailleurs portugais), dont la direction est socialiste, parle de 150 000 adolescents travaillant dans des entreprises ou contraints de se subvenir à eux-mêmes, en recourant au besoin à la mendicité ou à la prostitution.

Des textes de loi insuffisants

Quant aux causes de ce que les deux organisations considèrent comme une honte pour le pays, les avis divergent. Sans hésiter, José Cartaxo met au premier rang les raisons économiques (bas salaires des parents, chômage, crise des secteurs traditionnels affrontés à la concurrence internationale). Les enfants sont donc obligés de quitter l'école pour aider leur famille, affirme-t-il en condamnant la politique économique et sociale du gouvernement dont il fait le premier responsable de cette situation. La mort récente du petit Paulo confirme cette analyse, puisque le jeune garçon, selon ses proches, avait décidé de renoncer à l'école et de se mettre au travail dans l'usine de textile de Barcelos, à la suite de la mise au chômage de son père.

L'UGT ne nie pas le poids des contraintes économiques, mais estime que les facteurs culturels sont prédominants : les parents de ces enfants ont eux-mêmes commencé à travailler très tôt et trouvent tout naturel que ceux-ci suivent leur exemple. Certains syndicalistes reprochent aux enseignants de se montrer trop peu curieux des conditions de vie de leurs élèves.

Les centrales sont unanimes à estimer que les deux lois parues au début du mois sont insuffisantes – la CGTP dénonce une *«légalisation»* du travail à quatorze ans. Elles s'inquiètent de voir l'appréciation du caractère *«léger»* de telle ou telle tâche laissée à l'appréciation des employeurs.

Au ministère de l'emploi, on assure qu'il ne s'agit pas d'un recul de la législation. Les nouveaux textes permettront de combler, de façon temporaire, un vide juridique puisque certains jeunes gens, à quatorze ans, ont accompli la totalité de leur scolarité obligatoire. La loi ne leur permettant pas de travailler avant quinze ans, ils risquent de ne pouvoir ni travailler ni étudier, et de tomber dans une marginalité dangereuse.

Pour les syndicats, la lutte contre le travail des enfants doit avant tout privilégier le milieu scolaire. Le vieil ouvrier à casquette, sur une autre affiche de la campagne officielle, semble approuver : *«Si j'avais été à l'école,* dit-il, *ma vie aurait été meilleure.»*

ALICE ILICÉE

Une enquête des pouvoirs publics

Plus de 730 000 étrangers ont une activité salariée en France

Au 31 décembre 1991, 738 000 étrangers travaillaient dans des établissements de onze salariés et plus, selon une étude du ministère du travail. Dans l'ensemble des secteurs (à l'exception de l'administration, de l'agriculture, des services domestiques et des entreprises de travail temporaire), leur proportion est passée de 7,3 % à 7,7 % entre 1988 et 1991.

Au total, les salariés étrangers ont vu leur effectif progresser de 4,8 % entre ces deux dates, mais *«leur nombre reste toutefois inférieur à celui de 1985 qui s'élevait à 788 000»,* souligne le ministère. Celui-ci précise que *«le nombre de salariés dans le champ de l'enquête diminue de 0,8 % sur la même période».*

Selon cette étude, les Portugais restent les plus nombreux (27 %) devant les Algériens (18,6 %) et les Marocains (13,5 %) alors que *«la proportion de ressortissants d'Afrique noire augmente sensiblement, de 5,3 % en 1988 à 7 % en 1991».*

Une féminisation croissante

On observe également une féminination croissante de ces salariés – qui s'explique par les effets du regroupement familial – mais aussi une répartition différente. Alors que leur nombre a diminué dans l'industrie, il a augmenté dans le bâtiment et les travaux publics ainsi que dans les services (38,9 %) qui deviennent le premier secteur d'activité des salariés étrangers.

Enfin, le niveau de qualification s'est élevé. Entre 1988 et 1991, la part des ouvriers qualifiés est passé de 50 % à 59 % parmi les ouvriers étrangers. *«L'écart de structure entre les salariés étrangers et l'ensemble des salariés diminue»* pour toutes les catégories socioprofessionnelles, hormis les cadres, constate l'enquête.

POINT DE VUE

Les oubliées de Maastricht

par Philippe Jurgensen

CHACUN connaît le conte de Perrault où un affreux malheur guette l'héroïne parce qu'on a oublié d'inviter à son baptême la fée Carabosse. Pendant un temps, on n'a voulu voir, autour du berceau de l'union européenne programmée par les accords de Maastricht, que les bonnes fées nommées «marché unique», «liberté des transactions», «Europe sans frontières». Aujourd'hui, les fées Carabosse oubliées fin 1990 entreprennent de se venger. L'une d'elles ne surprendra personne : elle a nom «emploi». L'autre est moins souvent citée : il s'agit... de la monnaie européenne.

La lutte contre le chômage... Qui n'en fait aujourd'hui sa priorité essentielle? Il est intolérable de compter dix-huit millions de chômeurs dans la Communauté européenne. Il est frappant aussi de constater que la proportion de sans-emploi est bien plus forte en Europe qu'aux Etats-Unis ou au Japon. Faut-il pour autant, par un procédé d'amalgame trop souvent employé, croire que l'unification européenne et les contraintes du système monétaire européen (SME) en sont la cause?

La thèse, aussi sommaire que fausse, est connue : décrochons du SME, retrouvons notre liberté économique, abaissons les taux d'intérêt, et nous aurons des marges de manœuvre pour relancer la croissance et donc l'emploi. L'expérience d'une relance isolée faite déjà à deux reprises en France, en 1975 et 1981-1982, montre que celle-ci aboutit rapidement à des déséquilibres insupportables; il faut alors freiner d'autant plus fort.

En fait, le chômage a principalement des causes structurelles : coût élevé du travail au regard de sa productivité, formations inadaptées, manque de mobilité, partage du travail mal accepté, poids des charges sociales... On ne résorbera donc pas ce phénomène par le seul moyen d'une croissance plus forte si celle-ci n'est pas préparée et accompagnée par une action résolue sur ces causes structurelles de sous-emploi.

D'un autre côté, l'importance démesurée attachée aujourd'hui par l'opinion à la question du niveau des taux d'intérêt ferait sourire, si elle n'avait de si graves conséquences. Or on confond, dans ce débat, les taux à court terme et les taux à long terme. Lorsqu'une entreprise finance un investissement, ou un particulier un logement, ils empruntent sur une longue durée. Au contraire, lorsqu'un spéculateur veut jouer sur une monnaie, il l'emprunte à très court terme, en vue d'un gain rapide. Dans les trois crises récentes du marché des changes, ce sont les taux courts qui ont augmenté; les taux longs, eux, ont baissé de plus de trois points en six mois et sont aujourd'hui aux alentours de 6 1/2 %. Personne ne semble s'en être aperçu... C'est que les entreprises n'ont aucune raison de s'équiper, même à bon marché, s'il n'y a pas de demande pour leurs produits. Il est donc absurde de croire que la baisse des taux courts, permise par un décrochage monétaire, pourrait permettre à elle seule de relancer la croissance, et encore moins l'emploi.

Un volet social sans contenu

L'erreur, c'est d'avoir admis de construire l'union européenne sans son volet social – ou plutôt avec un volet social dépourvu de son contenu. La France s'est pourtant efforcée d'imposer des règles en négociant, en 1989-1990, la charte sociale européenne. De compromis en compromis, celle-ci n'est plus qu'une coquille vide. L'Europe ne repartira sans doute vraiment que quand elle aura abordé de front ce problème de l'emploi et de l'harmonisation des règles du jeu social. De même, c'est une erreur d'avoir assigné aux banques centrales l'objectif primordial de lutte contre l'inflation sans l'avoir suffisamment équilibré par celui de la croissance et de l'emploi. Nous avons, ce faisant, suivi l'approche de la Bundesbank, qui applique ce qu'elle appelle sa «Constitution monétaire», en faisant fi des autres dispositions, visant le plein emploi, de la loi organique de 1957.

Notre ministre des affaires étrangères le déclarait récemment : avec la crise monétaire du début août, *«l'Europe a fait un pas en arrière».* Le calendrier de l'union économique et monétaire, déjà incertain (1997 ou 1999?) – le chancelier Kohl a parlé d'un *«décalage d'un ou deux ans»* – risque maintenant d'être remis en cause. Une nouvelle percée politique est indispensable si l'on veut respecter les délais prévus. Pourquoi? Parce que l'objectif retenu est très ambitieux : tenir les cinq «critères de performance» prévus par le traité relève de la gageure, en pleine crise économique. Peut-être faudra-t-il au demeurant, pour y parvenir d'ici cinq à six ans, les assouplir partiellement.

Mais il y a une autre cause, plus fondamentale, au blocage actuel : comme l'ont amplement montré les votes de l'an dernier, l'opinion n'a pas compris l'objectif du traité, jugé abstrait et technocratique. Et c'est là que surgit notre deuxième «oubliée de Maastricht» : la monnaie européenne. Paradoxe dans un texte qui lui consacre de larges développements et en fait l'un des constituants principaux de l'union européenne? Rien n'est moins sûr. En effet, si les négociateurs de Maastricht se sont préoccupés des règles de convergence des économies et de l'organisation du système européen de banques centrales, ils n'ont pratiquement rien dit de ce qui est le cœur du sujet : l'écu.

Sa définition même reste incertaine : à quel moment cessera-t-il d'être un «panier» de monnaies? Sa valeur est fluctuante : on ignore encore les moyens par lesquels des parités fixes entre les monnaies européennes, première étape indispensable pour passer à une monnaie unique, seront établies et défendues. Enfin et surtout, ce fameux écu reste une abstraction totale pour le citoyen européen. Qui, aujourd'hui, a fait tinter une pièce d'un écu sur un comptoir, rangé des billets en écus dans son portefeuille ou emporté en congé des chèques de voyage en écus? Il y a là un manque évident. Comment faire croire à l'électeur européen de bon sens que cette monnaie évanescente, abstraite, impalpable, remplacera d'ici à la fin du siècle les marks, les francs, les livres auxquels il est habitué? Même les marchés financiers, qui avaient hissé l'écu au troisième rang des monnaies mondiales dans les émissions obligataires, s'en fatiguent.

C'est pourquoi, outre le «choc politique» indispensable d'un nouvel accord européen, il faut aujourd'hui non pas retarder mais hâter plus que jamais l'émission de billets et de pièces en écus; il faut aussi développer l'usage de l'écu dans les transactions entre les banques et les entreprises. Il s'agit en somme de faire circuler la monnaie européenne aux côtés des monnaies nationales pour acclimater et rendre tangible l'écu, déjà monnaie commune de l'Europe, et préparer le passage indispensable à l'étape de la monnaie unique.

► Philippe Jurgensen a été membre du comité monétaire de la CEE. Il est l'auteur de *l'Ecu, naissance d'une monnaie* (Lattès, 1991).

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 23 août ↓
Prudente

Quatrième séance consécutive de baisse à la Bourse de Paris, lundi 23 août, alors que les investisseurs font preuve d'une grande prudence à la veille de la fin du mois boursier d'août, qui s'annonce largement gagnant. Après avoir ouvert en baisse de 0,39 %, l'indice CAC 40 perdait 0,60 % en milieu de journée à 2 115,45 points.

Après une hausse supérieure à 5 % en quatre semaines, les opérateurs, notamment ceux qui reviennent de vacances, dégagent quelques bénéfices dans un marché qui reste aux mains des investisseurs étrangers. La nouvelle baisse du loyer de l'argent décidée par la Banque de France, la cinquième depuis que les marchés monétaires ont retrouvé le calme, ne suscite aucune réaction particulière des boursiers. Elle était attendue. Pour les opérateurs, une réduction du taux de prise en pension à 5-10 jours – aujourd'hui à 10 % – au lieu d'une diminution de celui des prises en pension à 24 heures (ramené à 7,75 %), aurait plus de signification, tout comme une baisse du taux des appels d'offres.

Mais les professionnels n'attendent pas de geste de la Banque de France lors de son appel d'offres de lundi. En revanche, après la réunion de la Bundesbank jeudi prochain, les attentes des marchés seront beaucoup plus fortes.

Du coté des valeurs, Euro Disney perd 2,3 %. Le titre pâtit des déclarations du président du parc de loisirs qui a évoqué un été moins bon que prévu. Eurotunnel cède de son côté 2,1 %. Le consortium, qui doit faire face à une hausse considérable du coût du tunnel, a demandé une renégociation de la convention d'utilisation ferroviaire signée avec la SNCF et British Rail.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 31 décembre 1992

	13-8-93	20-8-93
Valeurs franç. à rev. variable	119,2	119
Valeurs industrielles	114,8	114,8
Valeurs étrangères	137,9	137,8
Pétroles-Energie	127,4	125,3
Chimie	98,6	98,4
Métallurgie, mécanique	124,9	124,4
Electricité, électronique	112,1	114,7
Bâtiment et matériaux	127,7	127
Ind. de consom. non alim.	114,8	116,1
Agroalimentaire	106,1	106,4
Distribution	122,4	123
Transports, loisirs, services	113	111,6
Assurances	143,3	142,3
Crédit banque	125,2	123,9
Sicomi	133,2	134,6
Immobilier et foncier	124	126,3
Investissement et portefeuille	134,2	135,5

Base 100 en 1949

Valeurs franç. à rev. variable	4 715,5	4 707,8
Valeurs étrangères	4 771,3	4 767,8

Base 100 en 1972

Valeurs franç. à rev. variable	680,5	679,3
Valeurs étrangères	645,1	644,6

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

	13-8-93	20-8-93
Indice général	585,4	583,2
Produits de base	520,1	515,1
Construction	534,4	534,9
Biens d'équipement	314,7	312,8
Biens de consom. durables	804,1	599,2
Biens de consom. non durables	940,4	949,6
Biens de consom. alim.	903,8	899
Services	559,2	558,6
Sociétés financières	651,4	646,8
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	493,9	502,6
Valeurs industrielles	588,9	588,6

Les institutionnels pourront participer davantage aux privatisations

Le règlement du Conseil des Bourses de valeurs relatif aux procédures d'introduction d'actions à la Bourse de Paris vient d'être modifié. Un texte, publié vendredi 20 août au *Journal officiel,* prévoit la possibilité de recourir – à côté de l'offre publique de vente classique (OPV) et de la tranche internationale – à un placement réservé aux investisseurs institutionnels tant français qu'étrangers. Un contingent des titres mis sur le marché pourra leur être réservé à chaque opération.

Ce placement spécifique auprès des institutionnels ne remet pas en cause l'existence de la tranche internationale qui avait accompagné le programme de privatisation de 1986, mais il répond à un souhait des institutionnels français qui avaient le sentiment d'être souvent lésés. Dans le cadre des OPV, ils ne ramassaient souvent que peu d'actions, l'essentiel étant acquis par les particuliers prioritaires. D'un autre côté, la tranche internationale leur échappait puisqu'elle était, par définition, réservée aux institutionnels non résidents. Du coup, les grands investisseurs français avaient un accès très limité aux privatisations.

Le contexte boursier de 1986-1987 étant favorable, au moins jusqu'au krach, la relative absence des institutionnels français n'avait pas été gênante. Cette fois, les pouvoirs publics cherchent à mettre tous les atouts de leur côté pour conduire à bonne fin leur programme de privatisation.

TOKYO, 23 août ↓ Incertaine

Pour la cinquième séance consécutive, la Bourse de Tokyo a de nouveau perdu du terrain, lundi 23 août. L'indice Nikkei a cédé en fin de journée 193,12 points, soit 0,94 %, à 20 414,14 points dans un volume de 140 millions de titres, contre 230 millions vendredi. Révélateur de l'incertitude des opérateurs, il s'agit du volume de transactions le plus faible de l'année.

Les analystes incriminent le discours du premier ministre Morihiro Hosokawa qui n'a guère apporté d'éléments nouveaux pour le Kabuto-cho. Le premier ministre n'a pas précisé comment la coalition gouvernementale comptait stimuler la demande intérieure, dont la faiblesse freine la reprise de l'économie japonaise.

VALEURS	Cours du 20 août	Cours du 23 août
Ajinomoto	1 360	1 360
Bridgestone	1 300	1 300
Canon	1 420	1 400
Fuji Bank	2 430	2 370
Honda Motors	1 380	1 370
Matsushita Electric	1 400	1 400
Mitsubishi Heavy	677	678
Sony Corp.	4 460	4 480
Toyota Motors	1 660	1 640

CHANGES

Dollar : 5,8580 F ↑

Le dollar était en légère hausse, lundi 23 août, à 5,8580 francs contre 5,8530 francs dans les échanges interbancaires de vendredi. La nouvelle baisse d'un demi-point du taux de prise en pension à 24 heures de la Banque de France (à 7,75 %) a très légèrement affaibli le franc, qui s'inscrit à 3,4920 francs pour un deutschemark contre 3,4835 francs juste avant l'annonce de la banque centrale.

FRANCFORT	20 août	23 août
Dollar (en DM)	1,6900	1,6790
TOKYO	**20 août**	**23 août**
Dollar (en yens)	104,45	103,35

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)

Paris (23 août)	7 3/4-7 3/16 %
New-York (20 août)	3 %

BOURSES

	19 août	20 août
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	590,2	583,2
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	2 139,20	2 128,20

NEW-YORK *(indice Dow Jones)*

	19 août	20 août
Industrielles	3612,13	3615,48

LONDRES *(indice «Financial Times»)*

	19 août	20 août
100 valeurs	3065,5	3057,6
30 valeurs	2394,5	2384,1
Mines d'or	201,5	197,7
Fonds d'Etat	102,07	101,77

FRANCFORT

	19 août	20 août
Dax	1938,98	1922,68

TOKYO

	20 août	23 août
Nikkei Dow Jones	20 607,26	20 414,14
Indice général	1 659,19	1 644,18

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	5,8610	5,8630	5,9220	5,9271
Yen (100)	5,6600	5,6648	5,7233	5,7323
Ecu	6,6750	6,6809	6,6704	6,6809
Deutschemark	3,4882	3,4916	3,4941	3,4997
Franc suisse	3,9722	3,9763	3,9972	4,0045
Lire italienne (1000)	3,6848	3,6885	3,6627	3,6699
Livre sterling	8,8626	8,8716	8,8949	8,9097
Peseta (100)	4,2886	4,2965	4,2523	4,2653

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	3	3 1/8	3 1/8	3 1/4	3 5/16	3 7/16
Yen (100)	2 7/8	3	2 13/16	2 15/16	2 3/4	2 7/8
Ecu	8	8 1/8	7 3/8	7 1/2	6 15/16	7 1/16
Deutschemark	6 3/4	6 7/8	6 7/16	6 9/16	6 5/16	6 7/16
Franc suisse	4 11/16	4 13/16	4 9/16	4 11/16	4 1/2	4 5/8
Lire italienne (1000)	9 11/16	9 15/16	9 3/8	9 5/8	8 7/8	9 1/8
Livre sterling	5 13/16	5 15/16	5 13/16	5 15/16	5 5/8	5 3/4
Peseta (100)	10 1/2	11 1/8	10 5/16	10 15/16	10	10 1/2
Franc français	7 3/16	7 9/16	7	7 3/8	6 7/16	6 7/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 23 AOUT

Liquidation : 24 août
Taux de report : 12,00

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : –0,77 % (2111,91)

Règlement mensuel

Variation 31/12 (1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% + –
+ 7,35	EDF-GDF 3%	5550	5550	—
+ 29,11	B.N.P. (T.P)	1090	1082	– 0,73
+ 22,70	Cr.Lyonnais(T.P.)	1046	1043	– 0,29
+ 29,35	Renault (T.P.)	2136	2133	– 0,09
+ 39,39	Rhone Poulenc(T.P)	2270	2300	+ 1,32
+ 6,69	Saint Gobain(T.P.)	1100	1100	—
—	Thomson S.A (T.P)	1005	—	—
+ 8,78	Accor 1	686	669	– 2,48
– 7,63	Air Liquide 1	745	738	– 0,94
+ 4,33	Alcatel Alsthom 1	732	722	– 1,37
+ 53,84	Alsac.Super.(Ny) 1	2425	2400	– 1,03
+ 34,33	Alspi 1	358	356	– 0,56
+ 26,02	AGF(Ass.gle.Fce) 1	628	630	+ 0,32
+ 50,19	Axa 1	1512	1511	– 0,07
– 5,57	Bail Equipement 1	52,50	52,50	—
+ 83,25	Bail Invest. 1	1210	1160	– 4,13
+ 40,98	Bancaire (Cie) 1	566	558	– 1,41
+ 10,88	Banque Colbert C1	158,90	153	– 3,71
+ 1,40	Bazar Hot. Ville 1	650	649	– 0,15
+ 0,08	Berger (M) 1	1219	1221	+ 0,38
+ 18,06	Bertrand Faure 1	451	451	—
+ 39,40	BIC 1	1302	1301	– 0,08
+ 9,02	BIS 1	134,10	134,10	—
+ 41,28	B.N.P. CI 1	595	592	– 0,58
+ 2,24	Bollore Techno.1	453,30	455	+ 0,38
– 18,15	Bongrain 1	2650	2660	+ 0,38
+ 37,19	Bon Marche (Au) 1	646	643	– 0,46
+ 21,55	Bouygues 1	688	686	—
+ 26,58	BP France 1	113	110	– 2,05
– 7,44	BSN 1	890	883	– 0,79
+ 15,55	Canal + 1	1275	1270	– 0,39
+ 20	Cap Gemini Sogeti 1	198,40	198	– 0,20
+ 24,30	Carnaudmetalbox 1	225,50	225	– 0,22
+ 24,91	Carrefour 1	2974	2953	– 0,71
– 2,86	Casino Guichard 1	147,30	145,80	– 1,02
+ 19,88	Casino Guich.ADP 1	115	114,20	– 0,70
+ 40,30	Castorama Dl (Li)1	689	691	+ 0,29
+ 11,44	C.C.F. 1	245,50	244,50	– 0,41
+ 9,35	CCMC-Manag(Ly) 1	35,80	33,90	– 5,31
+ 62,87	Cegid (Ly) 1	218,90	215	– 1,78
– 17,56	Centrest (Ny) 1	33,85	33,80	– 0,15
+ 42,12	CEP Communication1	419	415	– 0,95
+ 21,19	Cerus Europ.Reun 1	95	93,20	– 1,89
+ 62,78	Cetelem 1	1230	1227	– 0,24
+ 27,61	CGIP 1	1224	1220	– 0,33
– 18,46	Chargeurs 1	1079	1055	– 2,22
+ 45,48	Christian Dior	338	340	+ 0,59
+ 3,82	CICA (M) 1	500	488	– 2,40
+ 33,46	Ciments Fr.Priv.B	347	345	– 0,58
+ 12,74	Clarins 1	576	575	– 0,17
+ 16,42	Club Mediterranee1	437,50	444,50	+ 1,60
+ 17,66	Colas 1	1051	1046	– 0,48
– 23,47	CGP (Papiers)(Ly)1	571	551	– 3,50
—	Comptoir Entrep. 1	219	—	—
+ 14,21	Comptoir Moder. 1	1410	1414	+ 0,28
+ 85,89	CPR Paris.Reesc. 1	439	435	– 0,91
+ 12,74	Credit.F.France 1	1091	1088	– 0,27
+ 25,29	Credit Local Fce 1	425,50	428	+ 0,12
+ 56,95	Credit Lyonn.CIP 1	789	778	– 1,39
+ 26,76	Credit National 1	687	675	– 1,75
– 3,95	CSEE 1	496	498	+ 0,67

Variation 31/12 (1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% + –
+ 35,59	Damart 1	4378	4400	+ 0,50
+ 25	Dassault-Aviation 1	460	460	—
+ 71,10	Dassault Electro 1	330	325,10	– 1,48
+ 35,53	De Dietrich 1	1726	1724	– 0,12
+ 12,82	Degremont 1	530	528	– 0,38
+ 8,14	Dev.R.N-P De Cal 1	38,40	38	– 1,04
—	Dev.R.Sud-Est(Ly)1	83,80	—	—
+ 21,56	DMC (Dollfus Mi)	330	327	– 0,91
+ 52,59	Docks France 1	598	588	– 1,67
+ 37,93	Dynaction 1	119,50	120	+ 0,42
+ 18	Eaux (Gle Des) 1	2393	2387	– 0,25
—	EBF (Epeda B.) 1	583	—	—
+ 33,08	Ecco 1	525	527	+ 0,38
+ 77,41	Eiffagelex Foug.1	1115	1100	– 1,35
+ 78,88	Elf Aquitaine 1	436,20	430,60	– 1,28
– 16,62	Elf Sanofi 1	939	938	– 0,11
+ 54,63	Erap-Elf CPer 1	379	365,10	– 3,67
+ 41,78	Eridania Beghin 1	828	828	—
+ 34,73	Essilor Intl 1	550	538	– 2,18
+ 70,43	Essilor Intl ADP 1	322	310,20	– 2,86
– 3,78	Esso 1	740	737	– 0,41
+ 54,29	Eurafrance 1	1979	1975	– 0,20
– 13,24	Euro Disney 1	56,80	55,35	– 2,55
+ 40,82	Euro RSCG W.W	624	614	– 1,60
+ 36,30	Europe 1-1	1069	1070	+ 0,09
+ 44,86	Eurotunnel 1	40,65	39,90	– 1,85
+ 75	Filipacchi Medias	733	735	+ 0,27
+ 25,95	Finextel 1	151	148,50	– 1,66
+ 47,56	Fives-Lille 1	365	363	– 0,55
+ 39,09	Fromageries Bel 1	4680	4700	+ 0,43
– 2,32	Galeries Lafayet.1	1750	1720	– 1,71
+ 58,71	GAN 1	521	517	– 0,77
+ 28,41	Gascogne (B) 1	402	402	—
+ 42,94	Gaz Eaux(Fin.Ind)1	1829	1827	– 0,11
+ 12,52	Geophysique 1	624	629	+ 0,80
+ 1,85	Groupe Andre S.A.	660	660	—
+ 32,25	Groupe De La Cite1	606	611	+ 0,83
+ 40,61	GTM-Entrepose 1	493	483	– 2,03
+ 5,88	Guyenne Gascogne 1	1590	1571	– 1,19
+ 1,06	Havas 1	440,90	437,30	– 0,82
– 3,15	IDIA 1	230,50	230,58	—
+ 38,17	Imetal 1	488	483,60	– 0,90
– 11,87	Immob.Phenix 1	139	136,80	– 1,73
+ 4,78	Ingenico 1	156	154	– 1,28
+ 48,90	Ins.Merieux Inc. 1	10900	10900	—
+ 31,42	Interbail 1	552	552	—
+ 34,84	Intertechnique 1	500	507	+ 1,40
+ 42,85	Jean Lefebvre 1	1200	1225	+ 2,08
+ 37,26	Klepierre 1	670	652	– 2,69
+ 78,86	Labinal 1	766	760	– 0,78
+ 25,62	Lafarge Coppee 1	440	427	– 2,95
+ 49,84	Lagardere (MMB) C1	124	124	—
+ 90,95	Lapeyre C1	250	242	– 3,20
+ 15,76	Lebon 1	303	301	– 0,66
+ 18,58	Legrand 1	4778	4740	– 0,80
+ 25,15	Legrand ADP 1	2990	2916	– 2,47
+ 51,02	Legris indust. 1	199,70	198	– 0,85
+ 32,32	Locindus 1	965	958	– 0,73

Variation 31/12 (1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% + –
+ 12,79	LVMH Moet Vuitton1	4172	4160	– 0,29
+ 5,49	Lyon.Eaux-Dumez 1	520	518	– 0,38
+ 25,82	Marine Wendel 1	361	361	—
+ 80,98	Matra-Hachette 1	149,50	147,50	– 1,80
– 3,81	Metaleurop 1	78,50	77,10	– 1,78
– 8,64	Metrologie Intl 1	15	15,30	+ 2
+ 2,54	Michelin 1	189,80	188,30	– 1,34
+ 45,71	Moulinex 1	114	112,20	– 1,58
+ 39,86	Navigation Mixte 1	1835	1835	—
+ 13,88	Nord-Est 1	147	143,50	– 2,38
+ 157,14	Nordon (Ny) 1	545	540	– 0,92
– 27,23	Olipar 1	35	34,20	– 2,29
+ 4,96	Oreal 1	1122	1120	– 0,18
+ 41,36	Paribas 1	494,50	488,40	– 1,23
+ 19,90	Pechiney CIP 1	358	356	– 0,56
+ 3,39	Pechiney Intl 1	217,50	218	+ 0,23
+ 10,47	Pernod-Ricard 1	404	404,90	+ 0,22
+ 16,92	Peugeot 1	692	691	– 0,14
+ 7,54	Pinault-Printemps1	778	770	– 1,03
– 4,58	Plastic-Omn.(Ly) 1	807	806	– 0,12
+ 60	Poliet	339	333	– 1,77
+ 0,83	Primagaz 1	836	847	+ 1,32
+ 48,19	Promodes 1	809	807	– 0,25
+ 44	Radiotechnique 1	330	324	– 1,82
+ 13,36	Redoute(S.A.La)1	7730	7800	+ 0,91
+ 54,41	Remy Cointreau 1	212	210	– 0,94
+ 35,14	Rexel(ex.CDME) 1	550	546	– 0,73
—	Rhone Poulenc A 1	168	165,70	– 1,37
– 6,21	Rochette (La) 1	33,45	32,45	– 2,99
+ 42,55	Roussel Uclaf 1	618	613	– 0,81
+ 21,15	Rue Imperiale(Ly)1	3375	3390	+ 0,44
+ 29,23	Sade (Ny) 1	188	188	—
+ 54,73	Sagem 1	1839	1865	+ 1,41
+ 11,37	Saint-Gobain 1	572	568	– 0,70
+ 15,05	Saint-Louis 1	1345	1360	+ 1,12
+ 9,75	Salomon (Ly) 1	1805	1800	– 0,38
+ 28,34	Salvepar (Ny) 1	379	379,90	+ 0,24
+ 27,77	Sat 1	1805	1840	+ 1,94
+ 17,91	Saupiquet (Ns) 1	930	915	– 1,61
+ 26,37	Schneider 1	763	757	– 0,79
– 3,34	SCOA 1	13,20	13	– 1,52
—	SCOR S.A 1	633	—	—
+ 38,98	S.E.B. 1	497	475	– 1,25
+ 20,09	Sefimeg 1	511	508	– 0,59
+ 38,29	Selectibanque 1	173	175	+ 1,16
—	Sextant Avionique1	250	—	—
+ 57	SFIM 1	795	785	– 1,26
+ 64,24	SGE 1	281,50	278,40	– 1,10
+ 30,25	Simco 1	573	573	—
+ 46,59	S.I.T.A 1	649	655	+ 0,92
+ 67,88	Skis Rossignol 1	1405	1380	– 1,78
+ 40,09	Sligos 1	516	512	– 0,78
+ 0,32	Societe Gale A 1	624	620	– 0,64
+ 0,75	Sodexco (B) 1	41	40,30	– 1,71
+ 5,45	Sodero (Ns) 1	72	73,50	+ 2,08
+ 5,49	Sodexho 1	1057	1056	– 0,09
+ 66,01	Sogenal (Ny) 1	127	127	—
+ 81,95	Sommer-Allibert 1	1870	1856	– 0,75

Variation 31/12 (1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% + –
+ 34,50	Sophia 1	539	538	– 0,19
+ 51,58	Sovac 1	1461	1455	– 0,41
+ 79,31	SPEP	375	373,20	– 0,48
+ 38,40	Spie Batignolles 1	390	386	– 1,03
+ 0,53	Strafor Facom 1	569	563	– 1,05
+ 38,35	Suez 1	346	345,20	– 0,23
– 3,05	Synthelabo 1	222,50	225,50	+ 1,35
+ 21,37	Thomson-CSF 1	178,40	176	– 1,35
+ 29,35	Total 1	302,10	301	– 0,36
+ 26,64	UAP 1	625	626	– 0,48
+ 94,87	UFB Locabail 1	378,10	380	+ 0,50
+ 38,23	UGC DA(ex Robur)M1	242,80	235	– 3,21
+ 19,77	UIC 1	534	539	+ 0,94
+ 36,61	UIF 1	620	619	– 0,16
+ 30,84	UIS 1	880	968	+ 10
+ 38,78	Unibail 1	467	471,80	+ 1,03
+ 51,55	Valeo 1	971	973	+ 0,21
+ 64,08	Vallourec 1	239	233	– 2,51
+ 38,04	Via Banque 1	348	346,50	– 0,43
+ 39,77	Worms & Cie 1	312	305	– 2,24
+ 33,66	Zodiac 1	1880	1870	– 0,53
+ 25,19	Elf Gabon	975	979	+ 0,41
+ 62,73	Amax 1	145	145	—
+ 76,37	American Barrick 1	149,10	148,60	+ 0,34
+ 38,12	American Express 1	195,70	192	– 1,89
+ 19,65	A.T.T. 1	344,30	344	– 0,09
+ 94,95	Anglo American 1	180,30	185,40	+ 2,83
+ 152,65	Amgold 1	408,50	404,50	– 0,98
+ 46,21	Banco Santander 1	283,50	282,20	– 0,46
+ 22,17	B.A.S.F. 1	884	876	– 0,90
+ 12,33	Bayer 1	1024	1020	– 0,39
– 5,71	Blenheim Exhibt. 1	39,80	39,60	– 0,50
+ 158,33	Buffelsfontein 1	59,50	62	+ 4,20
+ 22,70	Chase Manhattan 1	195,50	195,10	– 0,20
+ 37,75	Daimler Benz 1	2600	2521	– 3,04
+ 63,66	De Beers 1	109,30	107,20	– 1,92
+ 21,17	Deutsche Bank 1	2692	2684	– 0,30
+ 23,42	Dresdner Bank 1	1440	1447	+ 0,49
+ 83,38	Driefontein 1	64,60	64	– 1,23
+ 8,64	Du Pont Nemours 1	290	285	– 0,34
+ 57,30	Eastman Kodak 1	352	351,10	– 0,26
+ 245,94	East Rand 1	19,35	19,20	– 0,78
+ 182,78	Echo Bay Mines 1	69,40	68,85	– 0,79
+ 10,64	Electrolux 1	198	188,10	– 6,01
+ 83,02	Ericsson 1	267	261,20	– 2,17
+ 13,19	Exxon Corp. 1	392	393,40	+ 0,37
+ 22,62	Ford Motor 1	300	294,30	– 1,90
+ 180,30	Freegold 1	65,50	69,20	+ 4,12
+ 31,88	Gencor Limited 1	14,45	14,56	+ 0,69
+ 20	General Electric 1	573	576	+ 0,52
+ 48,03	General Motors 1	266,10	261,40	– 1,77
+ 39,57	Generale Belgique1	430	427,10	– 0,67
+ 2,69	Grd Metropolitan 1	40	40	—
+ 2,44	Guinness Plc 1	44,40	44	– 0,90
+ 15,22	Hanson Plc 1	22,70	22,70	—
+ 301,49	Harmony Gold 1	26,50	26,90	+ 1,51
+ 13,02	Hewlett-Packard 1	440	434	– 1,36
+ 45,23	Hitachi 1	46,78	47,20	+ 1,07

Variation 31/12 (1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% + –
+ 17,93	Hoechst 1	958	973	+ 2,42
– 8,32	I.B.M 1	252,50	254,40	+ 0,75
+ 44,21	I.C.I 1	63	62,20	– 1,27
+ 42,85	I.T.T. 1	555	550	– 0,90
+ 57,48	Ito Yokado 1	250	255	+ 2
+ 54,85	Matsushita 1	77,30	78,10	+ 1,03
+ 20,83	Mc Donald's 1	321	324,20	+ 1
– 24,21	Merck and Co 1	193	192,50	– 0,26
+ 15,64	Minnesota Mining 1	641	636	– 0,78
+ 84,73	Mitsubishi Corp. 1	64,90	62,60	– 3,54
—	Mobil Corporat. 1	447	—	—
+ 18,42	Morgan J.P. 1	435	428	– 1,61
+ 3,51	Nestle SA Nom.	4380	4346	– 0,32
+ 47,10	Nippon Meat Packer	85,30	85,25	– 0,06
+ 30,79	Norsk Hydro 1	158	158	—
+ 213,97	Ofsil 1	164,20	173	+ 5,36
+ 27,47	Petrofina 1	1570	1568	– 0,13
– 31,34	Philip Morris 1	294,50	295,70	+ 0,41
+ 86,50	Philips N.V 1	118,60	117,90	+ 1,16
+ 99	Placer Dome Inc 1	118,40	120	+ 1,35
– 6,26	Procter Gamble 1	288,40	285,90	– 0,17
—	Quilmes 1	215	—	—
+ 231,92	Randfontein 1	48	47,30	– 1,46
+ 6,06	Rhone Poul.Rorer 1	273	271,50	– 0,55
+ 28,03	Royal Dutch 1	576	575	– 0,17
+ 8,26	R T Z 1	62	61,60	– 0,65
+ 27,74	Saatchi & Saatchi	14,50	14,55	+ 0,34
—	Sega Enterprises	615	611	– 0,65
+ 155,11	Saint-Helena 1	44,50	44,90	+ 0,90
+ 19,65	Schlumberger 1	393	392,90	– 0,03
+ 22,96	Shell Transport 1	57,85	57,30	– 0,95
+ 15,76	Siemens 1	2372	2350	– 0,93
+ 35,32	Sony Corporation 1	245,30	251,70	+ 2,61
+ 67,21	Sumitomo Bank 1	133	132,10	– 0,68
+ 45,29	T.D.K 1	223	225,20	+ 0,99
+ 23,50	Telefonica 1	66,05	66,20	+ 0,23
+ 37,50	Toshiba 1	38,60	38,50	– 0,26
+ 8,77	Unilever 1	613	615	+ 0,33
+ 26,33	Unt.Technologie 1	342,20	341,10	– 0,35
+ 189,77	Vaal Reefs 1	446	450,60	+ 1,03
+ 58,03	Volkswagen A.G 1	1320	1320	—
+ 32,89	Volvo (act.B) 1	339	325,50	– 3,98
+ 274,06	Western Deep 1	196	199	+ 1,53
—	Xerox Corp. 1	443	—	—
+ 21,38	Yamanouchi 1	131,40	133,50	+ 1,60
+ 11,53	Zambia Copper 1	5,80	5,80	—

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 10,8%79	103,70	10,445
CNA 9% 4/92 CB	116,35	2,737
EDF 8,6% 92 CI	114,50	3,204
Emp.Etat 6%7/93-97	101,82	0,625
Em.Etat 13,4%83 CA	102	8,995
Em.Etat10,26%86 CA	110	4,610
OAT 9,90% 12/97 CA	114,89	6,862
OAT TMB 01/99 CA	98,70	5,371
OAT 10% 5/00 CA	120,25	2,411
OAT 01 TME CA	100,85	3,777
OAT 8,5%11/02 CA	114,73	6,311
OAT 8,50% 19 CA	117,32	7,833
OAT 8,50% 92-23 CA	118,20	2,795
BFCE 9% 91-02	115,60	7,200
CEPME 8,5% 88 CB	108,10	1,234
CEPME 9% 89 CA	114,15	8,099
CEPME 9% 92-06 TSR	115,50	1,504
CFD (CCCE)9,7%90CB	119,55	5,288
CFD exCCCE8,6%92CB	—	4,571
CFF 10% 88-98	116,58	8,356
CRH 8,5% 87-88 CA	118,65	3,982
CFF 9% 88-97 CI	118,30	7,989
CFF 10,25% 90 CI	—	4,521
CRH 8,6% 92-93 CB	112,80	1,296
CLF 8,9% 88 CI	113,54	2,121
CLF 9%88-93/98 CI	118,85	5,005
EDF 8,6% 88-89	111,49	4,453
Finansder 9%91C2#	116,20	6,858
Finansd.8,6%92 #C2	112,25	4,901
Floral9,75% 90 CI	117,10	0,801
PTT 11,2% 85 CB#	111,95	7,484
SNCF8,8% 87-93CI	111,25	4,978
	—	—

Actions

VALEURS	Cours Préc.	Dernier cours
Arbel 2	314	314
Baies C.Monaco 1	930	912
B.Hypoth.Europ.	170	—
B.N.P Intercont.2	474,50	472
Benedictine	2925	2925
Bidermann Intl	380	—
B T P (la cie) 2	31,50	30,85
Cambodge	889	—
Carbone Lorraine	460	469
Casa Poclain 2	2,10	—
CBC 2	347,10	346
Centenaire Blanzy	333	336
Caragem Holding	30	—
Champex (Ny)	8,70	—
CIC Un.Euro.CIP 1	285	285,20
C.I.T.R.A.M. (B)	3000	—
Cpt Lyon Alem.2	382	381
Concorde-Ass Risq2	815	819
Constr.Met.Prov.	11	11
Credit Gen.Ind.	119,10	—
Darblay	590	—
Didot Bottin	535	530
Eaux Bassin Vichy	2410	2401
Ecia 2	421,80	415

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Ent.Mag. Paris	4050	4150
Eridania Beghin CI	649	650
Fidei(ex-Immofice)2	369,50	383
Finalens	370	364
F.I.P.P.	157	—
FNAC 2	2890	—
Fonciere (Cie)	616	605
Foncina	407	405
France I.A.R.D.	484	407
France S.A 1	2015	1990
From. Paul-Renard	2050	—
Gaumont 2	590	582
Genefim	344,50	335
Gevelot	475,20	—
G.F.C. 2	482,10	464
Groupe Victoire	1490	1488
G.T.I (Transport)	219	—
Immobail 2	446,50	449
Immobanque 2	880	855
Int.Marseillaise	5250	5298
Invest.(Ste Cle.)2	2800	—
Lille Bonnieres	1069	—
Locafinanciere	475,20	—
Louvre 1	2390	2420
Lucia	180	185
Machines Bull 2	24,80	25,15
Mag.Uniprix	176,50	176
Metal Deploye	280	—
Mors 2	39,50	39,50
Navigation (Nle)	138,90	—
Optorg 2	290	—
Oreal (CI)	835	850
Origny-Desvroise	830	870
Monoprix	1288	1290
Paluel-Marmont	499	498
Parfinance	210	—
Paris Orleans	205	206
Piper Heidsieck	721	—
Porcher	196	208
Promodes (CI)	670	—
Publicis 2	848	—
Rochefortaise Com.	159	158
Rosario 2	174	171
Rougier	238,20	240
S.A.F.A.A.	210	—
S.A.F.I.C Alcan	198	—
Saga	345	—
Salins du Midi 2	527	538
Savoisienne M.	155	—
Silic 2	763	770
S.I.P.H.	101,80	—
Sofal 2	470	—
Soffo	299,50	—
Softarm	63,05	—
Sofragi 2	3400	—
Soudure Autogene	735	748
Sovabail	393	393
Stemi	975	—
Taittinger 1	2150	2185
Tour Eiffel	290	—
Ufiner Cofrath	1550	1530
Vicat 2	450	445
Virax	110	—

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G. AG	477	—
Akzo NV	535	535
Alcan Aluminium	177,60	177,50
American Brands	195,10	—
Arbed	476,50	—
Asturienne Mines	106,10	—
Banco Pop. Espanol	850	835
Banque Regl.Inter.	37000	36600
Chrysler Corp.	258	—
C.I.R SPA	3,80	—
Commerzbank AG	1060	1113
Dow Chemical Co.1	353	353
Fiat Ord.	25,70	26
G.B.L.(Brux.Lamb.)	590	590
Gevaert	1180	—
Glaxo Holdings Plc	51,40	53,40
Goodyear T.& R.Cy	241	—
Honeywell Inc.	213	—
Johannesburg Cons.	71	80,80

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Kubota Corp.	37	—
Noranda Mines	101,90	100
Olivetti Priv.	5,70	5,70
Pfizer Inc.	377	375,70
Ricoh Cy	46	—
Robeco	363	361,50
Rodamco N.V.	185	188,10
Rolinco	368,50	363
Saipem SPA	5,50	—
Sema Group Plc	31,50	31,50
SKF Aktiebolaget	80	—
Tenneco Inc.	301	—
Toray Ind.	36,10	34,50
West Rand Cons.	4,95	—

Hors-cote (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	312	—
Blanzy-Ouest*	831	—
Brasseries Maroc	400	—
Calciphos*	68,50	—
Canadien Pacifique	92,50	—
CGH Cogenhor ech.*	7	—
CEGF (Ent.Ga.Fri.)	500	—
Cie Industrielle*	4250	—
Coparex Inter.*	560	—
Cr.Universal (Cie)	250	—
CEAC*	75,85	—
GFF (Grpe Fon.F) 2	4,80	—
Grace and Co	230,30	—
Table France*	350,20	—
Koninkl. Pakhoed	75,10	—
Lecteurs Monde+ *	186	—
Nicolas nom	675	—

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Off.Com.Pharm. *	950	—
Paris France	215	—
Partic.Perrier *	238	—
Rorento	289,80	—
S.A.C.E.R.	630	—
St-Dominique(Fin)2	154	—
St Gobain Emball.*	1750	—
Schlumberger Ind.*	431	—
SEPR *	1282	—
SMCI (M)	50	—
SPR "B" nom	252	—
Texunt-Aequitas	100	—
Viniprix	1700	—
Waterman *	1100	—

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cable 1	624	612
B.A.C.	23,70	—
Bairon (Ly) 2 #	470	460
Boisset (Ly)	280,50	281
CRCAM Paris IDF 1	940	937
Calberson	320	318
Cardif SA 2	1055	1040
CEGEP	187	167
CFPI	167	171
C.N.I.M 2	1250	1211
Codetour	325	320
Creeks	128,10	120
Dauphin OTA	245	243
Devanlay 2	1139	—
Labor.Dolisos	106,20	—
Editions Belfond	121	—
Europ Propulsion 2	270	267
Finacor	189	189,98
G.L.M. S.A.	720	700
Gravograph	151	150

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Guintoli 2	900	—
I.C.C.	239	237
Idianova	84	64,90
Immob.Hotel. 2 #	1180	1180
Int. Computer	125	—
IPBM	39	39
Molex	199,90	—
N.S.C Schlum.Ny 2	658	672
Seribo	164,20	163
Sopra	326	325
TF1-1	516	496,50
Thermador Hold(Ly)	345	345
Unilog	242	242
Viel et Compagnie	180	179
Yves St Laurent 1	731	731

Sicav (sélection) 20 août

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Actilion	259,96	252,94
Actimonetaire C et D	31882,38	31882,38
Améri-gan	8304,14	7984,75
Amplitude	764,30	742,04
Antigone trésor	730053	730053
Arbitr. Court Terme	8102,45	8102,45
Associa Première	33379,87	33379,87
Associc	1193,78	1193,78
Atout Futur	536,85	523,76
Aurecic	1675,12	1626,33
Avenir Alizes	1952,35	1914,07
Axa Capital	298,78	290,74
Axa Court Terme	8949,13	8949,13
Axa Cro.Ex.Dr.Inve.	1168,82	1127,81
Axa.Ep.Fr.Ex Agepargn	938,06	908,82
Axa Europe	140,83	136,73
Axa Investiments	134,09	130,18
Axa NPI	141,58	137,46
Axa Ob.Fr.Exrens.	182,97	158,22
Axa.Ob.In.Ex Mo.U.Se	183,34	158,58
Axa Prem.Ex.Agepre	128,24	124,50
Axa Sél.Ex.Dr.Sele	160,68	158
Axa Valeurs PER	148,48	144,18
Cadence 1	1128,44	1106,31
Cadence 2	1112,63	1090,61
Cadence 3	1126,72	1104,63
Capimonetaire	7003,93	6996,93
Capiobig	7697,37	7548,44
Capitacic	1590,61	1567,10
Cosmis	1547,37	1512,83
Comptavalor	3937,09	3931,19
Credinter	509,32	494,45
Credit Mutuel Capital	1484,44	1455,33
Cred.Mut.Ep.Cour.T	746,01	746,01
Cred.Mut.Ep.Ind.Cap	111,66	108,67
Cred.Mut.Ep.Ind.Dis	109,71	106,77
Cred.Mut.Ep.J.	77814,91	77814,91
Cred.Mut.Ep.long.T	228,23	222,12
Cred.Mut.Ep.Monde	1372,37	1335,64
Cred.Mut.Ep.Quatre	1176,27	1144,79
Diaco	1622,98	1592,72
Drouot France	1028,22	998,27
Drouot Sécurité	271,39	264,07
Ecocic	1222,81	1187,19
Ecopar	138,81	134,77
Ecur. Capitalisation	3044,88	3074,73
Ecur. Expansion	541182,20	540291,78
Ecur. Géovaleurs	2660,64	2583,15
Ecur. Investissement	170,79	165,82
Ecur. Monepremière	75264,38	75264,38
Ecur. Monétaire	22042,49	22042,49
Ecur. Tresorerie	2714,83	2714,83
Ecur. Trimestriel	2131,90	2118,79
Elanciel	134,61	130,89 ◆
Energia	404,21	395,88
Eparcic	4048,94	4048,94
Eparcourt-Sicav	4376,49	4365,59
Epargne Associat.	26367,49	26067,26
Epargne-Unie	1543,96	1506,30
Eufi Cash capi.	8922,83	8922,83 ◆
Euroo Solidarité	1213,86	1201,84
Euracic Leaders	1263,71	1226,90
Eurodyn	1379,96	1346,38
Euro Gan	7465,37	7178,24
Fonsicav	16255,52	16223,07
France-gan	12545,06	12062,56
France Garantie	282,94	282,38
France Obligations	494,62	490,72
Francic	536,53	520,90

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Francic Pierre	132,11	128,26
Francic-Regions	1261,58	1224,82
Fructi-Associations	39,22	39,22
Fructi-Capi	49	48,28
Fructidor	251,67	247,95
Fructifrance action C	223,87	218,41
Fructifrance action D	214,23	209
GAN Rendement	5701,07	5616,82
Gestion	17161,44	17161,44
Gest.Associations	206,22	201,68
Horizon	1585,58	1539,40
HLM Monétaire	15661,98	15661,98
Indicic	1222,53	1198,38 ◆
Indust.Fse.Court.T.	1858,12	1856,12 ◇
Intensys	105,45	105,19
Interepar	113558,19	110251,63
Interoblig	17316,26	16976,73
Intersélection Fce	582,02	578,61
Japacic	197,47	191,72
Jeunepargne	332,52	327,61
Latitude	2514,93	2511,18
Lion Association	12021,73	12021,73
Lion Institution	35929,78	35740,43
Lionplus	1187,57	1164,26
Lion Trésor	2390,50	2366,83
Livret Bourse Inv.	655,08	636
Livret Portefeuil.	830,93	806,73
Méditerranée	209,48	203,39
Mensuel CIC	10445,76	10342,34
Moneden	78540,64	78540,64
Mone.J.	40447,66	40447,66 ◇
Monévalor	45963,09	45969,09
Mutualité dépôts	15543,34	15512,32
Natio Court Terme	108433	106115
Natio Court Terme2	319927	319927
Natio Epargne	20462,54	20259,84
Natio Ep. Capital	12945,58	12718,39
Natio Ep. Croissance	2086,09	3031,04
Natio Ep. Obligations	221,66	215,73
Natio-Ep. Retraite	138,78	135,07
Natio Ep. Tresor	9091,40	9073,25
Natio. Epargn. Valeurs	517,02	503,18
Natio-Fran.index	1180,95	1149,34
Natio-Imm	1413,30	1375,47
Natio-Inter	1790,39	1742,47
Natio-Monétaire	28107,58	28107,58
Natio-Opportunités	1320,20	1284,87
Natio-Patrimoine	1597,96	1555,19
Natio-Perspectives	1388,03	1353,58
Natio-Placements	66165,19	66165,19
Natio-Revenus	1107,52	1098,55
Natio Sécurité	12349,65	12349,65
Natio-Valeurs	1001,65	374,84
Nippon-Gan	7468,23	7180,99
Nord Sud Develop	1899,49	1895,76
Obli-Associations	184,19	181,46
Oblicic-Mondial	3091,55	3045,86
Oblicic-Régions	1113,02	1096,57
Oblifutur	3395,37	3332,08
Oblig. tres caté.	210,39	207,29
Obliflon	1722,38	1705,33
Oblisécurité Sicav	14503,95	14503,95
Oraction	1647,56	1607,37
Paribas Capitalisation	1840,91	1804,63
Paribas Opportunités	148,38	143,98
Paribas Patrimoine	677,93	658,18
Patrimoine Retraite	254,83	249,83
Pervalor	670,59	657,44
Planinter	1446,79	1411,50

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Plénitude	158,36	153,75
Poste Croissance	6139,82	6133,69
Poste Gestion	73917,97	73917,97
Première Oblig.	11128,59	11117,47
Prévoy. Ecureuil	112,94	111,82
Prv/Associations	32910,54	32910,54
Proficius	1023,17	1004,09
Quartz	157,27	153,43
Rentacic	172,84	170,29
Revenus Trimestr.	5617,42	5561,80
Revenu-Vert	1225,87	1202,23
St Honoré Vie & Santé	1097,93	1048,14
St Honoré Bons du Tr.	12546,44	12484,02
St Honoré Invest.	893,67	853,15
St Honoré Pacifique	822,31	785,02
St Honoré Real	16772,50	16705,68
Sécuricic	1938,25	1938,25
Sécuri-Gan	13521,06	13255,94
Sécuritaux	1553,89	1553,89
Sensivalor	30217,31	30217,31
Sicasden	751,07	739,97
Sicav Associations	2058,67	2058,67
SFI-CNP Assur	778,42	755,75
S.G. Fr opport. C et D	1460,19	1431,56
Sicav 5.000	503,04	489,58
S.I. Est	1651,21	1603,12
Slivafrance	806,67	785,08
Slivam	470,51	457,92
Slivarente	237,28	232,63
Slivinter	550,61	535,87
S.N.I.	1275,94	1238,78
Sogenfrance C	1367,13	1340,32
Sogenfrance D	1320,69	1294,79
Sogépargne	355,81	348,93
Sogister	1603,31	1571,87
Soleil Investissements	694,75	658,02
Solstice	2300,02	2294,28
State Street Act. Eur	11931,29	11527,82
State Street Act. Fce	12734,17	12363,27
St. Str. Act.Japon	16929,38	16358,81
State Street Emer. Mts	15813,45	15053,19
St.Street OAT Plus	13585,22	12436,49
Stratégie Actions	972,64	935,23
Stratégie Rendement	1638,76	1587,18
Techno-Gan	6586,29	6332,97
Thesora	775,78	768,10
Trésor Plus	1513,33	1498,35
Trésor Trimestriel	1084,19	1073,46
Trésoricic	146155,05	146155,05 ◆
Trilion	5572,39	5500,88
Uni-Associations	125,32	125,32 ◇
Uni-Foncier	1487,40	1451,12
Unifrance	672,71	658,30
Uni Régions	1335,50	1302,93
Univar	261,37	261,37 ◇
Univers Actions	1562,18	1524
Univers Obligations	2115,86	2076,41
Valorg	2293,50	2291,21
Valreal	59606,53	59636,71
Winterthur St-Honoré	258,61	246,88

Marché des Changes

Cours indicatifs	Cours préc.	Cours 20/08	Cours des billets achat	Cours des billets vente
Etats Unis (1 usd)	5,8990	5,8655	5,65	6,15
Ecu	6,6885	6,6890	—	—
Allemagne (100 dm)	350,1500	347,8400	334	357
Belgique (100 F)	16,5910	16,5750	16	17
Pays-Bas (100 fl)	311,3100	309,2300	297	319
Italie (1000 lires)	3,6930	3,6840	3,40	3,85
Danemark (100 krd)	85,4400	85,4700	80	88
Irlande (1 iep)	8,2705	8,2245	7,85	8,80
Gde-Bretagne (1 L)	8,9195	8,8245	8,40	9,20
Grèce (100 drachmes)	2,4930	2,4780	2,69	3,09
Suisse (100 f)	398,9700	394,9900	380	402
Suède (100 krs)	74,3900	73,4900	68	77
Norvège (100 k)	80,7300	80,3800	75	84
Autriche (100 sch)	49,7840	49,4310	47,80	50,30
Espagne (100 pes)	4,2775	4,3065	4	4,55
Portugal (100 esc)	3,4300	3,4300	3,05	3,80
Canada (1 $ can)	4,4868	4,4595	4,25	4,70
Japon (100 yens)	5,7777	5,5889	5,25	5,70

Marché libre de l'or

Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 20/08
Or fin (kilo en barre)	71000	70000
Or fin (en lingot)	71250	70100
Napoléon (20f)	407	401
Pièce Fr (10 f)	351	—
Pièce Suisse (20 f)	409	399
Pièce Latine (20 f)	409	398
Souverain	511	498
Pièce 20 dollars	2510	2550
Pièce 10 dollars	1225	1230
Pièce 5 dollars	755	—
Pièce 50 pesos	2730	2606
Pièce 10 florins	418	410

Matif (Marché à terme international de France)
20 août 1993

NOTIONNEL 10 %
Nombre de contrats estimés : 148 963

Cours	Mars 94	Sept. 93	Déc. 93
Dernier	124,80	122,16	121,76
Précédent	124,96	122,34	121,96

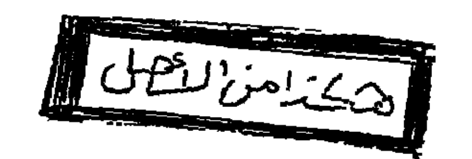
CAC 40 A TERME
Volume : 20 264

Cours	Août 93	Sept. 93	Oct. 93
Dernier	2145	2158	2166,50
Précédent	2151	2163,50	2176

RÈGLEMENT MENSUEL (1)
Lundi daté mardi : % de variation 31/12 - Mardi daté mercredi : montant du coupon - Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon - Jeudi daté vendredi : compensation - Vendredi daté samedi : quotités de négociation

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux Li = Lille
Ly = Lyon M = Marseille
Ny = Nancy Ns = Nantes

SYMBOLES
1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 - * valeur éligible au PEA
■ coupon détaché - ● droit détaché - ◇ cours du jour - ◆ cours précédent
o = offert - d = demandé - ↓ offre réduite - ↑ demande réduite - # contrat d'animation



Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE SA
Président directeur général : Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction : Jacques Guiu. Isabelle Tsaïdi.
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Téléfax : 46-62-98-73. - Société filiale de la SARL *le Monde* et de Médias et Régies Europe SA.

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

« LE MONDE » (USPS = pending) is published daily for $ 892 per year by « LE MONDE » 1, place Hubert-Beuve-Méry – 94852 Ivry-sur-Seine – France. Second class postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER : Send address changes to IMS of NY Box 1518, Champlain N.Y. 12919 – 1518.
Pour les abonnements souscrits aux USA
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach. VA 23451 – 2983 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 — PP.Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : ______ Prénom : ______
Adresse : ______
______ Code postal : ______
Localité : ______ Pays : ______

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

AGENDA

MUSIQUE

CONCERTS

AU DUC DES LOMBARDS (42-33-22-88). Francis Lockwood Trio : 22 h 30 mer., jeu. ; Joe Lee Wilson : 22 h 30 ven., sam., dim. Joy of Jazz : Harry Beckett, Didier Levallet, Tony Marsh : 22 h 30 lun. ; Jam Session : jusqu'au 21 septembre 1993. 22 h 30 mar.

BAISER SALÉ (42-33-37-71). Jean-Michel Pilc Trio : 22 h 30 jeu., ven. ; Caiman : 22 h 30 sam. ; Gino Sit Son Band : 22 h 30 dim. ; Espace Vital Trio : 22 h 30 lun., mer.

LE BILBOQUET (45-48-81-84). Georges Mac Intosh : 22 h 45 mer., jeu., ven., sam. ; Turk Mauro Quartet : 22 h 45 dim. ; Christèle Dobat Quartet : 22 h 45 lun., mer.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05). Gene Mighty Flea Conners : 21 h 30 mer., jeu., ven., sam., dim., lun., mar.

FRONT PAGE (42-36-98-69). Amar and the Alligators : 22 h 30 mer. ; Blues Acoustic Night : jusqu'au 2 septembre 1993. 22 h 30 jeu. ; Frank Ash : jusqu'au 3 septembre 1993. 22 h 30 ven., sam. ; House Band : jusqu'au 12 septembre 1993. 22 h 30 dim. ; The Moovies : 22 h 30 lun. ; Coketale : jusqu'au 9 septembre 1993. 22 h 30 mer.

JAZZ CLUB LIONEL-HAMPTON (40-68-30-42). Stefan Patry : jusqu'au 4 septembre 1993. 22 h 30 mer., jeu., ven., sam., mar.

LATITUDES SAINT-GERMAIN (42-61-53-53). Fabrice Eulry Trio : 22 h 30 jeu., ven., sam.

LA LOUISIANE (42-36-58-98). Boozoo's Jazz Combo : 21 h mer. ; Jean-Pierre Gélineau Trio : 21 h jeu. ; Michel Mardignan Clarinette Connection : 21 h ven. ; Philippe de Preissac Group : 21 h sam., mar. ; Fabrice Eulry : 21 h lun.

LE MONTANA (45-48-93-08). Patrick Saussois Trio : 22 h 30 mer., jeu., ven., sam. ; Chris Henderson Band : jusqu'au 26 septembre 1993. 22 h 30 dim. ; René Urtreger Trio : jusqu'au 31 août 1993. 22 h 30 lun., mar.

MONTGOLFIER (40-60-30-30). Serge Rahœrson : 22 h mer., jeu., ven., sam. ; Nivo Rahœrson : 22 h lun., mar.

LE NOUVEAU CAFÉ (43-21-65-29). Manu le Prince et Jean-Yves Candela : 21 h mer., jeu., ven., sam. Chant, piano ; Filo Machado : 21 h mar.

PALAIS OMNISPORTS DE PARIS-BERCY (40-02-60-02). Prince : 20 h 30 mar.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70). Luther Allison : 21 h mer. ; Chance Orchestra : 21 h jeu. ; Jean-Louis Bompoint : 21 h ven. ; Five O'Clock Jazz Group : 21 h sam. ; Linda Love Burroughs : 21 h mar.

SLOW CLUB (42-33-84-30). Philippe Audibert : 22 h mer., jeu., ven., sam. Cake Walk Dance ; Howling Winds : 22 h mar.

SUNSET (40-26-46-60). Alain Jean-Marie Trio : 22 h 30 mer., jeu. ; Eric Henry-Greard Quartet : 22 h 30 ven., sam.

UTOPIA JAZZ CLUB (43-22-79-66). Alain Giroux & Jean-Louis Mahjun : 22 h mer. ; Philippe Pontier : 22 h jeu. ; Chris Lancry : 22 h ven. ; Chris & Azad : 22 h sam. ; Jean-Jacques Milteau & Co : 22 h mar.

Périphérie

CHESSY. MANHATTAN JAZZ CLUB (60-45-75-16). F. Faure, D. Fournier, P. Lacarrière : 21 h mer. ; Hal Singer Quartet : 21 h jeu., ven., sam. ; Césarius Alvim Piano Solo : 21 h dim. ; Philippe Lucas Quartet : 21 h lun., mar.

CHANSON

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). L'Air de Paris : jusqu'au 11 septembre 1993. 20 h 30 mer., jeu., ven., sam., mar. Avec Lou Volt, Marie-Line, Bonbon (mise en scène).

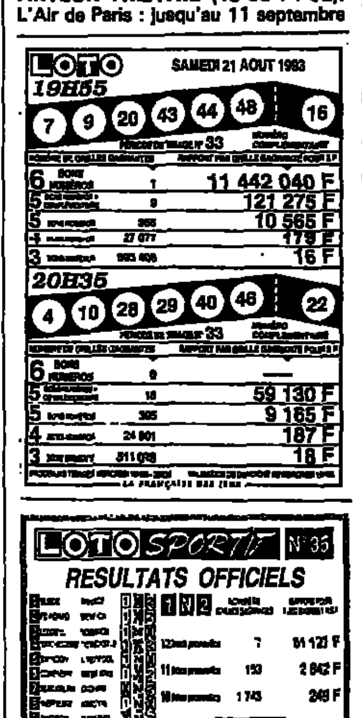
LE BERRY-ZÈBRE (43-57-51-55). Tiens bon! : jusqu'au 2 septembre 1993. 21 h mer., jeu., dim., mar. Spectacle musical de Samuel Légitimus.

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97). Cabaret de la chanson française : 21 h mer., jeu., ven., sam., lun., mar. Chansons à la carte tous les soirs.

THÉATRE DU TAMBOUR-ROYAL (48-06-72-34). Deux blondes et un piano : jusqu'au 31 août 1993. 19 h 30 mer., jeu., ven., sam., mar. ; 15 h dim. Spectacle d'opérettes et de chansons. Avec Andrée Goust et Anne Bernenose, Marc Séclin (mise en scène).

THÉATRE MAUBEL-MICHEL GALABRU (40-44-64-78). Jean-Michel Brac : 15 h 30 dim.

TOURTOUR (48-87-82-48). Ashran M. Le Groove : jusqu'au 11 septembre 1993. 22 h mer., jeu., ven., sam., mar.



LOTO — SAMEDI 21 AOUT 1993

19H55 — 7 9 20 43 44 48 — numéro complémentaire 16 — tirage n° 33

6 bons numéros	1	11 442 040 F
5 + complémentaire	9	121 275 F
5	365	10 565 F
4	27 077	179 F
3	593 408	16 F

20H35 — 4 10 28 29 40 46 — numéro complémentaire 22 — tirage n° 33

6 bons numéros	0	—
5 + complémentaire	10	59 130 F
5	305	9 165 F
4	24 801	187 F
3	511 098	18 F

LOTO SPORTIF N° 35 — RESULTATS OFFICIELS

12 bons pronostics	7	91 123 F
11 bons pronostics	153	2 842 F
10 bons pronostics	1 743	249 F

Numéro pacifique : 1

MATCHS DU JOUR

SUEDE – FRANCE	5 017	20 F
FC PORTO – BENFICA	174	300 F
MANCHESTER U. – NEWCASTLE	870	58 F

PARIS EN VISITES

MARDI 24 AOÛT

« Les passages couverts du Sentier où se réalise la mode féminine. Exotisme et dépaysement assurés » (deuxième parcours), 10 h 30, 3, rue de Palestro (Paris autrefois, L.-A. Lavigne).

« De la plus ancienne pierre tombale aux deux barbus qui se tiennent par la main : le Père-Lachaise méconnu », 10 h 30 et 14 h 45, porte principale, boulevard Ménilmontant (V. de Langlade).

« La Défense, une ville du troisième millénaire », 14 h 30, hall du RER, sortie L (Connaissance de Paris).

« Jardins, ruelles, église du village de Charonne », 14 h 30, métro Porte-de-Bagnolet, sortie boulevard Mortier (Mme Cazes).

« L'aspects dix-neuvième siècle du quartier Montparnasse : de la gare aux colonnades de Bofill et à l'église Notre-Dame-du-Travail », 15 heures, dans le hall du métro Gaîté (Monuments historiques).

« La Conciergerie : de l'ancien palais des rois à la prison révolutionnaire », 15 heures, 1, quai de l'Horloge (Monuments historiques).

« Les passages couverts et galeries marchandes du dix-neuvième siècle. Une promenade hors du temps (premier parcours) », 15 heures, 1, rue du Louvre (L.-A. Lavigne).

« Hôtels et jardins du sud du Marais. Place des Vosges », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« La mosquée de Paris », 15 heures, place du Puits-de-l'Ermite (Paris et son histoire).

« Ateliers d'artistes, jardins et curiosités de Montparnasse », 16 heures et 18 h 15, métro Vavin (Connaissance d'ici et d'ailleurs).



Edité par la SARL *Le Monde*
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guiu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

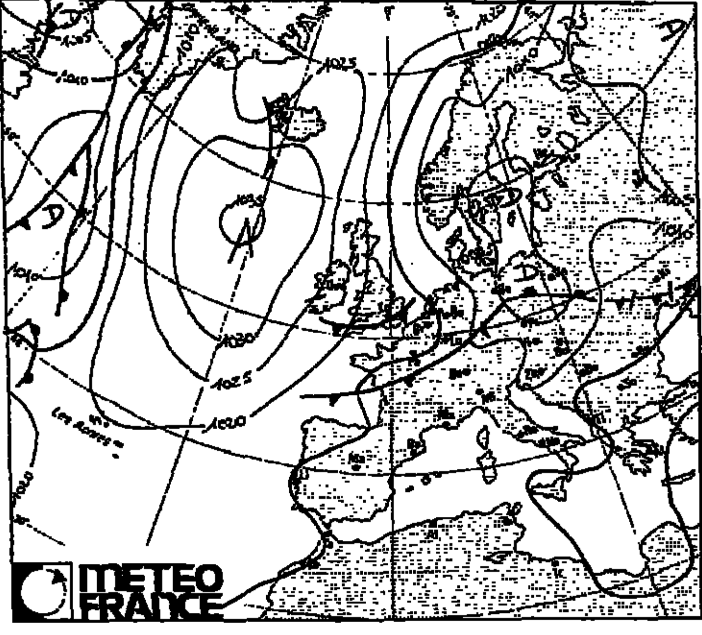
Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Thomas Ferenczi
Bertrand Le Gendre
Jacques-François Simon
Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

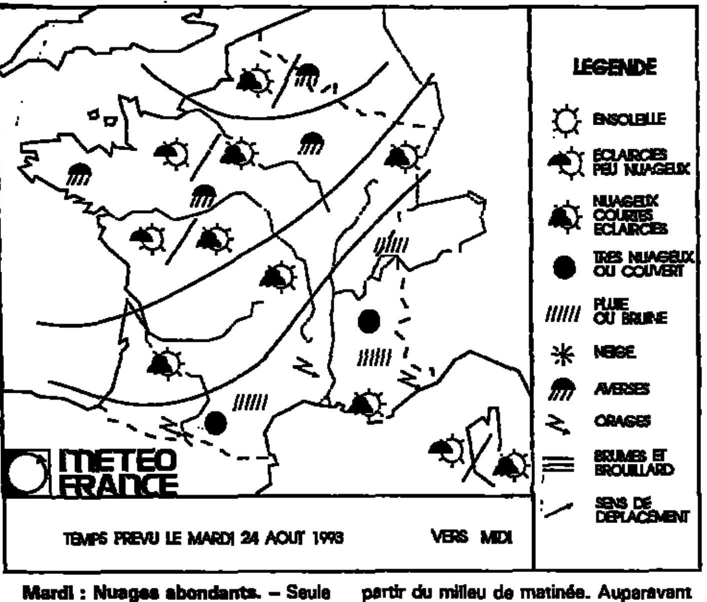
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 23 AOÛT A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 24 AOÛT 1993



Mardi : Nuages abondants. – Seule la Corse aura encore des éclaircies assez belles. Toutefois, les nuages pourront devenir menaçants en soirée et donner quelques orages. Ailleurs les nuages seront prédominants.

Du Sud-Ouest au Massif Central, Bourgogne, Alsace, Jura et à l'est du Rhône, la couverture nuageuse sera assez dense. Elle donnera des pluies modérées, localement orageuses sur les massifs. Des éclaircies seront plus présentes en début de matinée sur le pourtour méditerranéen.

De la Bretagne au Cotentin, les éclaircies seront brèves et les averses, fréquentes, se produiront dès le matin. Le vent de nord-est y soufflera avec une vitesse de 25 km/h à 30 km/h avec des pointes à 40 km/h.

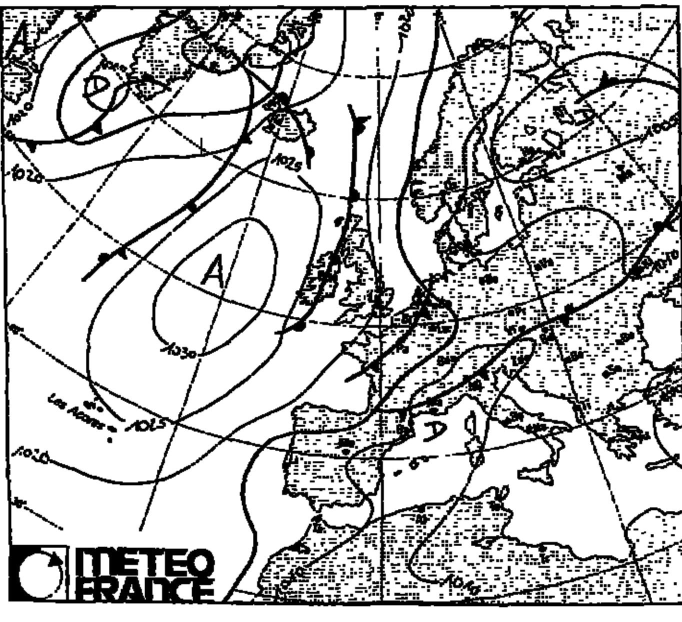
De l'Ile-de-France au Poitou-Charentes, au Centre et à la Lorraine, nuages et éclaircies alterneront. Les nuages donneront quelques averses à partir du milieu de matinée. Auparavant on aura observé des brumes voire des brouillards de la Normandie à la Touraine.

Sur le Nord-Picardie le ciel sera très nuageux, avec des brumes le matin, quelques averses côtières en fin de journée.

Les températures seront inférieures aux normales saisonnières. Les minima seront ainsi de 8 degrés à 12 degrés en moitié nord avec localement 5 degrés dans les Ardennes, 12 degrés à 16 degrés des Charentes aux Alpes, 15 degrés à 17 degrés dans le Sud-Ouest, 18 degrés à 22 degrés près de la Méditerranée.

Les maxima seront de 25 degrés à 29 degrés dans le Sud-Est, 22 degrés à 24 degrés dans le Sud-Ouest, 16 degrés à 19 degrés du Nord à la Bretagne, 19 degrés à 22 degrés ailleurs.

PRÉVISIONS POUR LE 25 AOÛT 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 23-8-1993
Valeurs extrêmes relevées entre le 22-8-1993 à 18 heures TUC et le 23-8-1993 à 6 heures TUC

FRANCE	max	min	temps
AJACCIO	29	18	D
BIARRITZ	28	21	C
BORDEAUX	28	13	N
BOURGES	29	13	P
BREST	28	12	N
CAEN	29	10	N
CHERBOURG	17	12	C
CLERMONT-FER.	30	17	N
DIJON	31	14	C
GRENOBLE	34	17	D
LILLE	17	10	N
LIMOGES	25	15	P
LYON	33	18	C
MARSEILLE	30	22	D
NANCY	30	12	C
NANTES	25	15	C
NICE	29	20	D
PARIS-MONTS.	25	11	D
PAU	28	18	P
PERPIGNAN	28	19	D
POINTE-A-PITRE	32	24	D
RENNES	21	15	C
ST-ETIENNE	33	17	C
STRASBOURG	32	13	C
TOULOUSE	29	17	C
TOURS	27	12	D

ÉTRANGER	max	min	temps
ALGER	32	21	N
AMSTERDAM	14	9	P
ATHÈNES	32	22	D
BANGKOK	34	25	C
BARCELONE	29	20	N
BELGRADE	36	18	D
BERLIN	20	11	C
BRUXELLES	16	7	N
LE CAIRE	33	23	N
COPENHAGUE	17	8	D
DAKAR	32	27	P
GENÈVE	32	17	C
ISTANBUL	28	19	D
JÉRUSALEM	29	20	D
LISBONNE	27	18	N
LONDRES	17	10	C
LOS ANGELES	23	17	C
LUXEMBOURG	28	9	N
MADRID	32	15	D
MARRAKECH	35	19	D
MEXICO	24	14	N
MILAN	29	18	C
MONTRÉAL	21	6	D
MOSCOU	17	8	C
NAIROBI	25	13	N
NEW-DELHI	33	28	D
NEW-YORK	26	17	D
PALMA-DE-MAJ.	32	20	B
OSLO	–	–	–
PÉKIN	27	22	P
RIO-DE-JANEIRO	24	17	–
ROME	32	18	D
HONGKONG	26	31	N
SÉVILLE	34	19	N
SINGAPOUR	32	26	C
STOCKHOLM	17	10	C
SYDNEY	21	10	D
TOKYO	32	26	D
TUNIS	35	23	N
VARSOVIE	22	14	C
VENISE	31	21	N
VIENNE	33	20	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

Triste classe

FRANCE 3 est décidément une drôle de chaîne. Pour ceux qui se refusaient à assister au massacre à la tronçonneuse publicitaire de *Reds*, le film-fleuve inspiré de la vie de Jonn Reed (TF 1), pour ceux qui baillaient devant l'opéra de Wagner, tout aussi fleuve, programmé par ARTE, ou s'effrayaient de voir encore un thriller – *le Gang*, de Jacques Deray – sur France 2, France 3 faisait figure de seule échappatoire possible. La chaîne de service public avait pris le prétexte de la Saint-Fabrice pour programmer en début de soirée « La classe fête la saint Fabrice », et donner un luxe particulier à son émission vedette de divertissement. L'animateur, Fabrice, était entouré d'une escouade de « nouveaux comiques », d'Yves Lecoq à Lagaf', de Michèle Laroque à Elie Kakou.

Le principe de « La classe » est simple : les invités, qu'ils soient comiques de profession ou stars du show-biz, sont invités à jouer des sketches, ensuite loués ou critiqués par Fabrice, intronisé juge ès gags et humour. C'est d'habitude pitoyable. Ce dimanche, c'était navrant. On se demandait ce que Michel Galabru, Roger Pierre et Jean-Marc Thibault et Pierre Palmade étaient venus faire dans cette galère. Les contorsions, les grimaces et les bons mots inventés par les uns et les autres et destinés à illustrer des saynètes vantant l'ascendance imaginaire dudit animateur (on lui inventa un ancêtre romain baptisé « Fabritius », un « Fabrice Duguesclin », etc.) se perdaient entre la facilité et la vulgarité. « La classe » a ses têtes de turc rituelles, les hommes politiques ou certaines vedettes du show-biz mais aussi les homosexuels, que ces « comiques » réduisent généralement à l'image de « folles ». On entendit aussi l'un des amuseurs proférer cette phrase au détour d'un sketch : *« C'est pas pour me vanter, mais je ne suis pas juif. »* Il était urgent de zapper, après un zéro pointé.

France 3 s'enorgueillit de diffuser des magazines de qualité, comme « Thalassa », « Continentales » ou encore « Strip-tease ». Après cette « Classe » digne des pires comiques troupiers, la chaîne se reprit d'ailleurs en main, et l'on vit dans son magazine « Montagne » un remarquable reportage sur les Navajos, cette nation indienne de 160 000 âmes installée aux confins de l'Utah, du Colorado et du Nouveau-Mexique, à laquelle le gouvernement américain a rétrocédé les ressources naturelles de son territoire. Un petit tour auprès d'Henri Chapier et de son invitée, Gisèle Halimi, femme rebelle par excellence, et on pouvait enfin quitter, l'esprit un peu apaisé, cette télévision de contrastes.

YVES-MARIE LABÉ

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 23 août

TF 1

20.45 Jeu : Le Trésor de Pago-Pago.

Animé par Olivier Chiabodo et Sophie Lafortune.
22.20 Téléfilm : Michigan mélodie. De Bernard Toublanc-Michel.
23.55 Documentaire : Histoires naturelles. Manger, être mangé, d'Igor Barrère et Jean-Pierre Fleury.
0.55 Journal et Météo.

FRANCE 2

20.50 Téléfilm : La Milliardaire. De Jacques Ertaud, avec Nicole Courcel, Judith Magre (2e partie).
22.25 Théâtre : Lundi, huit heures. Pièce de Jacques Deval, George S. Kaufman, Edna Ferber, mise en scène de Régis Santon, avec Marie-France Santon, Claire Flevat, Samuel Bonnafil.
0.25 Journal et Météo.

FRANCE 3

20.40 Cinéma : Naïs. ■■ Film français de Marcel Pagnol et Raymond Leboursier (1945).
22.45 Journal et Météo.
23.15 Magazine : Strip-tease. De Jean Libon et Marco Lamensch. Train de sénateur, de Manu Bonmariage ; Do mi si la sol, de Didier Lannoy ; Tes père et mère honoreras, d'André François ; Télé, mon beau miroir, de Valérie Bierens de Haan.
0.40 Musique : Portée de nuit.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Le Dimanche de préférence. ■ Film italo-franco-belge de Giuseppe Tomatore, Giuseppe Bertolucci, Marco Tullio Giordana et Francesco Barilli (1990).
22.10 Flash d'informations.
22.15 Court métrage : Denko. De Mohamed Camara.
22.40 Cinéma : Virgina. ■ Film franco-yougoslave de Srdjan Karanovic (1990).
0.15 Cinéma : Waxwork 2. □ Film américain d'Anthony Hickox (1990).

ARTE

20.40 Cinéma : Les Princes. ■ Film français de Tony Gatlif (1983).
22.15 ▶ Téléfilm : La Passion de Deborah Miles. De Robert Spera, avec Susan Cash, Blake Gibbons (v.o.).
23.55 Cinéma d'animation : Snark. Sirène, de Raoul Servais.
0.05 Documentaire : Le Défi de la paix. De Hélène Delebecque et Thierry Vivier (20 min.).

M 6

20.45 Cinéma : Hamburger Hill. ■ Film américain de John Irvin (1987).
22.45 Téléfilm : La Cible de Vancouver. De Lou Lombardo.
0.20 Informations : Six minutes première heure.
0.30 Magazine : Culture pub.

FRANCE-CULTURE

21.50 Dramatique. Survie de couple, de Pierrette Fleutiaux (rediff.).
22.40 Musique : Nocturne. Paris quartier d'été. 1. Nuits africaines à l'Opéra-Garnier (1).
0.05 Du jour au lendemain. Avec David Mus (la Poétique de François Villon, rediff.).
0.50 Musique : Coda. Le calypso (1, rediff.).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Royal Albert Hall à Londres) : (K) ein Sommernachstraum, de Schnittke, Concerto pour violon et orchestre en ré majeur, de Tchaïkovski, par l'Orchestre philharmonique d'Oslo, dir. Mariss Jansons.
23.00 Concert (donné le 11 mai au Musée d'Orsay) : Nocturnes pour piano n° 5 en si bémol majeur, n° 6 en fa majeur, n° 18 en mi majeur, Sonate pour piano n° 1 en mi bémol majeur, de Field ; Nocturne pour piano n° 7 en ut dièse mineur op. 74, de Fauré ; Children's Corner, de Debussy, par John O'Connor, piano.
0.35 Bleu nuit. Par Henri Renaud. Tania Maria.

Mardi 24 août

TF 1

15.25 Série : Hawaii, police d'Etat.
16.15 Jeu : Une famille en or.
16.50 Club Dorothée vacances.
18.00 Série : Chips.
18.55 Série : Premiers baisers.
19.25 Série : Hélène et les garçons.
20.00 Journal, Tiercé et Météo.
20.50 Cinéma : Le Gendarme en balade. □ Film français de Jean Girault (1970).
22.35 Cinéma : La Bataille du rio de La Plata. ■■ Film britannique de Michael Powell et Emeric Pressburger (1956).
0.40 Sport : Surf. Championnats du monde à Lacanau.

FRANCE 2

15.30 Série : Les deux font la paire.
16.15 Jeu : Des chiffres et des lettres.
16.40 Série : L'Equipée du Poney Express.
17.25 Magazine : Giga.
18.25 Série : Riptide.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus.
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Cinéma : Kalidor, la légende du talisman. ■ Film américain de Richard Fleischer (1985).
22.20 Magazine : De quoi j'ai l'air ? Présenté par Bruno Masure, Philippe Guérin, Philippe Moulinot et Danièle Evenou. Roublard ou naïf ? Invités : Christian Clavier, Gérard Oury, Francis Perrin.
23.35 Journal et Météo.
23.55 Série : Un privé sous les tropiques.
0.45 Série : La Guérilla.

FRANCE 3

15.35 Série : Guerres privées.
16.20 Variétés : 40e à l'ombre.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
20.10 Feuilleton : Une famille pas comme les autres (32e épisode).
20.40 Téléfilm : Docteur Teyran. Le Meurtre, de Jean Chapot, avec Michel Piccoli, Nadine Alari (1re partie).
22.15 Planète chaude. Les Moissons de fer, documentaire de Gérard Rougeron et Jean-Claude Lubtchansky. 1. Vert-de-gris.
23.10 Journal et Météo.
23.40 Documentaire : Les Chemins des hommes. Paul Morand, de Pierre-André Boutang (1re partie).
0.35 Musique : Portée de nuit.

CANAL PLUS

15.45 Cinéma : Marie, justice criminelle. ■ Film américain de Roger Donaldson (1989).
17.35 Canaille peluche.

En clair jusqu'à 20.35

18.30 Série animée : Batman.
18.55 Le Top.
19.29 Série animée : Tam-tam.
19.30 Flash d'informations.
19.35 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.35 Cinéma : Y a-t-il un flic pour sauver le président ? ■ Film américain de David Zucker (1991).
21.55 Flash d'informations.
22.00 Cinéma : Rambling Rose. □ Film américain de Martha Coolidge (1991).
23.50 Téléfilm : Une femme nommée Jackie. De Larry Peerce.

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 Documentaire : Monteverdi au Festival de Salzbourg (rediff.).
17.50 Documentaire : Peter Julius Caesar Stein (rediff.).
18.30 Documentaire : Bonne Nuit. De Barbara Lipinska-Leidinger (rediff.).
19.00 Magazine : Rencontre. Antenor Bogea/Sebastiao Salgado (rediff.).
19.30 Documentaire : Des images qui ont fait l'Histoire. La Playmate.
19.40 Série : Cinémémo. En guerre 1939-1942.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 ▶ Soirée thématique : Piero l'Européen. Soirée proposée par Alain Jaubert.
20.41 Borgo san Sepolcro, la ville de Piero. A 20.50, Une vie en peinture ; à 21.20, Un saint pour les peintres, documentaires d'Alain Jaubert.
21.25 Cinéma : Onze Fioretti de François d'Assise. ■■■ Film italien de Roberto Rossellini (1950).
22.50 Documentaire : Arezzo et ses fresques. D'Alain Jaubert. A 22.55, La Légende de la croix, de Pierre Beuchot ; à 23.30, Du désastre au sauvetage, d'Alain Jaubert ; à 23.40, L'Art de la bonne fresque, d'Yves Charnay et Romano Prada.
23.50 Documentaire : Florence. D'Alain Jaubert. A 0.00, Un monde nouveau, une grande découverte : la perspective, d'Yves Charnay et Romano Prada.
0.10 Documentaire : Sienne. D'Alain Jaubert. A 0.20, Un monde nouveau : les machines à dessiner, d'Yves Charnay et Romano Prada.
0.35 Documentaire : Urbino. D'Alain Jaubert. A 0.40, Les Mystères de la cité idéale, d'Alain Jaubert (5 min.).

M 6

13.55 Magazine : Destination vacances.
17.05 Variétés : Multitop.
17.35 Série : Rintintin Junior.
18.00 Série : O'Hara.
19.00 Série : Deux flics à Miami.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Cosby Show.
20.40 Le mardi, c'est permis.
20.41 Magazine : Grandeur nature. Présenté par Caroline Avon. Le rêve d'un enfant : Delphine et la tortue.
20.45 Téléfilm : L'Impossible Evasion. De David Lowell Rich.
22.30 Série : Mission impossible.
23.30 Les Stars en noir et blanc.
0.20 Informations : Six minutes première heure.
0.25 Musique : Flashback.

FRANCE-CULTURE

20.50 Parler français. 2. Pondichéry, l'indienne.
21.50 Dramatique. Je suis venu comme j'avais promis, adieu, de Jean-Marie Le Sidaner (rediff.).
22.40 Musique : Nocturne. Paris quartier d'été. 2. Nuits africaines à l'Opéra-Garnier (2).
0.05 Du jour au lendemain. Avec Michel Butor (Transit A, Transit B, rediff.).
0.50 Musique : Coda. Le calypso (2, rediff.).

FRANCE-MUSIQUE

20.15 Concert (en direct de Dresde) : Blockwork, de Currier ; Sonate pour violon et piano n° 7 en ut mineur op. 30, de Beethoven ; Sonate pour violon et piano n° 28 en mi mineur K 304, de Mozart ; Sonate pour violon et piano en ré majeur op. 94, de Prokofiev, par Anne-Sophie Mutter, violon, Lambert Orkis, piano.
22.30 Concert (donné le 19 avril à Toulouse) : Concerto pour deux violons et cordes en ré mineur BWV 1043, de Bach ; Préludes et fugue pour cordes, de Lutoslawski ; Trauermusik pour alto et cordes, de Hindemith ; Symphonie concertante pour violon, alto et orchestre K 364, par l'Orchestre national de chambre de Toulouse ; sol. : Dora Schwarzberg, violon, Gérard Caussé, alto.
0.35 Bleu nuit. Jean-Luc Ponty.

Le Monde

Nouveau « petit pas » de la Banque de France

Le taux des prises en pension à 24 heures est ramené de 8,25 % à 7,75 %

Pour la cinquième fois depuis le 9 août et la fin de la crise monétaire de juillet, la Banque de France a annoncé, lundi 23 août en début de matinée, la baisse de l'un de ses taux directeurs, le taux des prises en pension à vingt-quatre heures, ramené de 8,25 % à 7,75 %. Il s'agit d'une étape importante, au moins sur le plan symbolique, puisque ce taux directeur retrouve ainsi son niveau du 22 juillet, à la veille de la crise monétaire qui a contraint à l'instauration de marges élargies au sein du système monétaire européen (SME).

Les prises en pension à vingt-quatre heures sont aujourd'hui de fait la fourchette haute des taux directeurs de la Banque de France. Elles se sont pour ainsi dire substituées, depuis la crise monétaire de la fin juillet et pour répondre alors à l'urgence, aux prises en pension à cinq-dix jours. Réintroduites depuis le 6 août, les prises en pension à cinq-dix jours restent au taux élevé de 10 %. A la différence des appels d'offre périodiques, limite basse du loyer de l'argent en France, les prises en pension sont ouvertes en permanence aux établissements de crédit qui ont besoin de se refinancer.

Sur le marché des changes, le franc ne semblait pas affecté par cette nouvelle baisse de taux. La politique des « petits pas » de la Banque de France vise justement à éviter une dépréciation du franc. Celui-ci variait faiblement à 3,4850 F contre 3,4840 F pour 1 deutschemark juste après l'annonce de la Banque de France. La monnaie française s'est nettement raffermie en fin de semaine dernière, regagnant près de 6 centimes face au mark.

Les suites de l'affaire Lopez

General Motors exige que Volkswagen reconnaisse avoir profité d'actes d'espionnage industriel

L'entrevue entre Günter Rexrodt, ministre allemand de l'économie, Ferdinand Piëch, président de Volkswagen, et Klaus Liesen, président de son conseil de surveillance, ne semble pas avoir fait évoluer, vendredi 20 août, le différend opposant le constructeur allemand à l'américain General Motors. A la suite de cette rencontre, M. Rexrodt a souhaité que l'enquête judiciaire pour espionnage industriel engagée à la suite de l'embauche par Volkswagen du numéro deux de GM, Ignacio Lopez, soit cantonnée au plan du droit civil.

Mais de son côté, Hans-Wilhelm Gaeb, membre du conseil de surveillance d'Opel et vice-président de General Motors Europe, a exclu le 21 août, dans un entretien accordé à l'hebdomadaire *Bild am Sonntag*, que sa société puisse discuter avec la direction de Volkswagen tant que celle-ci n'aurait pas clairement reconnu les faits.

Dimanche soir, la chaîne d'information télévisée allemande NTV a annoncé que M. Lopez quitterait Volkswagen. Cette information a été immédiatement démentie par le constructeur allemand.

Pour protester contre la réforme de la politique agricole commune

La Coordination rurale confirme qu'elle tentera de bloquer Paris le 15 septembre

Afin de témoigner de son hostilité persistante à la réforme de la politique agricole commune, la Coordination rurale, organisme non reconnu par les pouvoirs publics, se prépare à répéter l'opération qui l'avait amenée à tenter, vainement, de bloquer Paris en 1992. Selon son secrétaire général, Philippe Arnaud, la Coordination prévoit à nouveau d'encercler la capitale, le 15 septembre, en bloquant tous ses accès dans un rayon de 50 km (*le Monde* du 26 juin). La Coordination mobilisera deux cents groupes d'une trentaine de personnes, indépendants les uns des autres, pour éviter l'échec de leur précédente tentative de blocus.

Cette journée d'action vise ainsi à *« mettre le gouvernement devant ses responsabilités »*, prévient le porte-parole. D'autres organisations professionnelles parlent de se joindre aux agriculteurs lors de ce blocus, comme la Coordination nationale des infirmières, la fédération CGT de l'agroalimentaire mais également les forestiers, les pêcheurs et les professionnels du textile.

Le sort de « la Tribune » et de « l'Agefi »

Bataille entre actionnaires pour le contrôle de Desfossés-International

Le sort du groupe de presse économique Desfossés-International (DI), qui publie *la Tribune-Desfossés*, *l'Agefi*, etc., devait se jouer dans la soirée du lundi 23 août, au cours d'une assemblée générale des actionnaires. Celle-ci devait approuver la prise de contrôle de 51 % de DI par le groupe Louis Vuitton-Moët-Hennessy (LVMH), dirigé par Bernard Arnault (*le Monde* du 7 août).

La solution LVMH consiste notamment en un apport de 110 millions de francs. Elle est principalement défendue par l'actuel PDG du groupe, Georges Ghosn, et par d'autres actionnaires minoritaires, dont des banques et la Mondiale, auparavant alliée à un autre actionnaire minoritaire, Hannover Rückversicherung.

Ce groupe d'assurances allemand critique vivement la solution LVMH et se fait fort de défendre sa solution de reprise du groupe DI, aux côtés de M. Patrice-Aristide Blank, PDG du groupe de presse professionnelle Liaisons, qui en deviendrait l'opérateur. Les deux partenaires apporteraient chacun 30 millions de francs, et 20 millions en comptes courants. L'assureur allemand a fait part aussi de l'intérêt de James Goldmith, ancien propriétaire du groupe Express, qui réclame au préalable le départ de M. Ghosn.

La bataille se joue aussi sur le terrain juridique, Hannover Rückversicherung ayant été assigné devant le tribunal de commerce par M. Ghosn pour *« abus de minorité »*. L'audience a été fixée au 13 septembre.

Y.-M. L.

Un rassemblement de motards en Auvergne

Cunlhat, capitale des Harley-Davidson

Cunlhat, une localité de mille cinq cents habitants dans le Puy-de-Dôme, a accueilli pour la cinquième année consécutive, du 19 au 22 août, plus d'un millier de motards passionnés par la célèbre Harley-Davidson. Ce rassemblement, baptisé « Free wheels » (roues libres), organisé par les Hell's Angels français, est devenu l'un des grands rendez-vous européens de « bikers ».

CLERMONT-FERRAND

de notre correspondant

Le *Gaspard des montagnes* d'Henri Pourrat, qui connaissait cette région du Livradois comme sa poche pour l'avoir si bien décrite, serait, à coup sûr, saisi d'un indicible vertige. Entre Cunlhat et sa base de loisirs nichée dans un écrin de bois denses qui se reflète dans l'eau d'un lac, l'asphalte des routes est mis à rude épreuve.

Sous le dur soleil, dans une débauche de pétarades, des motards par centaines vont et viennent en un inlassable ballet. Ils chevauchent les célèbres Harley-Davidson et autres motos du même genre dans cette posture qui les fait ressembler à des cavaliers d'un autre monde, bras déployés sur le large guidon, jambes tendues en avant et buste droit.

A Cunlhat, la place du marché est envahie. Les « bikers », tout de cuir vêtus, foulard noué sur la tête, chaussés des légendaires Santiag, sont partout. Dans les salles fraîches des bistrots, à l'ombre des arcades de la mairie, autour de la fontaine publique, ils devisent, bouteilles de bière à la main. On parle toutes les langues, anglais, allemand, italien, espagnol, hollandais. Les magasins d'alimentation sont pris d'assaut. Les stocks avaient été prévus en conséquence !

Car le « Free wheels » de Cunlhat est en passe de devenir la plus importante concentration de « bikers » de toute l'Europe. Avec près de quinze mille entrées, il aurait détrôné le traditionnel Kent Custom show, qui se tient en Angleterre durant la deuxième quinzaine de juillet.

Les « frères » et les « frimeurs »

Sur la base de loisirs, louée par la municipalité aux organisateurs du rassemblement, le spectacle est permanent : chromes étincelants, blousons de cuir chamarrés, couteaux et poignards, casques et pièces détachées en tous genres. Il y a foule sous la tente où les tatoueurs professionnels décorent « à la roulette » l'épiderme de leurs patients d'arabesques et de dessins de femmes nues.

A l'entrée de la base, le service d'ordre est assuré par les Hell's angels, qui vérifient les badges et jettent au passage un regard ironique sur les « frimeurs » du moment : des cadres, médecins ou commerçants qui possèdent, eux aussi, une Harley viennent se frotter, l'espace de quelques jours, à un autre univers, mais leur cuir n'est pas tanné, comme celui des vrais « frères », à l'épreuve de la route.

Aspirant « biker », Gildas résume sa passion : *Le monde des « bikers », c'est une autre vie. Nous ne recherchons pas la vitesse, ni la performance, seulement la route, qui nous permet les joies de la découverte »*. Le jeune homme venu de Quimper (Finistère) rêve, bien entendu, d'avoir sa Harley. Mais dans l'immédiat, il doit se contenter d'une banale « japonaise ». « *Ici*, dit-il, *les anciens nous conseillent. Regardez, il n'y a pas une moto qui ressemble à une autre... C'est ça notre monde.* »

Lundi, ils seront tous repartis après avoir acclamé des vedettes du rock comme Rory Gallagher, Calvin Russel, les Silencers et d'autres encore au cours de folles nuits. Cunlhat retrouvera sa quiétude jusqu'à l'année prochaine, sans pour autant retomber dans l'oubli. « *Nous nous sommes fait un nom et cela ne peut nous être que bénéfique* », constatait avec fierté le maire du village, Henri Rigal.

JEAN-PIERRE ROUGER

Un rapport de Xavier Gouyou-Beauchamps

La télévision européenne à l'heure de la compression numérique

Le rapport sur « Les nouvelles techniques de télévision » de Xavier Gouyou-Beauchamps devrait être rendu public début septembre. L'ancien PDG de Télédiffusion de France (TDF), présenté comme l'un des possibles successeurs d'Hervé Bourges à la présidence de France Télévision, a été chargé au mois de mai, par le gouvernement, de déterminer les principaux axes de la télévision du futur.

M. Gouyou-Beauchamps tire notamment les leçons de l'expérience de télévision haute définition (TVHD) en Europe, et des divergences, notamment franco-britannique, qui ont préludé à son échec.

Mais l'ancien président de TDF et de la SOFIRAD met surtout en relief les nouveaux enjeux : satellite, câble, télévision payante et à la carte, et surtout nouvelles normes de diffusion par compression numérique. Il note l'avance des Etats-Unis en ce domaine (*le Monde* des 19, 20 et 21 mai) et enjoint les partenaires européens à travailler de concert. C'est le 10 septembre que l'European Launching Group (qui réunit une quarantaine de diffuseurs et d'industriels de la télévision) doit s'engager à définir une norme commune de compression numérique.

M. Gouyou-Beauchamps met aussi l'accent sur les programmes et, tout en recommandant la *« fermeté »*, en matière d'audiovisuel, lors de la renégociation du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), prêche pour le maintien des quotas de production européenne imposés aux télévisions. Le ministère de la communication a d'ores et déjà indiqué que les *« retombées de ce rapport sont certaines »*.

Les conséquences de la récession

Recul de l'activité portuaire à Rotterdam

AMSTERDAM

de notre correspondant

A Rotterdam, la coutume est de dire que l'activité du plus grand port du monde (293,2 millions de tonnes transbordées en 1992) est un bon thermomètre de la conjoncture. La récession actuelle est donc confirmée, pour qui en doutait encore, puisque le port a vu son activité se ralentir de 7 % au cours des six premiers mois de l'année, avec un trafic de 138 millions de tonnes de marchandises contre 149 millions pour le premier semestre 1992.

Le ralentissement de l'activité industrielle s'est traduit par un recul sensible dans le transbordement des produits lourds, tels les minerais (– 16,4 %) et le charbon (– 17,9 %), aussi bien que plus légers, tels le bois ou le papier (– 5,1 %). Le volume d'hydrocarbures traité à Rotterdam a également baissé (– 8,1 % pour le brut). Le malaise de la chimie et de la métallurgie européennes transparaît dans ces résultats. En revanche, le port de Rotterdam a connu une légère progression dans des secteurs moins volumineux (alimentation animale, minéraux, phosphates) et, surtout, dans le domaine des conteneurs. Ce dernier a progressé de 1,4 %, passant à 22,5 millions de tonnes à cause, sans doute, de la grève qui a paralysé les ports français.

Ce dernier résultat, bien que moins bon que celui enregistré à la fin du premier semestre 1992 (+ 20 % dans les conteneurs), contente les responsables du port néerlandais, qui a fait du secteur des conteneurs l'axe majeur de son développement à l'échéance de l'an 2000. La construction de huit nouveaux terminaux pour quelque 7,5 milliards de francs est planifiée afin de faire progresser le nombre de conteneurs transbordés d'un peu moins de 3 millions actuellement à près de 6 millions d'ici à l'an 2010.

Ch. C.

SOMMAIRE

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 22-23 août 1993 a été tiré à 504 838 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Sciences-Médecine » : une église mérovingienne au cœur de Paris

Divine surprise sur le chantier de rénovation du Musée des arts et métiers : un édifice du VIe siècle est mis au jour, témoignant de l'histoire de ce lieu.

EN BREF

□ **Mère Teresa hospitalisée en raison de troubles cardiaques.** – Mère Teresa, la religieuse d'origine albanaise, âgée de quatre-vingt deux ans, a été hospitalisée en raison d'une forte fièvre vendredi 20 août, à New-Delhi (Inde), où elle était venue recevoir un prix créé à la mémoire de l'ancien premier ministre assassiné Rajiv Gandhi. Elle souffre d'une crise de malaria. Dimanche 22, des troubles respiratoires dus à une infection pulmonaire, aggravés par des troubles du rythme cardiaque, ont conduit les médecins à placer Mère Teresa, dans une unité de soins intensifs du département de cardiologie. Le porte-parole de l'hôpital indiquait, lundi 23, que l'état du Prix Nobel de la paix 1979 était *« dans un état stationnaire »*.

□ **Pour la deuxième fois, *Charlie Hebdo* n'est pas mis en vente en Belgique.** – Les Agences de messagerie de presse (AMP) belges ont décidé de ne pas distribuer en Belgique les 1 800 exemplaires du dernier numéro de l'hebdomadaire satirique français *Charlie Hebdo*. La dernière page de l'édition du 18 août comprend un article assurant que le roi Albert II souffre de la maladie de Parkinson, rumeur démentie par le Palais royal, et un dessin de Cabu, qui pourraient constituer un outrage à sa personne. Les AMP avaient auparavant demandé au journal et aux Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) s'ils acceptaient de prendre en charge les amendes prévues en cas d'offense au roi par voie de presse ou d'affichage (5 000 à 50 000 francs français, en plus d'une peine d'emprisonnement de six mois à trois ans). Le journal avait accepté, tout en précisant n'avoir pas été *« officiellement averti d'une plainte qui aurait été déposée par Sa Majesté Albert II »*. Le 5 août, après la mort du roi Baudouin, la police belge avait déjà intercepté 1 500 exemplaires de l'hebdomadaire qui titrait « Le roi des cons est mort » (*le Monde* du 7 août).

□ **Egypte : un policier tué lors d'un accrochage avec des « malfaiteurs ».** – Un policier a été tué et deux autres blessés dimanche 22 août, dans un village de la région d'Assiout, en Haute-Egypte, au cours d'une opération de ramassage d'armes. Selon la police, un échange de coups de feu a opposé, dans le village de Hawatka, les forces de l'ordre à un groupe de *« malfaiteurs »* ; l'un de ces derniers a été tué et deux autres blessés. Trois suspects ont été arrêtés. – *(AFP.)*

□ **Alcatel contrôle 65 % de la société de télécommunications turque Teletas.** – Alcatel (groupe Alcatel-Alsthom) vient d'acquérir 18 % supplémentaires de la société de télécommunications turque Teletas détenus par une organisation gouvernementale turque, portant ainsi à 65 % sa part dans le capital. Teletas, qui emploie 1 600 personnes, fabrique du matériel de commutation, de transmission et des terminaux téléphoniques. En 1992, la société a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 1 500 milliards de livres turques (environ 780 millions de francs) et dégagé un bénéfice de 152 milliards de livres, selon Alcatel.

□ **Cadbury-Schweppes augmente sa participation dans le capital de Dr Pepper-Seven Up.** – Cadbury-Schweppes, le groupe britannique de confiserie et de boissons non alcoolisées, a annoncé vendredi 20 août qu'il avait acheté à Prudential Insurance of America sa participation de 20,2 % dans Dr Pepper-Seven Up pour la somme de 231,3 millions dedollars (1,4 milliard de francsenviron). Cadbury-Schweppes, quipossédait déjà 5,7 % de Dr Pepper-Seven Up, verra ainsi sa participation passer à 25,9 %du groupe – en fait 22,8 %après diverses opérations quidoivent intervenir sur le capital de Dr Pepper-Seven Up.

□ **L'assureur suisse Winterthur porte de 5,12 % à 7 % sa participation dans la Banque Bruxelles Lambert.** – Winterthur a acquis auprès du groupe AG, le premier assureur belge, 349 300 actions de la Banque Bruxelles Lambert (BBL) pour 1,4 milliard de francs belges (233 millions de francs français). Cette opération s'inscrit dans le cadre du rapprochement entre le groupe Bruxelles Lambert, Winterthur et l'UAP. BBL, Winterthur et la compagnie d'assurances Royale Belge, filiale de l'UAP, avaient déjà conclu en avril dernier un accord pour distribuer en commun des produits d'assurances.